N° 21. — Septembre 1926 Prix : 2 fr. 50

la Révolution prolétarienne

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste

DANS CE NUMÉRO :

Le Scandale de la Direction unique
par P. MONATTE

L'AUTONOMISME ALSACIEN-LORRAIN
par A. CHARDON

PROUDHON ET MARX
par E. BERTH

LE CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION DE L'ENSEIGNEMENT
par B. GIAUFFRET et G. THOMAS

Avant la Conférence d'Octobre
par B. SOUVARINE

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

ADMINISTRATION et RÉDACTION : 96, quai Jemmapes. — PARIS (10e)

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste

LE "NOYAU"

PIERRE MONATTE, ALFRED ROSMER, V. DELAGARDE, M. CHAMBELLAND, R. LOUZON, A. GARNERY, MARTHE BIGOT, JEHANNE STANKO, V. GODONNÈCHE, ALBIN VILLEVAL, GEORGES AIRELLE, J. AUFRÈRE, D. ANTONINI, G. LACOSTE, F. CHARBIT, L. MARZET, C. HATTENBERGER, R. HAIRIUS, FINIDORI.

Adresser toute la Correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à :

P. MONATTE

96, quai Jemmapes — PARIS-X^e

Chèque Postal :
Révolution Prolétarienne **734-99** Paris

Permanence : l'après-midi, de 5 à 7 heures

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES		EXTÉRIEUR	
Six mois . . .	13 fr.	Six mois . . .	18 fr.
Un an . . .	25 fr.	Un an	35 fr.

PRIX DU NUMÉRO :
France : 2 fr. 50 — Extérieur : 3 fr.

SOMMAIRE du n° 21 (*Septembre 1926*)

Le scandale de la direction unique. P. MONATTE.
La situation de l'Alsace-Lorraine et son mouvement autonomiste. A. CHARDON.
L'affaire Lazarevitch . . . . . LA LIGUE SYNDICALISTE.
Avant la Conférence d'octobre. . . B. SOUVARINE.
Les revendications de la Chine . . HU HAN MIN.
Proudhon et Marx . . . . . E. BERTH.
Le premier pas pour briser le Comité anglo-russe.

A TRAVERS LES LIVRES

Le secret des hauts salaires, de Bertram Austin et Francis Lloyd (R. L.). — *Les journées de juin 1848*, de Charles Schmidt (A. RICHARD).

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Le Congrès de la Fédération de l'Enseignement (B. GIAUFFRET — G. THOMAS). — Au passif de la direction unique (M. CH.). — Les préparatifs de combat des industriels de la métallurgie parisienne (V. DELAGARDE).

NOTES ÉCONOMIQUES

Du défaitisme au chauvinisme : de l'annulation des dettes de guerre à l'annulation des « dettes interalliées ». — Nouvel exemple d'incompatibilité entre la domination de l'Eglise et le développement du capitalisme. — Le dernier quart d'heure. — Chronique des monopoles (R. LOUZON).

FAITS ET DOCUMENTS

Les faits du mois. — L'invasion américaine. — Une leçon de la grève anglaise. — La fusion des réseaux P.-O. et Midi. — La grève anglaise vue par un réformiste. — Contre une troisième C. G. T.

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE est vendue au numéro

PARIS

IIe arrondissement :
Marchand de journaux, 127, rue Montmartre.

IIIe arrondissement :
Kiosque (Pauvre Jacques), place de la République, angle rue du Temple.

V^e arrondissement :
Lebrun, journaux, 8, rue Gracieuse.
Kiosque place Saint-Michel, sortie Métro.
Kiosque boulevard Saint-Michel, angle rue Soufflot.
Kiosque boulev. Port-Royal, angle rue Saint-Jacques.

VIe arrondissement :
Librairie Delesalle, 16, rue Monsieur-le-Prince.
Kiosque boul. St-Michel, angle boulev. St-Germain

X^e arrondissement :
Librairie du Travail, 96, quai de Jemmapes.
Marchand de journaux, 25, rue Grange-aux-Belles.
Kiosque en face la Bourse du Travail.
Kiosque place de la République, angle faub. du Temple.
Kiosque théâtre de la Porte-Saint-Martin.
Kiosque boulevard St-Martin, face Folies-Dramatiques.

XIe arrondissement :
Kiosque (Potin), angle faubourg Saint-Antoine et avenue Ledru-Rollin.

XIIe arrondissement :
Kiosque place de la Bastille, angle boulevard de la Bastille, sortie Métro.

XIIIe arrondissement :
Libr. de la Poste, angle rue Coypel et av. des Gobelins.

XIVe arrondissement :
Librairie-papeterie, 163, rue d'Alésia.
Garrigou, 87, rue d'Alésia.

XVe arrondissement :
Librairie Dorigny, 22, rue Cambronne.

XVIIe arrondissement :
Librairie, 18, rue Davy.
Librairie, 187, rue Legendre.

XVIIIe arrondissement :
Souchard, journaux, 98, rue du Poteau.
Librairie, 135 *bis*, rue Ordener.
Kiosque mairie du XVIIIe, rue Ordener.

XIXe arrondissement :
Librairie Prat, 130, avenue Jean-Jaurès.

BANLIEUE

SAINT-DENIS. — Kiosque Desjardins, angle boulevard Jules-Guesde et rue de la République.

DÉPARTEMENTS

EPINAL. — V. Loquier, 9, rue Aubert.
LIMOGES. — M. Dubéry, journaux, 1, pl. Denis-Dussoubs.
LYON. — Maison du Peuple, 169, rue Molière.
MARSEILLE. — Bibliothèque sociale, Bourse du Travail, rue de l'Académie.
NANCY. — Libr. de l'Union des Syndicats, 2, rue Drouin.
NICE. — Kiosque place Garibaldi.
— Kiosque Pont-Magnan.
— Kiosque av. de la Victoire (Dames de France).
— Libraire, 37, rue Gioffredo.

Prière à nos amis de Paris de nous indiquer les kiosques ou libraires acceptant de mettre en vente la R. P. et de l'afficher.

A nos amis de province de nous trouver un dépositaire dans leur centre.

Il ne faut pas attendre que le lecteur vienne à nous ; il faut aller à lui.

LA COLONISATION DES SYNDICATS

Le scandale de la "direction unique"

Il y a deux manières de regarder le problème de la « direction unique » de la C. G. T. U. et du Parti communiste, soit que l'on se place au point de vue des syndicats, soit que l'on se place au point de vue du parti.

Cette distinction, il est possible que les « syndicalistes professionnels » soient incapables de la faire, tellement ils ont plaisir à confondre syndicats et parti, mais elle ne s'en impose pas moins.

Je voudrais regarder surtout ce problème au point de vue des syndicats. Il n'est peut-être pas très aisé de le faire sans jeter, au passage, un coup d'œil de l'autre côté de la barrière et même sans piétiner quelques plates-bandes; j'en piétinerai le moins possible. Et vous verrez qu'il n'est pas difficile de démontrer que de quelque côté qu'on regarde la direction unique, pourvu qu'on la regarde sérieusement et qu'on réfléchisse aux conséquences qui en découlent logiquement, on est forcé d'arriver à la même conclusion, au même jugement : pour les syndicats, c'est un scandale, pour le parti communiste, c'est une faute, c'est une atteinte à la capacité d'organisation de la classe ouvrière.

Dans son article sur le Congrès communiste de Lille, Hairius a dit le mot juste : « Pour tirer le parti du pétrin, on y a fourré la C. G. T. U. »

J'ajouterai simplement que le parti ne sera pas tiré pour cela du pétrin; au contraire, ce nouvel acte de colonisation des syndicats l'y enfoncera un peu plus profondément. Ce que Treint a si bien commencé, il appartient à son allié et compère des syndicats, au Treint syndical, de le poursuivre et de l'aggraver.

Un scandale.

Oui, la direction unique est un scandale. Pour quelles raisons ?

1° Parce que les syndicats ont été mis devant le fait accompli. Un beau jour ils ont appris qu'ils avaient réalisé la « direction unique ». Jamais leur avis ni leur consentement n'ont été demandés;

2° Parce que la direction unique est la négation du syndicalisme de masse; c'est du plus pur, du plus incontestable syndicalisme de secte;

3° Parce que la « direction unique » constitue un obstacle de plus au rétablissement de l'unité, comme s'il n'y en avait pas déjà assez.

Ce scandale, il ne sera peut-être pas facile de le faire cesser rapidement. Pas plus qu'il n'a été facile de faire cesser le scandale de la C. G. T. faisant sa partie dans l'union sacrée et envisageant maintenant la participation ministérielle. Mais ne nous effrayons pas, tout cela ne durera pas aussi longtemps que les contributions. Pour les hommes, quelques années, cela semble une durée énorme, pour l'histoire ce n'est quasi rien.

La direction unique et la participation ministérielle sont chacune l'aboutissant, le couronnement d'une méthode différente ; elles en sont la dernière étape et en annoncent la faillite. Plus rapide sera l'allure de ces deux dernière étapes, plus vif sera le rythme des deux expériences poursuivies par les deux C. G. T., plus vite les deux méthodes apparaîtront impuissantes et néfastes.

D'aucuns nous disent aujourd'hui qu'il n'y a pas dans le mouvement trois grands courants, qu'il n'y a en a que deux, le courant communiste et le courant réformiste, qu'il faut appartenir à l'un ou à l'autre sous peine de voir ses efforts perdus. Quelle erreur ! C'est juger sur les apparences. Poussez le chemin suivi par chacun de ces courants aussi loin que vous voudrez, aucun ne mène à l'unité syndicale. L'unité ne peut pas plus se faire sous l'hégémonie du Parti communiste que sous celle du Bureau international du Travail. Le grand courant vers l'unité est encore à l'état de nappe d'eau dans les profondeurs du mouvement ; cette nappe d'eau sera mise en mouvement quand les autres courants, en frappant le bout de l'impasse, seront obligés de refluer vers elle; elle se fraiera son chemin, elle reprendra la grand'route du syndicalisme momentanément ensablée; alors l'unité syndicale sera possible. L'avenir n'appartient ni à l'un ni à l'autre des deux grands courants actuels, tous deux sont dans une impasse.

Devant le fait acquis.

Une seule, une même direction pour le Parti communiste et pour la C. G. T. U., voilà ce que l'on voudrait faire prendre pour une modification organique sans importance, pour un événement banal à propos duquel on ne saurait s'émouvoir.

Que le parti ait désiré la direction unique, qu'il l'ait décidée et accomplie, c'est son affaire. Il peut s'en réjouir tout à l'aise dans ses rapports et documents officiels.

Mais les syndicats l'ont-ils voulue et décidée ? Ils n'ont jamais été appelés à en discuter, donc à la décider. On les en a dotés sans prendre leur avis.

On allègue, il est vrai, que la direction unique serait le prolongement naturel de la résolution de Bourges. Je ne force pas la pensée des partisans de la direction unique. Le grand chef des syndicalistes professionnels a écrit dans la *Vie Ouvrière* du 16 juillet cette perle :

« *Le Congrès de Bourges a posé les fondations de la direction unique en prévoyant les accords circonstanciels.* »

Non, Monmousseau, les accords circonstanciels ne posaient aucunement les fondations de la direction unique. Ils avaient été admis avant la scission par la minorité confédérale dans un esprit totalement différent ; ils impliquaient l'indépendance de l'organisation syndicale. Le Congrès de Bourges les a acceptés exactement dans le même esprit.

Il faut d'ailleurs avoir le génie de l'embrouillamini pour confondre la direction commune d'une lutte dans des circonstances exceptionnelles avec la direction commune de deux organisation distinctes.

Il faut surtout avoir le génie de la duplicité pour donner aux accords circonstanciels — les mots disent bien ce qu'ils veulent dire — un sens différent à quelques années d'intervalle.

Quand les adversaires des accords circonstanciels leur donnaient alors le sens que leur donne aujourd'hui Monmousseau, il se récriait avec indignation. Il avait raison alors. Il a doublement tort aujourd'hui, en faussant après coup le sens des accords circonstanciels et en apportant une légitimation inattendue aux arguments de leurs adversaires.

S'il avait dit et pensé à Bourges ce qu'il dit et pense maintenant, il est certain que le Congrès aurait repoussé les accords circonstanciels.

S'il le pensait alors, pourquoi l'a-t-il caché ? Pourquoi a-t-il dit qu'il pensait le contraire ? Cela s'appellerait avoir escroqué un vote de Congrès.

Mais il n'en fut pas ainsi à Bourges et nous assistons implement à une cabriole, à un reniement de plus.

Hier, cabriole, à propos de la non-rééligibilité des fonctionnaires syndicaux. Les mêmes qui avaient fabriqué toute une théorie pour déboulonner les fonctionnaires majoritaires n'ont rien eu de plus pressé, une fois fonctionnaires à leur tour, que de rétablir à leur bénéfice la rééligibilité.

Cabriole, les accords circonstanciels cessant d'être circonstanciels pour devenir permanents et, non contents de cela, aboutissant à l'installation d'une même direction pour la C. G. T. U. et pour le Parti communiste.

Cabriole encore quant à l'idée principale de la résolution de Bourges. Ce n'étaient pas les accords circonstanciels qui étaient en jeu ; ils avaient déjà cause gagnée. C'était le droit pour toutes les tendances de s'organiser, pour la tendance communiste comme pour les autres. On déniait à cette dernière le droit d'avoir ses commissions syndicales. C'est sur ce point que la bataille se livra.

Elle fut gagnée en défendant le droit pour toutes les tendances de s'organiser. Il n'était pas question de direction unique à ce moment-là. Il s'agissait de rendre la maison de la C. G. T. U. habitable pour tous les syndiqués, de ne pas permettre la dictature de la trique contre une tendance.

Que disait la résolution présentée par la majorité confédérale ?

« *Loin de nier la valeur de l'autonomie syndicale, le Congrès est fermement convaincu que l'autonomie du syndicalisme vis-à-vis des groupements extérieurs est une condition indispensable de son existence; résolu à défendre cette autonomie, il estime que la libre expression des tendances et des opinions est non moins nécessaire au développement du syndicalisme et au maintien de son unité organique.* »

Les partisans de la direction unique, on le voit, n'ont pas le droit de se revendiquer de la résolution de Bourges. Ils sont en train de la violer impudemment.

C'est en violation de leur mandat, ainsi que l'a justement marqué le Syndicat de l'Enseignement du Finistère, que les secrétaires confédéraux ont mis en pratique d'eux-mêmes la direction unique, puisque les syndicats n'ont pas été consultés.

Les secrétaires confédéraux ne seraient comptables devant leurs mandants que de leur activité corporative. Erreur complète, comme l'ont dit Marthe Bigot et quelques camarades ; en cours de mandat, ces militants ne s'appartiennent plus ; ils sont pour un temps la C. G. T. U., et ne peuvent engager politiquement celle-ci que dans les limites tracées par le Congrès qui les a désignés.

Un argument amusant a été invoqué par Dommanget. Ce serait porter atteinte au droit des communistes syndiqués, créer un délit d'opinion, que de ne pas permettre à ceux d'entre eux qui sont à la tête de la C. G. T. U., de réaliser la direction unique sans consulter les syndicats.

Il leur fallait poser la question devant un nouveau Congrès. Ils ont préféré mettre les syndiqués devant le fait accompli. Ils prennent avec la C. G. T. U. les mêmes libertés que prirent à sa fondation les anarchistes. Après l'enseigne anarchiste, l'enseigne communiste, après la domination du petit Pacte syndicaliste-anarchiste, qui savait lui aussi obtenir des votes de majorité, le grand Pacte communiste qui entend exercer sa domination sur le mouvement. Il ne s'agit plus d'avoir les mêmes droits que les autres, il ne s'agit pas d'assurer l'équilibre des tendances et leur respect mutuel, la tendance communiste dirigeante se réserve tous les droits et dit comme Tartufe :

« La maison est à moi. » Mais Tartufe, tout de même, n'avait pas pensé à crier au délit d'opinion.

Pour en finir sur ce point du respect des décisions de l'organisation, un mot de réponse à Monmousseau qui m'a reproché d'avoir quitté la Commission provisoire de la C. G. T. U. au lendemain de la première séance qu'elle ait tenue. Je me contenterai de reproduire ce que j'ai écrit dans *Clarté* du 15 juillet 1922 et qui n'a jamais été contesté :

« Je pourrais dire que presque seul j'avais flairé un scissionnisme de gauche qui me serrait la gorge. Mais je suis allé à la première réunion (de la C. A.) ; on y a discuté, entre autres choses, du prix de la carte de la C. G. T. U. J'ai défendu le maintien du prix de 1 franc en me plaçant devant les deux hypothèses : soit que l'unité se recolle, auquel cas il faudrait être en mesure de reverser le montant des cartes placées par nous, soit que la cassure devienne définitive, et dans ce cas il faudrait faire face à un gros et coûteux effort de propagande et le produit de 200.000 ou 300.000 francs serait le bienvenu. Non sans peine, à une ou deux voix de majorité, j'emportais un vote en ce sens. Le prix de la carte était fixé à 1 franc. Quelques jours après, je lisais dans la presse que ce prix était officiellement fixé à 0 fr. 50. Comment la décision régulière avait-elle été annulée ? Par qui ? Pourquoi ? Je n'en sais encore rien, ma foi ! »

J'ai eu l'occasion de dire et cela n'a pas été davantage contesté, que cette décision régulière avait été annulée sous la pression de Monmousseau. Depuis 1922 il n'a pas appris le respect des décisions régulières de l'organisation.

En plein dans le syndicalisme de secte communiste.

La parole du curé : « Faites ce que je dis et non ce que je fais », peut être reprise par nos syndicalistes professionnels. Ils ont plein la bouche du syndicalisme de masse, mais chacun de leurs actes est inspiré du plus pur esprit de secte. Leur invention de la direction unique en est la dernière manifestation et la plus éclatante.

Maintenant que la direction unique est établie et affichée, trois secrétaires confédéraux au bureau politique du Parti, une foule de secrétaires de Fédérations et d'Unions régionales au Comité central, les militants des Syndicats unitaires pourront se démener pour expliquer que leurs syndicats ne sont pas sous la direction du Parti, il suffira de leur répliquer que c'est eux-mêmes qui ont annoncé, ou laissé annoncer, qu'il n'y avait plus qu'une seule direction pour le Parti et pour la C. G. T. U.

Qu'importe l'enseigne ! disent certains, du moment que la C. G. T. U. se développe, qu'elle améliore ses rouages, qu'elle accroît sa force combative.

Ne craignons pas de suivre la discussion sur ce terrain. Dans l'absence de chiffres officiels sérieux — les deux C. G. T. préfèrent bluffer et annoncer de temps à autre des augmentations sensationnelles — on m'excusera d'attirer simplement l'attention sur quelques faits typiques.

La C. G. T. U. est fière de sa Fédération des cheminots qui aurait dépassé la centaine de mille d'adhérents. Je souhaite que ce chiffre soit exact. Mais il est non moins exact que les mécaniciens et chauffeurs, la catégorie de cheminots la plus indispensable dans un mouvement, sortent peu à peu de la Fédération unitaire. Au dernier Congrès des cheminots, un délégué annonçait à Midol que les mécaniciens venaient de se retirer de son syndicat. Il lui fut répondu que pareille retraite se produisait en beaucoup d'endroits, mais qu'il ne fallait pas en souffler mot.

Quelle raison invoquent les mécaniciens pour se retirer ? On ne s'occupe plus que de politique communiste et leurs revendications corporatives sont délaissées.

Que vaut cette raison ? N'y a-t-il là qu'un simple prétexte utilisé par le vieil esprit de catégorie des mécaniciens ? Je ne peux le dire. Mais ce prétexte il ne fallait pas le fournir. La fusion avec la Fédération des mécaniciens avait été laborieuse à faire. En voyant l'un des leurs à la tête de la Fédération unitaire, les mécaniciens pensaient avoir là des garanties. Mais aujourd'hui Midol leur apparaît non plus comme l'un des leurs, mais avant tout comme l'homme d'un parti. Si le mouvement de sortie des mécaniciens se poursuit, la Fédération unitaire sera peut-être un grand corps, mais toute action de grève lui sera difficile sinon interdite.

Déjà il ne lui était guère facile de se remuer. On l'a vu au 12 octobre. Midol avait déclaré pourtant que si la Fédération des cheminots ne pouvait dire à l'avance ce qu'elle ferait, la bourgeoisie la sentirait passer. Ce que tout le monde entendit passer, ce furent les trains.

La C. G. T. U. améliore-t-elle ses rouages, perfectionne-t-elle sa structure ? Elle vient de remplacer ses Unions départementales par des Unions régionales. Est-ce que les Unions départementales étaient à ce point florissantes, que dans certaines régions leurs rameaux s'enchevêtraient et qu'elles avaient institué des services communs ? Hélas ! c'était le contraire. Un secrétaire d'Union départementale, à qui j'exprimais quelques craintes, me répondait : « Que veux-tu qu'on perde en supprimant les U. D. ? Elles étaient mortes presque toutes. Il n'y a qu'à gagner par les U. R. si l'on veut travailler. » Je restai abasourdi. Que pouvais-je répliquer ?

Ainsi, de 1922 à 1926, les Unions départementales ont dépéri. Elles étaient passées à la C. G. T. U. en grande majorité. Bien sûr, la scission les avait affaiblies ; après, la lutte des « purs » en a secoué durement quelques-unes. Mais, depuis Bourges, depuis près de trois

ans il était possible de réparer les dégâts commis. Au lieu de cela, la décrépitude s'est poursuivie, s'est précipitée. Pendant qu'on s'agitait au Parti, on négligeait le travail syndical. C'était fatal. La C. G. T. U. ne vient pas de perfectionner sa structure; elle a simplement procédé à une série d'amputations.

Il en est de même du côté des Fédérations. On parle beaucoup de leur resserrement. Certaines en ont absorbé d'autres qui ne vivaient plus guère; elles ne vivent plus du tout; on a dit à propos de cette variété de resserrement qu'à l'organisation concentrée du patronat il fallait vite opposer l'organisation concentrée du prolétariat. Pas une minute à perdre, nous sommes déjà handicapés ! Il faut bien mal connaître le mouvement français et tout ignorer des études sur l'organisation patronale entamées il y a vingt ans, à la suite de Merrheim pour parler ainsi. On peut affirmer au contraire que l'organisation de nos Fédérations d'industrie, qui remonte à loin déjà, a devancé l'organisation patronale, qu'elle l'a souvent entraînée. Ce n'est donc pas l'outil qui manquait, c'était sa solidité, sa force; je ne vois pas qu'on l'ait renforcé. Jamais les charges imposées par les Fédérations n'ont paru aussi lourdes aux syndicats et n'ont correspondu à aussi peu de services rendus.

Il est de mode, maintenant, de paraître s'occuper de revendications immédiates et de dresser de vastes cahiers de revendications. On espère prouver par ce moyen qu'il est possible d'attirer les ouvriers au syndicat quelle que soit l'idéologie dont on l'ait coiffé. Il ne suffit pas de fabriquer des cahiers de revendications au 120 de la rue Lafayette et de les brandir dans les assemblées syndicales. C'est de là qu'ils devraient sortir d'abord. Surtout il faudrait avoir confiance dans la possibilité de les réaliser. Aussi, évidemment, n'avoir pas le mépris de ces petites revendications. L'an dernier encore, avec quel dédain un bon communiste des métaux parisiens parlait de ces syndiqués qui viennent à l'organisation pour y défendre leur salaire. Et c'était un langage courant. On en a changé, mais cela ne suffit pas. Pour lutter efficacement en faveur des revendications immédiates, il faut les croire réalisables et non pas chanter en même temps qu'il n'y a pas à espérer conquérir d'améliorations dans le cadre capitaliste. Il ne faut pas croire qu'il n'y a à toute lutte ouvrière que deux alternatives, la défaite ou la révolution. Avec une telle conception on ne prépare pas plus la révolution que les luttes au jour le jour.

Cette conception paralysante, elle a été partagée par les dirigeants de la C. G. T. U. et du parti. Pour Monmousseau et Sémard comme pour Treint, voilà trois ans que la situation est révolutionnaire. Au lieu de profiter du répit que donnaient les événements ils ont tenu la classe ouvrière en alerte. La révolution était pour le lendemain matin. Ils ont brûlé de vaine fièvre toute une génération de militants. Croyant sauver Rome et la France, ils ont mis la C. G. T. U. sur le pied de guerre, transporté dans les syndicats les préoccupations et les méthodes du Parti, traité de contre-révolutionnaire quiconque ne participait pas à leur folie.

Si l'on veut comprendre la pensée qui anime les dirigeants de la C. G. T. U., il faut toujours se reporter aux déclarations faites par Monmousseau au Congrès fédéral de l'Alimentation de l'an dernier :

Aujourd'hui, il est clair qu'il est impossible de diriger les masses révolutionnaires vers la victoire par-dessus les cadres social-démocrates ou réformistes. *On en peut donc conclure que pour toute victoire prolétarienne, si limitée soit-elle, il faut deux conditions :*

1° *Un Parti communiste fort ;*

2° *Un Parti communiste qui* CONDUISE *les masses par le canal d'une organisation syndicale forte.*

Et cette action peut difficilement s'exercer tant que les syndicats ont à leur tête des agents de la bourgeoisie, qu'ils soient réformistes ou anarcho-syndicalistes.

Ces déclarations donnent tout son sens à la direction unique. Les syndicats ne doivent pas se conduire eux-mêmes, c'est le Parti communiste qui doit les conduire. Quel mépris pour la classe ouvrière déclarée incapable de se conduire toute seule ! Quel manque de confiance dans l'identité des intérêts du communisme et des intérêts de la classe ouvrière !

Vous ne teniez pas ce langage quand vous étiez au parti, m'objectera peut-être encore l'un de ceux qui ont pourtant allégué, pour m'exclure du Parti que j'y représentais les préjugés syndicalistes. Erreur ! J'écrivais ceci dans le *Bulletin Communiste* du 9 mai 1924 :

Il ne suffit pas de parler toujours de syndicalisme de masse. Il faut comprendre ce que cela signifie et que la pire erreur — je ne sais pas si elle sera de droite ou de gauche, mais je sais qu'elle serait l'erreur la plus dangereuse — serait de tomber dans le syndicalisme de secte communiste.

. . . . . .

Nous ne devons pas nous méprendre. Les cadres de militants des syndicats, les syndiqués nous ont ouvert un crédit qui n'est pas infini. Bourges a été plutôt la défaite des anarcho-syndicalistes que notre victoire. Les anarcho-syndicalistes se sont montrés comme les saboteurs de l'organisation syndicale, comme les entrepreneurs de scissions perpétuelles et d'insupportables dictateurs. Nous sommes apparus comme la tendance syndicale qui avait le souci de l'organisation, de l'unité, de la liberté des tendances au sein du mouvement syndical. On a fait confiance à la tendance communiste; mais on l'attend à l'œuvre.

On la voit à l'œuvre. Elle a fait tomber la C. G. T. U. dans le syndicalisme de secte communiste.

P. MONATTE.

(*A suivre.*)

UN MOYEN D'ABATTRE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ?

La situation de l'Alsace-Lorraine et son mouvement autonomiste

Il est toujours malaisé de comprendre les manifestations souvent contradictoires des conflits de nationalités. Ces conflits naissent précisément de situations confuses qui ne se prêtent pas facilement à l'analyse. Ceux qui ont tenté, par exemple de résoudre la question macédonienne y ont perdu leur latin et leur temps. Le cas de la Macédoine n'est pas isolé ; il y a en Europe beaucoup d'autres régions où se produisent des heurts de nationalités différentes.

La France, solidement unifiée par la Monarchie et la Révolution, ignore généralement ce genre de difficultés. Des Picards, des Normands ou des Auvergnats ne s'imaginent pas qu'ils pourraient être autre chose que des Français. Aussi, le conflit qui s'est produit en Alsace-Lorraine et qui a eu pour conséquence la naissance du mouvement autonomiste a-t-il provoqué à l'intérieur une certaine stupéfaction.

***

Géographiquement et économiquement, l'Alsace-Lorraine est une des régions importantes de l'Europe occidentale : Population dense et active de 1.800.000 habitants, avec une agglomération de 200.000 habitants (Strasbourg) et de deux de plus de 100.000 (Metz et Mulhouse). Industrie très développée : Bassin de fer de Lorraine (Thionville-Hagondange), Charbon de la Sarre (Sarreguemines), Mines de potasse (Mulhouse), Gisements pétrolifères (Péchelbronn), Industrie textile (Mulhouse, Guebwiller), Industries mécaniques (Mulhouse, Strasbourg, Graffenstaden). Grand port fluvial à Strasbourg, tête de la navigation rhénane, avec liaisons vers l'intérieur par les canaux de la Marne, des Houillères et du Rhône au Rhin. Nœud de chemins de fer de première importance à Strasbourg (Directions de Paris, Bruxelles, Mayence, Prague, Bâle-Milan, Lyon-Marseille). Région agricole très riche dans la plaine du Rhin qui a donné naissance à de nombreuses industries alimentaires (minoteries, bières, conserves).

En face d'un capitalisme puissant, se dresse un prolétariat nombreux fortement organisé et beaucoup plus discipliné qu'en France. Lors des grèves générales de 1920, l'arrêt du travail fut total pendant plusieurs jours et la vie économique suspendue complètement. Mais ces grèves furent spécifiquement alsaciennes et les organisations ouvrières de ce pays ne participèrent pas à la grande grève générale de mai 1920.

L'histoire du mouvement politique et syndical se confond cependant plus ou moins avec celle du mouvement allemand avant, et du mouvement français après 1918. La scission a coupé les forces ouvrières en deux tronçons encore compacts se neutralisant mutuellement à la grande satisfaction du patronat qui souhaite que cela dure. Néanmoins, la situation matérielle de l'ouvrier alsacien est sensiblement meilleure que celle de l'ouvrier français. Cela tient sans doute aux institutions d'assurances sociales créées par Bismark pour servir de frein aux progrès de la Social-Démocratie, et qui, en fait, ont rendu moins précaire la situation des prolétaires.

***

Quelles sont les causes profondes du mouvement autonomiste ?

Depuis l'époque romaine jusqu'à nos jours, nous voyons ce malheureux pays d'Alsace constamment en proie aux invasions, aux partages et déchirements de toutes sortes. Pendant tout le cours des siècles, c'est un champ de bataille et de carnage. Un historien alsacien, M. Reuss, nous montre cette province saccagée après la guerre de Trente ans et sa population littéralement exterminée. Rattachée à la France en 1648, elle est annexée brutalement en 1871 par l'empire allemand, puis « désannexée » en 1918. Eh bien ! les Alsaciens en ont assez d'être à la merci du sort des armes. Ils désirent que cela finisse une fois pour toutes. C'est pourquoi certains se sont demandé si une certaine indépendance politique ne les mettrait pas à l'avenir à l'abri des invasions et des annexions. C'est très contestable : La Belgique et le Luxembourg en ont fait l'expérience en 1914.

Il y a ensuite les questions de langues et de religions :

La population d'Alsace-Lorraine parle trois langues : *le dialecte alsacien,* parler germanique, mais aussi différent de l'allemand que le provençal l'est du français. C'est la langue usuelle des quatre cinquièmes de la population. Ce dialecte ne s'écrit pas et par conséquent il varie, comme nos patois, d'une région à une autre.

La langue écrite est la *langue allemande,* mais la masse ne la possède pas parfaitement. Il y a même beaucoup d'Alsaciens qui ne peuvent pas s'exprimer en allemand. Les jeunes gens sont obligés de l'apprendre comme on apprend une langue étrangère.

La *langue française,* officielle depuis 1918, n'est parlée que par une minorité : d'abord par la haute bourgeoisie et les intellectuels dans l'ensemble du pays, ensuite dans les villes par les immigrés venus de France, enfin par la population autochtone à l'ouest de la ligne Metz-Sarrebourg et dans les vallées des Vosges (Bruche, Val de Villé, Munster, etc.). Il va sans dire que, depuis 1918, le français progresse rapidement comme langue commerciale d'une part et comme langue scolaire d'autre part, l'allemand étant relégué au second plan.

Cette question de la langue est la source principale des difficultés en Alsace-Lorraine. Si Alsaciens et Français avaient parlé la même langue, il n'y aurait jamais eu de conflit. On a évoqué, au

sujet de l'Alsace, le cas de l'Irlande. Mais il n'y a aucun rapport : la guerre civile irlandaise fut avant tout une guerre sociale suscitée par l'âpre question de l'appropriation de la terre. Il n'y a rien de semblable en Alsace-Lorraine.

Les questions linguistiques peuvent donner lieu évidemment à des malentendus, des froissements. Nos nationalistes s'imaginaient, dans leur candeur naïve, que les Alsaciens allaient apprendre notre langue en quelques mois et remiser aux accessoires le dialecte et l'allemand. Ces messieurs ont dû sérieusement déchanter. Il faut au moins un siècle pour qu'une population de l'importance de celle de l'Alsace change de langue. Certains prétendent même qu'un tel changement est impossible. C'est discutable car il y a des précédents : en France, le recul du breton depuis le début du XIXe siècle; en Belgique, le recul du flamand dans la région de Bruxelles. D'ailleurs, la disparition des dialectes et des patois se poursuit rapidement dans l'Europe entière. Il n'y a aucune raison de penser que le dialecte alsacien ne subira pas le même sort que les autres. Il faut bien admettre qu'un dialecte, parlé par un peu plus d'un million d'individus, coincé entre deux grandes langues de civilisation qui représentent respectivement 80 millions et 45 millions d'habitants est destiné à être absorbé dans un avenir plus ou moins rapproché.

Voyons maintenant le côté religieux du problème : nous trouvons en Alsace trois groupes religieux différents : les catholiques, les protestants, les israélites, tous trois bien organisés, avec un clergé exerçant encore une influence considérable. On voit ici, par exemple, des socialistes, des communistes, des libres-penseurs qui assistent régulièrement aux offices. Des militants actifs du P. C. affirment très sérieusement que les prêtres sont aussi des prolétaires et que la classe ouvrière doit défendre le clergé si l'Etat fait mine de supprimer le budget des cultes. Les lecteurs de la *R. P.* n'ignorent sans doute pas que les écoles d'Alsace-Lorraine sont encore confessionnelles, que les prêtres sont des fonctionnaires d'Etat et qu'il y a à Strasbourg des facultés théologiques officielles. Ceci explique pourquoi le mouvement autonomiste a trouvé dans le parti clérical de si ardents partisans. Le cléricalisme défend ses privilèges par tous les moyens.

***

Résumons donc les revendications alsaciennes : autonomie politique et administrative dans le cadre de la France — avec un Parlement à Strasbourg; maintien absolu des croyances, de la langue et des institutions alsaciennes; appel à la Société des Nations en faveur d'un plébiscite.

Aux yeux des Alsaciens, accoutumés pendant quarante-huit ans à vivre dans le cadre de l'Etat fédéral allemand, ce sont là des revendications très raisonnables. Mais les Français, férus d'unitarisme et de centralisation, ne l'entendent pas de cette oreille-là. D'où conflit, qui ne pouvait pas ne pas se produire.

Ce conflit est-il grave ? Peut-il avoir des répercussions sociales ? Voilà ce qui nous intéresse.

Pour répondre à ces questions, il faut analyser le mouvement lui-même : il n'y a pas un « parti autonomiste » mais seulement un conglomérat d'individus venus des horizons politiques les plus divers :

1° Les *autonomistes purs*. Ceux-ci l'étaient déjà du temps allemand, ils le sont restés après le retour de l'Alsace-Lorraine à la France. Ils croient sincèrement à la vertu des revendications exposées plus haut, et au fond, il n'y aurait pas grand danger — au point de vue nationaliste français — à leur donner satisfaction. Ils se recrutent dans les milieux bourgeois les plus différents, mais principalement chez les démocrates et les radicaux. Le Dr Rieklin (1), Georges Wolf, Dahlet, sont les représentants les plus marquants de cette tendance. Les deux derniers, qui sont radicaux, n'ont même pas signé le manifeste du « Heimatbund », sans doute parce que l'inspiration cléricale y était trop apparente;

2° Les *cléricaux*, catholiques et protestants, dirigés par l'abbé Haegy, l'abbé Fashauer, l'abbé Muller, Rossé, Keppi, Michel Walter, le pasteur Hirtzel constituent le gros de l'armée autonomiste. Mais ce sont des autonomistes conditionnels qui ne sont venus à ce mouvement que pour défendre contre l'Etat laïc les privilèges du clergé. Que le Bloc National revienne au pouvoir, et on verra tous ces gens-là jeter leur défroque régionaliste aux orties. De 1918 à 1924, il n'y eut pas de nationalistes plus enragés. Au fond, le gouvernement français ne les craint pas beaucoup parce qu'il sait bien qu'il suffira de satisfaire leurs revendications particulières pour les amener à lâcher le mouvement. C'est bien aussi dans cet espoir-là qu'ils y ont adhéré et les véritables autonomistes qui croient pouvoir faire fond sur eux se ménagent de graves désillusions;

3° Les *germanophiles*. Ils sont peu nombreux en Alsace-Lorraine. A part quelques ex-fonctionnaires de l'empire ou ex-officiers de l'armée allemande, il n'y a guère qu'une poignée de monarchistes impénitents soupirant après l'ancien régime et qui n'ont même pas le courage de leur opinion. C'est pourquoi vous les trouvez mêlés au mouvement autonomiste pour lequel ils n'avaient que sarcasmes lorsqu'il était dirigé contre Berlin. Ils nuisent plutôt au mouvement en le compromettant;

4° Enfin les *communistes et les syndiqués de la C. G. T. U.* Ce sont, naturellement, les plus violents. On se demande véritablement qu'est-ce qu'ils viennent faire dans cette galère bourgeoise et ultra-réactionnaire ? Eh bien ! c'est très simple : communistes et syndicalistes déclarent à qui veut les entendre *qu'ils sont les adversaires acharnés de l'autonomie*, mais qu'ils ont décidé néanmoins de soutenir ce mouvement de *toutes leurs forces* parce que c'est, d'après eux, le plus sûr moyen d'abattre insurrectionnellement l'impérialisme français.

Surtout n'allez pas faire la moindre objection : vous serez immédiatement cloué et classé comme contre-révolutionnaire et agent de l'impérialisme français. Vous devez admettre *a priori* que la question d'Alsace-Lorraine fera sauter le régime capitaliste dans toute l'Europe occidentale. Ce sera merveilleux et nous, les sceptiques, nous serons littéralement médusés lorsque nous assisterons au déroulement de l'action prévue par nos nouveaux Machiavels.

C'est tout simplement insensé. Il faut vraiment que les dirigeants du Parti à Paris aient une inconcevable dose d'illusion pour croire à la réussite d'un pareil plan. D'abord, jamais le mouvement autonomiste alsacien ne prendra la forme de l'in-

(1) Ancien président du Landtag d'Alsace-Lorraine avant 1918. Actuellement chef reconnu du mouvement.

surrection armée. Il ne faut pas oublier que si, en Irlande, la population a pris les armes, c'est parce qu'il y avait, à la base du conflit, la question de la propriété terrienne. S'il n'y avait eu, comme en Alsace, que la question de langue et de religion, l'Irlande n'aurait pas bougé au XXe siècle. Il faut voir les choses comme elles sont, le mouvement autonomiste alsacien est purement sentimental, il n'a aucune racine économique. Il ne produira donc jamais rien d'autre que des articles de presse virulents et des réunions publiques plus ou moins houleuses.

Certains ont voulu assimiler l'Alsace-Lorraine à une colonie. Il n'y a aucun rapport. Les colonies sont soumises à une sur-exploitation de la part des métropoles. En Alsace, il y a plutôt sous-exploitation par rapport à la France à cause des assurances sociales. Et puis, l'ouvrier alsacien est exploité par le patronat du pays et non par des capitalistes venus de l'étranger pour « faire suer le burnous ».

Il y a peut-être un seul cas où l'autonomisme alsacien pourrait aller jusqu'à l'insurrection armée : si la révolution prolétarienne éclatait en France, nous verrions alors les cléricaux, les bourgeois démocrates, les ex-officiers impériaux essayer de soulever le pays contre le gouvernement populaire. C'est ce qui est arrivé en Pologne, en Finlande et ailleurs contre la Révolution russe et nous savons quelles en ont été les conséquences.

Non, l'intérêt du prolétariat n'est pas de soutenir des mouvements comme le mouvement alsacien. Dans le cadre bourgeois, ils sont dénués de signification pour nous. Dans le cadre révolutionnaire, ils ne peuvent être que dangereux. Et puis, supposons encore que, par impossible, un mouvement insurrectionnel se produise contre la France durant le régime capitaliste : il serait écrasé et liquidé en moins de huit jours. Il n'y aurait qu'une répression sanglante à ajouter à toutes les autres. D'ailleurs, un passé récent nous a appris ce que l'on peut attendre d'une révolte localisée dans un petit pays : en Bavière, en Hongrie, en Saxe, à Hambourg, le prolétariat n'a récolté que d'amères déceptions qui ne sont pas étrangères, hélas, à l'état de démoralisation profonde dans lequel il se trouve aujourd'hui.

Les dirigeants du Parti communiste français agiraient sagement en s'efforçant de faire comprendre à leurs camarades alsaciens combien absurde est leur attitude. Il y a autre chose à faire qu'à exciter les antagonismes nationaux. Au lieu de s'abaisser au niveau des vaines querelles petites-bourgeoises, il faut — quand l'on prétend diriger les destinées de la classe ouvrière — s'élever à des conceptions plus hautes. Que nous importe, à nous, la conservation de tel ou tel dialecte. Si l'on veut s'occuper de questions linguistiques, que l'on daigne apprendre que le problème de la langue internationale est posé depuis longtemps et mérite d'être pris sérieusement en considération. Il y a en France — entre autres dans le bassin lorrain — trois millions d'étrangers qui parlent toutes les langues imaginables. Ils éprouvent aussi des difficultés sérieuses pour se faire comprendre; plus sérieuses encore que les Alsaciens qui forment un groupe homogène leur permettant d'utiliser leur langue maternelle aussi longtemps qu'ils le voudront, sans que personne puisse jamais les en empêcher.

ANDRÉ CHARDON.

L'AFFAIRE LAZAREVITCH

Le 22 juin dernier, une délégation de la Ligue syndicaliste était reçue par le camarade Rakovsky, ambassadeur de l'U. R. S. S., et réclamait, par son intermédiaire, la libération d'un militant révolutionnaire, le camarade Nicolas Ivanovitch LAZAREVITCH, emprisonné arbitrairement à Moscou, depuis le 8 octobre 1924.

Ouvrier révolutionnaire authentique, n'ayant jamais cessé de propager son idéal en même temps qu'il travaillait soit à l'usine, soit à la mine, soit aux champs, Lazarevitch, quoique non membre du Parti communiste russe, avait aidé de tous ses moyens la révolution russe, quelque fois au péril de sa vie, notamment à Odessa. Il est incontestable que Lazarevitch s'était fixé, après un séjour en Italie et le spectacle de la *Nep*, dans une attitude anarcho-syndicaliste, mais d'un ami en qui nous avons toute confiance, nous tenons ce témoignage :

« *...Je sais qu'il apprécie les faits avec une exceptionnelle impartialité : si dans une quelconque occasion, des anarchistes ou des syndicalistes agissent contre les intérêts de la classe ouvrière, il les condamne résolument; par exemple il estime ridicules et nuisibles les attaques des anarchistes étrangers contre la révolution russe...* »

Lazarevitch fut arrêté à Moscou sans qu'on lui donnât la moindre raison. Ce qu'on put savoir, c'est qu'on incriminait sa très petite propagande syndicaliste extrêmement limitée par son intensif labeur physique et intellectuel. Il paraît qu'on l'accusait d'être l'auteur d'une feuille volante critiquant la diplomatie soviétiste. Des camarades ont déclaré que cette feuille était très mal écrite, gauchement et naïvement, alors que Lazarevitch écrit très bien quatre langues. Il ne pouvait être l'auteur du document.

D'une santé très ébranlée, Lazarevitch mourait doucement en prison. Le 1er mai dernier, au cours de violents incidents il fut scandaleusement brutalisé. C'est pour faire cesser son calvaire que la Ligue syndicaliste se décida à intervenir.

Voici le texte de la réponse reçue le 12 août, du camarade Rakovsky :

« *Etant à Moscou, je me suis intéressé du cas Lazarevitch.* Il doit être déjà mis en liberté *et possibilité lui sera donnée de partir à l'étranger. Je vous prie de communiquer ceci à tous ceux qui se sont intéressés de son cas.*

« *Avec mes salutations fraternelles.* »

Nous espérons que la libération de Lazarevitch est à présent un fait accompli. Il n'en est pas moins douloureux qu'une affaire comme la sienne ait pu se produire en Russie des Soviets, au détriment de la révolution russe et de son rayonnement dans le monde. Il ne s'agit pas de mettre en cause le droit pour une révolution ouvrière de se défendre. Des emprisonnements sont nécessaires. D'autres sont plus que des fautes contre la révolution. Nous ne devions pas garder le silence sur l'affaire Lazarevitch. En intervenant, loin de nuire à la révolution russe, nous l'avons servie, puisque notre intervention l'a amenée à réparer, dans une certaine mesure, l'arbitraire et les brutalités exercés en son nom. Il reste à se demander si ce n'est pas aujourd'hui une erreur de ne pas permettre en Russie la « propagande syndicaliste » pour laquelle Lazarevitch a été emprisonné pendant près de deux années.

LA LIGUE SYNDICALISTE.

OU VA LA RÉVOLUTION RUSSE ?

Avant la Conférence d'Octobre

« *Dans un mouvement social, plus est faible le nombre des individus qui y participent, moins est forte la mesure où la masse s'y rallie, et moins aussi arrive à prévaloir ce qui a un caractère général, tout ce qui se produit en vertu d'une loi; le fortuit, le personnel l'emportent.* » Cette pénétrante observation d'un ouvrage classique du marxisme éclaire bien un des aspects essentiels de la crise russe. Le danger le plus immédiat menaçant la Révolution vient de cette lutte sans merci livrée dans un cercle très restreint, entre un nombre infime de participants. La classe ouvrière n'y est point mêlée. Le Parti lui-même en est tenu à l'écart. Les quelques cinquante mille fonctionnaires du Parti et de la Jeunesse communistes — pour ne pas parler des centaines de milliers de fonctionnaires de l'Etat, des syndicats, des coopératives — n'ont que le droit de se taire vis-à-vis des instances hiérarchiquement supérieures. Le Comité central du Parti est composé en très grande majorité de figurants, choisis par le Secrétariat. Finalement, il n'y a plus qu'une douzaine de personnages qui comptent et, parmi eux, ceux qui tiennent les commandes ont mille moyens de pression, de répression et de corruption pour les conserver. Disposant du budget, de toutes les places, de la police, de la déportation administrative, des prisons et du reste, le Secrétariat du Parti peut, pratiquement, faire tout ce qu'il veut.

Mais jusques à quand ?

Précisément jusqu'à ce que des forces nouvelles soient introduites dans ce cercle étroit de protagonistes, où « *le fortuit, le personnel l'emportent* ». Jusqu'à ce que la classe ouvrière, ou tout au moins son avant-garde, ou tout au moins une portion de celle-ci, puisse enfin faire entendre sa voix. Du coup, les intérêts généraux du prolétariat auraient des chances de prévaloir sur les intérêts de fractions. « *Le fortuit, le personnel* » ne pourraient rien contre « *ce qui a un caractère général.* » Les grands problèmes de la révolution élimineraient les minuscules intrigues et les combinaisons infinitésimales qui, présentement, jouent un rôle énorme grâce à l'échelle réduite de la lutte. Alors qu'aujourd'hui, les considérations de personnes et de clans sont d'importance démesurée, les simulacres de discussions théoriques n'étant destinés qu'à masquer des préoccupations inavouables.

Trouver le moyen de rendre la parole au prolétariat est le problème primordial de l'heure. Si les oppositions, malgré la diversité de leurs origines, la variété de leurs mobiles, leurs divergences de programmes, sont maintenant réunies sur une plate-forme commune, c'est que leur revendication essentielle a toujours été *une* : la démocratie ouvrière. Nées dans des conditions particulièrement pénibles, condamnées à la vie souterraine dès leurs débuts, n'ayant jamais bénéficié du grand jour des discussions franches ni des confrontations objectives, ces oppositions ont toutes connu des tâtonnements, des hésitations, des obscurités de programme et des erreurs de tactique; mais en dépit du régime imposé par la fraction dominante, l'épuration de leurs conceptions s'est faite sous l'influence de ce qu'elles contenaient de sain, de révolutionnaire. L'impérieux besoin de démocratie ouvrière a réalisé le bloc oppositionnel.

Bien des différences d'opinions y subsistent encore, phénomène inévitable dans les conditions où se trouve le Parti. Seuls, les gens qui ne pensent pas ne risquent pas d'altérer l'unanimité « monolithique » des serviteurs du plus fort. En examinant sans parti pris la politique des deux groupes aujourd'hui en présence — sans autre parti pris que de servir la Révolution — on trouve des vérités et des erreurs de part et d'autre. Cela tient dans une bonne mesure au fait que les deux groupes, au lieu de rechercher ensemble les meilleures voies, ont désormais une invincible tendance à s'opposer systématiquement. Mais la revendication cardinale de l'opposition identifie l'intérêt de celle-ci aux intérêts du prolétariat et de la Révolution : car sans démocratie ouvrière, la fraction régnante est condamnée à imposer sa domination exclusivement par la bureaucratie, la corruption, la police, la force armée, toutes choses incompatibles avec le développement de la production et les progrès du socialisme.

Si Trotsky a été défendu, en Russie et dans toute l'Internationale, lors de l'assaut furieux mené contre lui par « l'appareil », ce n'est pas essentiellement en raison de son immense supériorité intellectuelle et de ses dons prestigieux (que ses adversaires doivent eux-mêmes reconnaître) mais parce qu'il a fait sienne la revendication de la démocratie ouvrière. On aurait fort à critiquer dans l'activité de Trotsky depuis Octobre, à critiquer en camarades, comme des révolutionnaires ont le droit et le devoir de le faire, à critiquer avec scrupule et désintéressement (ce qui n'a rien de commun avec la besogne des mercenaires que l'on sait), à critiquer comme l'œuvre de Lénine lui-même a besoin d'être critiquée dans l'intérêt du communisme international (l'infaillibilité léninienne ne nous étant pas plus sacrée que celle du souverain pontife), à critiquer comme Brandler et Thalheimer auraient dû être critiqués en 1924 (au lieu d'être calomniés, discrédités, déshonorés sans aucun profit pour le Parti qu'ils ont dignement servi, à la suite d'erreurs partagées avec les dirigeants de la révolution russe). Mais il y a temps pour tout et, quand nous le ferons, nous aurons probablement affaire aux éternels serviteurs du plus fort, acharnés à montrer leur zèle... De même, nous avons depuis cinq ans critiqué certaines conceptions de l'opposition ouvrière, tout en approuvant ce qu'elle apportait d'utile, de conforme à l'intérêt de la Révolution, surtout la revendica-

tion de démocratie ouvrière, De même, nous avons en 1923 pris position contre les errements de Zinoviev, attaqué ensuite son prétendu gauchisme, sa soi-disant bolchévisation, son « léninisme », jusqu'au jour où la dialectique intérieure d'un conflit nous vaut la surprise de son voisinage dans la lutte pour la démocratie ouvrière...

La démocratie ouvrière : au fond, c'est la seule question qui importe. Le prolétariat s'est laissé dépouiller, par la bureaucratie et au seul profit de celle-ci, de ses conquêtes politiques d'Octobre; ses organisations de classe, soviets, syndicats, parti, ne comptent plus selon leurs définitions, leurs prérogatives étant accaparées par des « appareils » enchevêtrés, étagés, soumis en dernier ressort au Secrétariat du Parti; même les plus proches auxiliaires de Lénine ne peuvent plus rien contre la fraction détentrice des deux *bureaux* directoriaux et dictatoriaux : le Politbureau et l'Orgbureau. La Constitution soviétique, les statuts du Parti et des syndicats, les résolutions des Congrès, rien n'est valable contre cette règle *de facto* non formulée, mais réelle, effective :

ARTICLE UNIQUE. — Le Secrétariat du Parti fait tout ce qu'il lui plaît.

La question de la *légalité révolutionnaire* est posée : elle n'est pas résolue, et ne le sera, ne peut l'être que par la démocratie ouvrière, dans le Parti d'abord, dans les syndicats et les soviets ensuite. On sait bien que la démocratie pure est impossible, qu'on ne saurait affirmer des droits abstraits, que le salut de la Révolution est la loi suprême; mais ce n'est pas une raison pour supprimer *toute* démocratie prolétarienne, pour priver la classe ouvrière de *tout* droit d'être en désaccord avec les maîtres de l'heure, pour mentir à *tous* les engagements du Parti et pour violer *tous* les principes démocratiques du communisme (car le communisme répudie la démocratie *bourgeoise* mais tend à la démocratie *prolétarienne*). La guerre civile justifie bien des moyens dictatoriaux (et encore *pas tous*, pas ceux qui nous feraient perdre, pour vivre, toute raison de vivre), mais à titre de *mesures d'exception*, et l'exception ne saurait devenir la règle sans se transformer en arbitraire permanent au profit d'une nouvelle classe. Il faut une légalité révolutionnaire pour abolir l'arbitraire bureaucratique, *il faut soumettre à la loi — la loi dictée par le prolétariat en révolution — le Secrétariat du Parti, le Politbureau et le Guépéou*, qui, actuellement, ne connaissent d'autre loi que celle de leurs improvisations. La dictature du prolétariat doit trouver sa formule dans un système de droits et de devoirs qui fasse loi pour tous, non dans les affirmations prétentieuses de fonctionnaires qui crient qu'on assassine la Révolution quand on les égratigne, voire même quand on ne parvient pas à les admirer.

La victoire finale de la Révolution est inconcevable sans démocratie ouvrière, c'est-à-dire sans un régime qui assure aux travailleurs le développement de leurs facultés, l'exercice de leur initiative créatrice, le salut de leurs intérêts. Nous avons assez répété que l'émancipation de la classe ouvrière serait l'œuvre propre de celle-ci : jamais il n'a été dit qu'elle serait accomplie par un ou deux *bureaux*. La Révolution russe est affligée de maux dont certains tiennent à des calamités naturelles ou à l'héritage reçu du passé, mais dont d'autres sont dus au régime de la dictature bureaucratique. Si les travailleurs avaient le droit de parler, verrait-on des salaires de 500 dollars par mois à certains fonctionnaires, vingt fois le salaire d'un ouvrier, dans un pays où il y a plus d'un million de chômeurs enregistrés et dont la majorité ne reçoit pas de secours ? Verrait-on durer le scandale des tantièmes distribués à certains directeurs d'entreprises, malgré l'indignation sourde des travailleurs et en dépit de décisions répétées dont on ne tient pas compte ? Lénine, dans plusieurs de ses écrits, et notamment dans *L'Etat et la Révolution*, a glorifié la Commune de Paris d'avoir assigné à ses membres le salaire de l'ouvrier; mais ses prétendus disciples n'ont que faire de tels enseignements : c'est bon pour des « droitiers » de prendre Lénine au sérieux. Oui, il en est de l'égalité comme de la démocratie; elles ne sont pas des notions abstraites, on ne saurait les réaliser du jour au lendemain, elles seront un aboutissement et non un point de départ; mais est-ce une raison pour entretenir des inégalités révoltantes, pour oublier que le communisme doit *tendre* vers l'égalité ? Sans même insister sur certains salaires mensuels de 500 dollars, n'est-il pas intolérable de constater dans la classe ouvrière des disproportions de salaires *comme il n'en existe dans aucun pays capitaliste*, de voir dans la même usine des salaires de 190 roubles et de 25 roubles, donc un rapport de 8 à 1 ? Quel est le pays bourgeois où l'ouvrier qualifié gagne huit fois plus que le manœuvre ? Encore une fois, on sait bien les causes profondes de cette inégalité, on sait l'inculture de la masse, le manque de main-d'œuvre qualifiée, etc.; mais on peut et l'on doit atténuer de telles différences, on doit et l'on peut *tendre* vers un progrès. Ce progrès, la démocratie ouvrière l'aurait déjà réalisé.

Pour détourner l'attention de cette question de vie ou de mort, la fraction dirigeante met en scène de simili-discussions, où elle seule a la parole, sur de grands sujets théoriques, comme par exemple celui-ci : *Peut-on réaliser le socialisme dans un seul pays ?* Et elle veut faire croire que les désaccords se produisent à ce propos. Le public n'est tout de même pas aussi bête qu'elle le suppose et ne donne pas dans un tel panneau. Pourquoi s'est-on divisé là-dessus en 1925 et pas en 1924 ? Le problème ne date pas d'hier... Il est trop clair que ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Il y a d'autres questions que l'actualité pose avant celle du « socialisme dans un seul pays ». Celles-ci, par exemple :

Peut-on donner du pain, un toit et un métier aux 500.000 *enfants abandonnés qui traînent dans les rues en vivant d'aumônes et de rapines ? — Peut-on donner du travail aux innombrables chômeurs, prostituées, désœuvrés ? — Peut-on donner des logis décents à la classe ouvrière entassée dans de vermineux taudis ? — Peut-on améliorer les salaires de la masse ? — Peut-on donner l'instruction élémentaire à tous les enfants ?*

C'est à cela qu'il faut répondre d'abord, Ensuite seulement, on pourra discuter utilement de la réalisation du socialisme. Mais la fraction au pouvoir n'entend pas laisser la classe ouvrière prendre en mains ses propres affaires : et là est toute la crise, pas ailleurs, et sûrement pas dans la caricature de « discussion » sur le « socialisme dans un seul pays », menée à grands coups de petits extraits des *Œuvres complètes* de Lénine.

dans lesquelles on trouve tout et bien d'autres choses encore.

Sont-ils donc infaillibles, ces hommes qui exigent une obéissance aveugle à leurs décrets ? Il n'y paraît pas : tous les six mois ils sont obligés de « reconnaître leurs fautes... » Plus de modestie leur siérait mieux et leur épargnerait peut-être des erreurs. Voici que Boukharine se plaint du rappel de son « *Enrichissez-vous* », arguant l'avoir rétracté trois fois. Mais en même temps, il justifie sa formule dont l'interprétation aurait été forcée. Conçoit-on pareille logique ? Si l' « *Enrichissez-vous* » était correct, comment l'avez-vous rétracté ? Et si vous le rétractez, pourquoi le justifiez-vous ? Et dans les deux cas, à quoi sert de joindre l'insolence au ridicule ? Dirait-on pas qu'il s'agit d'un lapsus ? Un lapsus qui était, en réalité, *l'expression de toute une politique*, qui a eu cours pendant six mois, qu'il était interdit de critiquer et que l'auteur n'a rétracté que par pure stratégie de lutte fractionnelle... Le plus curieux, c'est de voir Boukharine reprocher à Zinoviev d'avoir changé d'avis à l'égard de Trotsky. Zinoviev a, en effet, reconnu avoir commis une des plus lourdes fautes de sa vie en combattant l'opposition de Trotsky, à laquelle il donne maintenant raison. Et Boukharine de dauber. Quand lui avoue s'être trompé, c'est bien. Mais si c'est Zinoviev, c'est mal. Telles sont les controverses transcendantales du « léninisme » en 1926. Et l'on s'étonne que les ouvriers s'en détournent avec mépris.

Les discussions des dirigeants du Parti, après la disparition de Lénine, ont fort amoindri le prestige du bolchévisme. La campagne contre Trotsky et toute l'opposition prolétarienne lui a porté un rude coup. La dislocation du triumvirat et la guerre au couteau menée contre tout ce qui pense dans le Parti le discréditent encore davantage. Reste à savoir si la fraction maîtresse le liquidera définitivement en poussant à fond sa victoire, ou si un premier pas *réel* vers la démocratie ouvrière permettra d'en sauver ce qui reste.

Péripéties de crise.

Le cours de la crise a tout de même été plus paisible que celui qu'on pouvait appréhender. A la veille de la session du Comité central, d'inquiétantes rumeurs se propageaient dans une lourde atmosphère. Un agent de la fraction de Staline, préconisant, dans une réunion, des mesures de rigueur contre l'opposition, déclarait que celle-ci s'était mise *non seulement hors du parti, mais hors de l'Etat*. On se répétait un mot de Dzerjinsky sur la nécessité *de tenir la poudre sèche pour l'automne*. Des émissaires, dûment stylés, réclamaient l'exclusion de Trotsky, de Kroupskaïa, de Zinoviev, de Kamenev. Le mot de « Thermidor » revenait dans les conversations comme un *leitmotiv*. La découverte de la réunion sylvestre accentua encore la tension. On savait la démission de Kamenev. Des documents dactylographiés se multipliaient et se répandaient clandestinement, notamment la « pétition » des usines Poutilov. Les grèves, les revendications de salaires et de logements salubres, les protestations contre la « campagne d'économies » menée au détriment des ouvriers alimentaient la nervosité générale. Les hypothèses allaient bon train...

La session eut lieu sur un diapason très élevé; elle fut fertile en émotions, dont la mort soudaine de Dzerjinsky, survenant après sa virulente attaque contre Piatakov et Kamenev, ne fut pas la moindre; les chocs furent nombreux et violents, la polémique plus que passionnée. L'opposition fit bloc sur toutes les questions, présenta ses thèses, ses résolutions, ses déclarations. La question du « testament » de Lénine revint sur le tapis : ce document qui, d'après les néo-léninistes français n'existe pas, — *on en exigea la lecture*. (Mais à quand la publication ?) On évoqua aussi les lettres de Lénine sur la question nationale, où Staline, Dzerjinsky et Ordjonikidzé sont traités de verte manière et où Lénine déclare n'avoir confiance qu'en Trotsky pour défendre son point de vue. Egalement le document où Lénine donne raison à Trotsky sur la question du plan... Au cours des débats, Zinoviev fut amené à déclarer que Trotsky avait eu raison contre le Comité central en 1923, avec lequel lui, Zinoviev, était alors d'accord, à son grand regret d'aujourd'hui. Rétractant leurs attaques contre le « trotskisme », Zinoviev et Kamenev firent des révélations peu agréables pour la fraction dirigeante : ils dévoilèrent notamment l'existence d'une fraction organisée de sept membres, formée en 1923 contre Trotsky, se réunissant clandestinement et fonctionnant en permanence, comptant six membres du Bureau politique sur sept, soit tous, sauf Trotsky (Staline, Zinoviev, Kamenev, Rykov, Tomsky et Kalinine) avec, comme septième, le président de la Commission de contrôle en personne, Kouibychev, l'homme spécialement chargé de veiller à ne pas permettre de fractions ! L'opposition ne se laissa intimider ni provoquer; elle refusa de condamner Lachévitch et son auditoire, acculés aux réunions secrètes par le régime du Parti, non plus que Medvediev, dont la lettre *privée*, vieille de deux ans, artificieusement découpée et tronquée a été par surcroît *falsifiée* (1). Elle eut même l'occasion de prendre l'offensive, entre autres à propos de la grève anglaise et des affaires chinoises; au lendemain de l'arrêt de la grève générale, Tomsky avait envoyé au Bureau politique une télégramme approuvant l'attitude du Conseil général des Trade-Unions comme ayant mis fin à la grève au bon moment; Staline se trouva sur la sellette au sujet de l'ultimatum sur le chemin de fer de l'Est chinois, qu'il décida sans consulter le Bureau politique et qui faillit provoquer un grave conflit dont le prolétariat n'a nul besoin : bonnes illustrations d'une politique prétendue infaillible. Un fait nouveau important fut la formation du « groupe-tampon » qui s'efforce d'amortir les coups et réclame l'instauration de la démocratie ouvrière. Finalement, il se trouva dix-huit voix d'opposition, dont cinq du groupe intermédiaire (2). Personne ne fut exclu, mais Zinoviev fut éliminé du Bureau politique, le remplacement de Kamenev comme commissaire du peuple fut décidé et Lachévitch, hier vice-commissaire du peuple à la guerre, fut envoyé chez les Kirghises...

A noter que Zinoviev n'avait nullement participé à la réunion du bois et qu'on ne put articuler contre lui aucune accusation concrète; même les prétextes trouvés contre Lachévitch manquaient : on s'en passa; la résolution dit que

(1) Voilà donc où la *Pravda* est descendue. En traduisant ce document pour la *R. P.*, nous avons mis en garde nos lecteurs, flairant le faux. L'événement nous donne raison : il circule actuellement à Moscou, sous le manteau, une lettre de Chliapnikov établissant la falsification.

(2) Voir les noms dans le dernier numéro de la *R. P.*

tous les fils conduisent à Zinoviev, mais elle n'en indique pas un, preuve qu'il n'y en a pas; s'il s'était trouvé un seul fait utilisable, se serait-on gêné pour en faire état ? Poser la question, c'est y répondre.

Après Roudzoutak au Bureau politique, Kouibychev à la présidence du Conseil économique supérieur. Pourquoi pas ? Dans une Internationale où un Cachin donne des leçons de communisme à Trotsky et de léninisme à Kroupskaia, il ne faut s'étonner de rien. A chaque époque historique ses hommes : en 1917, il fallait des Lénine et des Trotsky; à 1926 suffisent des Roudzoutak et des Kouibychev.

Les lendemains de la session se déroulèrent conformément à toutes les prévisions, selon toutes les règles de l'art du gouvernement bureaucratique. Révocations, épurations, expéditions dans les lointains sibériens... De tous les points de l'immense territoire, avec une spontanéité irrésistible et une extraordinaire coïncidence d'expressions, de termes, de formules, jaillirent des résolutions approuvant le Comité central, accablant Zinoviev, condamnant le « trotskisme ». Tout à fait par hasard, ou grâce à un phénomène de transmission de pensée sans précédent dans les annales de la métapsychie, les télégrammes d'Arkangel et de Sébastopol, de Minsk et de Vladivostok, de Cronstadt et de Tiflis, de Kiev, de Tver, d'Odessa, d'Irkoutsk, de Voronèje, de Krementchoug, de Vologda et — suprême ironie — de Zinovievsk (1), annoncèrent que les masses confirmaient « *entièrement et complètement* » (et non pas *complètement et entièrement*, ce qui ne serait plus du tout la même chose) les mesures prises contre Zinoviev... tout en les trouvant trop douces, indication qui laisse prévoir à coup sûr ce qui se passera au prochain Comité exécutif de l'Internationale, où la voix des cellules de Zinovievsk sera entendue...

Pour qu'aucun doute ne subsiste, nous avons les résolutions des « partis frères », dont la fraternité ne manque jamais l'occasion de se manifester chaque fois qu'une exécution est en cours et qui ont tenu, par un souci vraiment délicat, à justifier la formule à l'emporte-pièce de Medvediev. De Berlin et de New-York, de Prague et d'Oslo, de Londres, de Stockolm, de Vienne, de Paris, des résolutions de « solidarité » sont venues annoncer que le monolithisme coule à pleins bords dans l'Internationale. Celle de Berlin décide, entre autres « *de considérer comme inopportun le maintien du poste de président de l'I. C. et son élection par un Congrès mondial et de proposer au prochain Congrès de l'I. C. les modifications correspondantes, etc.* ». Tout le monde sait d'où cela vient, et ce que parler veut dire. Encore une singulière coïncidence entre la pensée de Staline et celle de Thaelmann. Le plus curieux, c'est que tout cela est annoncé depuis six mois dans le *Bulletin communiste*. C'est peut-être là que le Comité central allemand a puisé son inspiration ?

On nous prépare donc une Internationale sans président, mais nantie d'un solide *bureau* du modèle de Moscou, où Boukharine et Manouilsky, entourés d'auxiliaires et de figurants, seront les interprètes des instructions de Staline. Quant aux méthodes, il n'est pas question d'en changer.

Rien d'étonnant si l'on ose jouer des farces dans le goût de cette « exclusion d'Ossovsky », annoncée par la presse communiste avec un sérieux impayable comme si l'Ossovsky en question était une vieille connaissance; on publie tout à coup l'article d'un obscur rien du tout, alors que pas un opposant responsable ne peut obtenir l'insertion d'une ligne, et l'on exclut en grande pompe l'inexistant personnage. Comme si la classe ouvrière allait se laisser duper par de pareilles mises en scène...

Revenant de Léninegrad, Kalinine avouait : « Nous avons vaincu, mais non convaincu » (1), et le mot fit du chemin. Dans la ville « unanime », il fallut révoquer trois mille camarades, pour se débarrasser des gêneurs, intimider les récalcitrants et faire régner « l'ordre »; maintenant, la *Pravda* du 1er septembre se plaint de la « tactique de l'opposition » qui ne discute ni ne vote. Ce n'est pas d'aujourd'hui seulement : il y a beau temps que les ouvriers russes n'ont le choix qu'entre le silence ou la révocation, voire le « déplacement administratif » vers des régions où le thermomètre descend à 45 degrés Réaumur.

Vers une cure de vérité.

Que nous réserve la Conférence du Parti du 15 octobre ? Ou plutôt : que nous réserve le Secrétariat du Parti à cette occasion ? Car la Conférence, naturellement, est composée de fonctionnaires choisis par le Secrétariat. Dans le système en vigueur, nous l'avons dit au début, « *le fortuit, le personnel* » peuvent l'emporter. L'opposition, la *nop* comme on l'appelle maintenant (abréviation de : nouvelle opposition), annonçait dans ses déclarations au Comité Central l'éviction prochaine de Trotsky du Bureau politique. Mais certains auxiliaires de Staline paraissent effrayés de leur propre besogne et disposés à faire machine arrière. Quoi qu'il en soit, le devoir est pour nous tout tracé et nous l'accomplirons sans nous soucier des intérêts de fraction et en faisant exclusivement le jeu de la classe ouvrière, de la Révolution.

« *Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire.* » Il y a trop longtemps qu'on ment à l'Internationale. Depuis trois ans, le pieux mensonge érigé en tactique est devenu un des principaux moyens de gouvernement du mouvement communiste. On a menti sur Trotsky et l'opposition de 1923. On a menti sur Radek et la défaite de la révolution allemande. On a menti sur tous les opposants, sur toutes les crises, toutes les exclusions, toutes les scissions, toutes les défaites. On a menti sur la réalité soviétique. On a menti sur la *nep* et sur la *nop*. On a menti sur la « bolchévisation », sur le « léninisme ». On a menti sur Ruth Fischer. On ment sur Medvediev. On ment sur Bordiga. On fait mentir les textes et les statistiques. C'en est trop. L'Internationale a besoin d'une cure de vérité et nous l'aiderons à la faire : il n'y a pas actuellement de meilleur service à lui rendre.

BORIS SOUVARINE.

(1) Parmi bien des sottises dont la Révolution pourrait se passer, et que nos chers camarades auraient évitées s'ils n'avaient pas aboli le droit de critique et créé un système générateur de flagornerie et de servilité, il faut noter cette manie de baptiser des villes, des rues, des usines, du nom de personnages *vivants*, qui ont le mauvais goût de se laisser glorifier de la sorte. Cela nous a valu Stalinegrad, Zinovievsk et... des rues Frossard et des usines Badina qu'il a fallu débaptiser et rebaptiser selon les fluctuations de la politique. Est-ce digne de communistes ? Est-ce ainsi qu'on créera de nouvelles mœurs ?

(1) En russe, l'expression implique une assonnance analogue.

Les Revendications de la Chine

Il est impossible de comprendre ce qui se déroule en Chine si l'on ignore quelles sont les revendications essentielles du mouvement national révolutionnaire chinois.

Ces revendications sont résumées avec clarté et avec force dans l' « Adresse aux Peuples de l'Univers » lancée en juillet 1925 par Hu Han Min, le ministre des Affaires étrangères du gouvernement nationaliste de Canton.

Un de nos amis a traduit de l'anglais pour nos lecteurs ce document qui retrace l'un des crimes de l'Impérialisme européen et de l'Impérialisme français.

Quiconque a suivi les événements de l'Extrême-Orient ne peut avoir manqué de remarquer l'agitation croissante de la Chine contre son présent statut international. On vous a fait croire, cependant, que cette agitation était due à des influences subversives et qu'elle était le fait de mécontents menés par des étrangers. A parler franchement, vous vous êtes fourvoyés. Les agissements des puissances lèsent non seulement les intérêts vitaux de 400 millions de citoyens chinois mais ils affectent aussi les vôtres. De tels agissements mineront la paix du monde jusqu'au moment où une nouvelle tragédie universelle se jouera dans le Pacifique. Il sera alors trop tard, vous ne serez plus à même d'éteindre l'incendie.

La Chine hyper-colonie.

Que faut-il conclure ? La Chine s'est réveillée à cette pénible constatation qu'elle n'est pas une nation indépendante comme le Japon, la Russie, l'Angleterre, la France, l'Italie ou les Etats-Unis. Elle n'est même pas une colonie, comme l'Inde ou la Corée, dominées par une seule puissance. Elle est ce que le docteur Sun Yat Sen a appelé une hyper-colonie, au sein de laquelle dominent toutes les puissances signataires du Protocole Boxer. Quand nous disons « dominent » nous n'exagérons pas le moins du monde, ainsi que les faits produits ci-dessous le prouveront de façon concluante.

Tarifs douaniers et ports maritimes aux mains des puissances étrangères.

Après la guerre de l'Opium, une période sombre s'ouvrit pour la Chine, une période au cours de laquelle les Puissances imposèrent à notre pays une série de traités qui barrent la route à nos progrès économiques et politiques.

Nos compatriotes éclairés ne peuvent voir en ces traités qu'inégalité, injustice et inhumanité. En vertu de ces traités qui nous ont été imposés au temps de notre faiblesse nationale, les puissances étrangères tiennent les clefs de toutes les portes de la Chine, qu'elles mettent dans l'impossibilité de régler ses importations et ses exportations; la Chine n'a aucun contrôle sur ses tarifs douaniers. Ceux d'entre vous qui connaissent l'histoire de leur propre pays savent quel rôle sa politique douanière a joué dans le développement de son industrie. C'est une prérogative sans laquelle aucun pays ne peut être considéré comme indépendant et capable d'un développement économique systématique. Que penseriez-vous de votre propre pays si vos propres nationaux ne pouvaient y entrer ou le quitter sans la permission des étrangers ou sans se soumettre à des règlements édictés par des agents des puissances étrangères ! Telles sont cependant les conditions qui règnent dans notre pays. A tout moment nous pouvons être fermés dedans ou dehors dans notre propre maison, car la clef de notre porte n'est pas entre nos mains.

Mais ce n'est pas tout. Les autres positions stratégiques de notre développement économique sont aussi entre les mains des puissances étrangères. Le développement de l'industrie moderne et principalement ses communications aboutissent aux ports de mer qui sont le lieu idéal pour les relations avec les marchés du monde. Nos ports maritimes, régis par les traités, sont entre les mains des puissances étrangères.

Shanghaï, la principale porte par où s'écoule notre commerce, est complètement entre les mains des puissances étrangères. C'est un Etat dans l'Etat, gouverné non par les lois de la Chine, mais par les lois des puissances étrangères. Les principales industries, situées dans cet Etat étranger sur notre territoire, sont exemptées de taxation par la nation chinoise. Les Cours de justice sont administrées par des étrangers, dans leurs propres intérêts et à l'exclusion des intérêts de la Chine. A la plus légère protestation, nos nationaux, qui s'exténuent à amasser des richesses non pour la Chine mais pour le capital étranger, sont fusillés froidement comme les esclaves étrangers étaient massacrés par les patriciens de l'ancienne Rome. Nos finances, pareillement, sont dominées par ces traités léonins. Puisque la clef de notre vie économique se trouve dans ces ports, il n'est que rationnel que la clef de la domination financière s'y trouve aussi. Nous sommes submergés d'émissions illimitées de papier monnaie sans aucun rapport avec notre bien-être et nous n'avons aucun contrôle sur ces anomalies.

Cet état intolérable des affaires prévaut non seulement à Shanghaï, mais aussi dans chaque coin et recoin de notre pays où peut pénétrer un transatlantique. Nos mers sont soigneusement réglementées et gardées, de sorte que pas un Chinois ne peut avoir une entrée ou une sortie dans son propre pays.

Concessions, extraterritorialité.

Vous avez sans doute entendu parler de concessions, extraterritorialité, juridiction consulaire et quoi encore. Aucun dictionnaire ne vous dira ce que toutes ces choses signifient. Nos nationaux résidant dans les grandes cités comme Tientsin, Moukden, Pékin, Hankéou, savent par leur expérience quotidienne ce que ces concessions, extraterritorialité et juridiction étrangère, signifient Dans n'importe quelle branche de l'activité économique et politique nous pouvons difficilement faire un pas sans être tenaillés par la crainte de nous trouver à l'intérieur d'une juridiction étrangère et d'être (de ce fait) dénationalisés.

Des immenses réservoirs de notre population agricole, ces concessions tirent des centaines de milliers de travailleurs à bon marché pour leurs boutiques et leurs comptoirs, où ils deviennent des esclaves sans défense et sont exploités selon les méthodes médiévales, battus jusqu'à la plus muette des soumissions et abattus, sans pitié, à coups de fusils par des soldats mercenaires et une police recrutés dans les bas-fonds de la société.

Dans ces mêmes concessions, de grosses sommes d'argent provenant de l'exploitation inhumaine de nos nationaux, sont consacrées à la soi-disant éducation de notre jeunesse; en réalité dans le but de la corrompre et de la dégrader afin qu'elle puisse être utilisée dans l'horrible plan d'exploitation de notre pays. Il importe assez peu que des noms humanitaires soient donnés à cette éducation, le résultat est clair : elle dégrade une partie de nos nationaux et les transforme en instruments d'oppression.

Dans ces mêmes concessions, couvertes par l'extraterritorialité et la juridiction étrangère, se trouve aussi bien la clef de nos troubles intérieurs. Les militaristes qui ont entretenu la zizanie et tenu le pays dans l'agitation, provoquant ainsi une guerre incessante, ont aussi leur point d'appui dans ces concessions, d'où ils tirent leurs subsides et des encouragements. C'est là que toutes les conspirations contre notre liberté et contre nos mouvements populaires sont tramées et invariablement quelque Puissance impérialiste ou ses agents locaux sont derrière les conspirateurs.

Militaires, instruments des puissances étrangères.

Lorsque le Protocole Boxer fut imposé à la dynastie mandchoue, celle-ci devint l'instrument docile de l'Impérialisme étranger. Haïe par son propre peuple, elle crut pouvoir se sauver en s'appuyant sur l'Impérialisme contre le peuple et en opposant une puissance à l'autre. Et c'est précisément pour cette raison que le mouvement révolutionnaire put porter le coup mortel à la dynastie mandchoue.

Quand elle tomba en poussière, les militaristes surgirent en grand nombre; c'était à qui aurait l'appui des puissances étrangères. Il en fut ainsi de Yuan Shi Kaï qui put avec l'or, à lui fourni par ces puissances, restaurer la monarchie. Quand il fut renversé, d'autres militaristes vinrent. Tous, invariablement, ne furent que les instruments des puissances étrangères qui cherchaient, à travers eux, à maintenir leur position de domination politique et économique en Chine.

La chute d'un militariste et l'avènement au pouvoir d'un autre a toujours indiqué l'affaiblissement de l'influence d'une puissance impérialiste et l'affermissement de l'influence d'une autre.

Le militarisme, dans l'esprit de nos nationaux animés de l'esprit national, a dans ces dernières années été associé avec les pires influences exercées sur la Chine. Nous combattions Ou Peï Fou parce que nous le considérions comme un agent à travers lequel certaines puissances exerçaient leur influence et qui leur permettait de maintenir leurs privilèges économiques et politiques. Après la chute de Ou Peï Fou, Chang Tso Lin étendit son pouvoir sur presque toute la Chine centrale et septentrionale. Il vint au pouvoir grâce à l'appui à lui donné par un autre groupe d'impérialistes. Maintenant qu'il est au pouvoir, il continue à être plus fidèle à ses maîtres étrangers qu'aux aspirations de son propre peuple. Comme tous ses prédécesseurs il sera renversé, et ainsi de suite, *ad infinitum*.

Le statut international doit être changé.

Cet état de choses, confus comme il le paraît à la moyenne des observateurs étrangers, est devenu parfaitement clair pour les gens éclairés de notre pays. Nous sommes certains qu'aussi longtemps que des traités unilatéraux existeront, la Chine ne pourra pas mettre de l'ordre dans sa maison. En conséquence, nous demandons que notre statut international soit changé sans délai sur la base de l'égalité avec les autres nations. Notre peuple ne demande qu'à être placé au niveau des autres nations : égalité dans les relations internationales, indépendance dans l'exercice de son droit souverain. Ceci comporte l'abolition des droits extraterritoriaux, de la juridiction étrangère, des privilèges économiques qui sont unilatéraux dans leur nature. Nous demandons le retour des Douanes maritimes à la nation, afin qu'elle puisse adopter telles polices économiques susceptibles d'avancer notre développement économique. Nous demandons les clefs de notre propre maison.

L'abolition des traités unilatéraux coupera tout de suite les racines pernicieuses qui ont entretenu et nourri tous nos maux, en premier lieu notre état économique et politique arriéré. Notre militarisme, privé du soutien étranger, tombera en poussière, donnant ainsi au peuple une possibilité d'établir une véritable démocratie. L'abolition de l'Etat politique étranger sur notre territoire mettra fin aux barbares et inhumaines fusillades de rues de notre peuple par la police et les soldats étrangers. Elle créera la possibilité d'une collaboration sincère entre la Chine et les autres contrées dans l'intérêt de tous les peuples. Elle mettra un terme aux rivalités des Puissances en Chine, rivalités qui, si elles continuaient encore quelques années, provoqueraient une nouvelle guerre mondiale dans le Pacifique.

Peuples de l'Univers, ne vous laissez pas égarer par une poignée de ploutocrates impérialistes dans votre propre pays. La Chine n'est pas dirigée par des agitateurs qui entretiennent les troubles contre les étrangers, comme on vous le laisse entendre. La Chine se lève, poussée par un sentiment profondément enraciné de torts et d'injustices soufferts entre les mains d'exploiteurs sans âme. Elle est incapable de supporter plus longtemps ces torts et ces injustices. La Chine fait appel à votre loyauté, car elle est certaine que si la réalité était connue de vous, vous ne souffririez pas que vos gouvernements continuent leur atroce politique dans ce pays, ne serait-ce qu'un jour.

Vous joindrez vos voix à la nôtre dans un commun appel à la justice qui pour nous signifie indépendance sans préjudice pour vous. Au contraire, cela signifiera pour vous plus de prospérité économique, plus d'assurance que la paix du monde ne sera pas troublée. Cela signifiera que votre civilisation diffère de la barbarie et des déprédations médiévales.

Quoi qu'on fasse, nous ne pouvons tous être exterminés dans des massacres comme ceux qui ont eu lieu récemment dans les plus importantes cités de notre pays. Cela peut seulement nous stimuler dans nos efforts pour nous libérer de l'Impérialisme par des moyens que les plus clairvoyants d'entre nous peuvent difficilement prédire.

Peuples du Monde, nous vous demandons justice. Aidez-nous à détruire cette calamité : les traités unilatéraux.

HU HAN MIN.

PROUDHON ET MARX

J'ai pris l'habitude, et je la crois bonne, de mettre le mouvement prolétarien révolutionnaire sous les auspices de Proudhon et de Marx, auxquels j'adjoins Sorel, comme ayant élaboré une manière de synthèse, à la vérité fort originale, de la pensée proudhonienne et de la pensée marxiste. Je considère, en effet, ces trois penseurs comme les trois grands hérauts intellectuels de l'Europe socialiste occidentale, ceux dont l'étude peut le plus profitablement servir à la construction d'une philosophie vraiment prolétarienne de la Révolution européenne. Mais je n'ignore pas que pour nos camarades de Russie, qui se réclament plus spécialement de Marx et ont épousé complètement le point de vue de Marx lui-même sur Proudhon, cette manière de rapprocher Proudhon de Marx pour le mettre *sur le même rang révolutionnaire* doit heurter sensiblement leurs susceptibilités orthodoxes et leur paraître même de nature à amener de fâcheuses confusions doctrinales. On sait, en effet, qu'à la *Philosophie de la misère* (Contradictions économiques) de Proudhon, Marx répondit par sa *Misère de la philosophie* où, sur un ton passablement sarcastique, il essaya de démolir le futur auteur de la *Capacité politique des classes ouvrières;* Proudhon et Marx avaient eu, à Paris, en 1844, de longues conversations; et, quand Marx fut à Londres, ils avaient inauguré une correspondance des plus précieuses; la *Misère de la Philosophie* coupa net leurs relations, et je ne puis m'empêcher de le regretter très vivement : il eût été certainement du plus haut intérêt que la correspondance de Proudhon et de Marx continuât; mais le fait est là — ils se brouillèrent. Marx traita Proudhon de « petit-bourgeois » ; et, depuis, dans les milieux marxistes, Proudhon ne s'est plus relevé de cette exécution, qu'on considère comme *capitale,* c'est-à-dire définitive.

Rien, cependant, en ce bas monde, n'est définitif; et l'on a pu assister, avec le développement en France du syndicalisme révolutionnaire, à une sorte de « résurrection » de Proudhon. On voit, à la vérité, se réclamer de lui des gens fort disparates, et jusqu'aux nationalistes, qui, précisément, voudraient opposer Proudhon à Marx comme le héraut du *socialisme français* au héraut du *socialisme boche;* Jouhaux a même repris une formule proudhonienne : « l'atelier remplacera le gouvernement », et il intitule sa revue « *l'Atelier* ». Mais Proudhon n'a certainement pas le monopole des générations équivoques : que de marxistes sont devenus, eux aussi, *des réactionnaires !* Combien d'entre eux ont méconnu la Révolution russe ! Hegel, on le sait, engendra une droite et une gauche; Marx, son disciple, a eu le même sort; les philosophes, dont la pensée fut particulièrement puissante, ont d'ailleurs le privilège d'entretenir beaucoup de parasites ; et l'on n'a pas coutume, en vérité, de *parasiter* les faibles !

Il importe donc, au premier chef, de bien situer Proudhon par rapport à Marx dans le mouvement de la pensée socialiste occidentale et de couper court, nettement et définitivement, à toute tentative factice de les opposer l'un à l'autre, d'un point de vue plus ou moins national. Proudhon le Gaulois et Marx le Germain eurent sans doute des tempéraments divers et même, si l'on veut, des doctrines bien différentes et dans lesquelles on peut retrouver, certes, la différence des tempéraments nationaux; mais les révolutionnaires, qui ont, à l'heure actuelle, à promouvoir une Révolution vraiment européenne, c'est-à-dire *qui ne sera ni française, ni germanique, ni russe,* mais vraiment *internationale,* doivent les considérer tous deux comme *des émules,* dont le génie fut nettement au-dessus des préjugés nationaux et en fit *deux bons Européens* qui, avec les meilleurs esprits du XIXe siècle, tendirent à élaborer, par-dessus la folie des divers nationalismes, *une Europe vraiment une.*

***

La question essentielle à débattre, quand on rapproche Proudhon de Marx, c'est de savoir et de comprendre pour quelles raisons Proudhon, dont toute l'œuvre semble conclure implicitement à la théorie de la lutte de classes et qui même, dans la *Capacité,* finit par préconiser *la scission* du prolétariat d'avec la démocratie bourgeoise de la manière la plus catégorique, n'a pas néanmoins donné de cette théorie une exposition aussi nette et aussi ferme que Marx, dont ce sera évidemment le titre éternel de gloire de l'avoir formulée en termes si décisifs qu'avec lui et après lui elle a conquis tout le mouvement ouvrier européen.

Chez Proudhon, l'idée de la lutte de classes est comme perpétuellement sous-entendue, perpétuellement affleurante; elle semble être toujours sur le point de jaillir et d'éclater, comme la conclusion nécessaire et invincible de prémisses fortement enchaînées; et, néanmoins, *elle ne sort pas* — elle est comme perpétuellement refoulée, combattue, contrariée ou obscurcie par d'autres idées et d'autres sentiments ayant une origine plus spécifiquement *démocratique.* C'est, pourrait-on dire, le concept *peuple,* concept démocratique, qui s'oppose dans son esprit au concept *prolétariat,* concept plus spécifiquement socialiste; et il semble que, se rattachant à la Révolution française, conçue comme l'ouverture de la *troisième ère,* l'ère de la Justice, succédant à l'ère chrétienne, elle-même héritière de l'ère antique et païenne, Proudhon ne parvint pas, avec la même netteté que Marx, à concevoir la future Révolution prolétarienne comme un mouvement vraiment original. Pour Marx, le devenir historique, est, conformément à la division de la société entre les trois grandes classes, division se référant elle-même aux trois grandes sources de la richesse, *rente, profit* et *salaire :* féodalité, capitalisme, socialisme, c'est-à-dire *ordre féodal,* avec prédominance de la propriété foncière, *ordre capitaliste,* avec prédominance de la propriété mobilière, et *ordre prolétarien,* avec l'hégémonie du Travail, devenu la seule forme de la richesse, ayant résorbé en lui et la rente et le profit. La Révolution française, dans cette conception, n'est plus une Révolution universelle, promulguant la Justice, mais simplement une Révolution bourgeoise, qui, à l'ordre féodal, a substitué l'ordre

capitaliste. Le *mythe* de la Révolution prolétarienne, chez Marx, a pris décidément la place du *mythe* de la Révolution française, encore tout puissant sur l'âme de Proudhon, qui n'est pas, comme aiment trop à le dire les marxistes, un *petit-bourgeois*, mais bien plutôt *un paysan*, pour qui la chute du régime féodal et les guerres de la Révolution et de l'Empire — ces guerres faites par nos paysans libérés et devenus propriétaires pour rendre définitives sur la féodalité leurs conquêtes et leur émancipation — *restent l'événement capital de l'ère moderne*, dont le socialisme ne pourra être que la suite, l'achèvement, la suprême conclusion. Le socialisme de Marx, au contraire, n'est pas le couronnement de la Démocratie bourgeoise ; *uniquement prolétarien*, il oppose à cette démocratie, comme son adversaire irréductible dans le présent et son fossoyeur dans l'avenir, le prolétariat de la grande industrie, cette grande industrie comparée par Proudhon à une espèce de « colonie », dont il s'agit pour lui non pas de tirer des ressources tout à fait nouvelles pour la métropole, mais qu'il faut souder et rattacher à la mère-patrie, tandis que, pour Marx, elle doit jouer un rôle tout à fait révolutionnaire et entraîner la métropole elle-même dans les voies d'une vie complètement originale. Et l'on conçoit très bien dès lors que le socialisme de Proudhon, resté en prédominance démocratique, puisse à la rigueur être opposé au socialisme de Marx, devenu uniquement prolétarien, comme *un socialisme national et français*, la démocratie pouvant, chez nous, se targuer d'être *nationale*, comme la Révolution, dont elle se réclame toujours, est dite *française*.

***

Le mythe de la Révolution française semble donc avoir, dans l'esprit et l'âme de Proudhon, paysan d'origine, empêché le mythe de la Révolution prolétarienne et de la lutte de classes de prendre l'emport décisif qu'il a pris au contraire, nettement et victorieusement, dans l'esprit et l'âme de Marx. Et cependant, voici ce qu'on peut lire dans la *Capacité*, (p. 43), à propos du fameux *Manifeste des Soixante*, qui avait lancé l'idée des candidatures ouvrières : « Afin de retirer, en fait, aux classes ouvrières la capacité qui leur a été reconnue, en droit, par le suffrage universel, les journaux, surtout ceux de l'opposition démocratique, ont eu recours à une confusion des plus grossières. A peine *le Manifeste des Soixante* avait-il paru, que toute la presse en chœur de se récrier contre la prétention des ouvriers à se faire représenter *comme classe*. On rappela d'un ton doctoral et en affectant un grand zèle pour les oracles de la Révolution, que, depuis 89, il n'y avait plus de castes ; que l'idée des candidatures ouvrières tendait à les ressusciter ; que, s'il était rationnel d'admettre à la représentation nationale un simple ouvrier, comme on admet un ingénieur, un savant, un avocat, un journaliste, c'était en tant que ledit ouvrier serait, comme ses collègues au Corps législatif, *une expression de la société, non de sa classe ;* qu'autrement la candidature de cet ouvrier aurait un caractère scissionnaire et rétrograde ; qu'elle irait contre les libertés et les droits de 89, et deviendrait subversive de l'ordre public, de la paix publique, par la défiance, les alarmes et les colères qu'elle soulèverait dans *la classe bourgeoise*. Peu s'en fallut que le Manifeste des Soixante, qui, par sa pensée et ses conclusions, tendait, en effet, à désorganiser l'Opposition, ne fût traité de machination policière, contre-révolutionnaire.

« Les auteurs du Manifeste avaient prévu cette objection de leurs adversaires, et d'avance ils avaient protesté contre la calomnie : toutefois il faut dire que leur justification laissait à désirer. S'ils affirmaient la distinction des deux classes, ils soulevaient contre eux les politiques du parti et se sentaient perdus ; s'ils la niaient, on leur demandait alors : pourquoi une candidature ouvrière ? Tel était le dilemme, auquel je demande maintenant la permission de répondre.

« En argumentant du mécontentement de la *classe bourgeoise*, les adversaires du Manifeste se contredisaient sans s'en apercevoir, et reconnaissaient implicitement *une vérité profonde, que le Manifeste aurait dû affirmer hautement*. On reconnaît volontiers, de nos jours, une classe bourgeoise, bien qu'il n'y ait plus de noblesse, et que le clergé ne soit qu'une catégorie de fonctionnaires : comment nier la réalité ? Sur quoi reposerait alors le système orléaniste ? Que seraient la monarchie, la politique constitutionnelles ? Pourquoi cette hostilité de certaines gens contre le suffrage universel ? Mais on se refuse à admettre *la corrélative de la classe bourgeoise, la classe ouvrière :* qu'on daigne expliquer cette inconséquence ?

« Nos publicistes de l'Opposition n'ont pas vu, *malgré leur dévotion aux idées de 89*, que ce qui a créé la distinction toute nouvelle, inconnue même aux temps féodaux, de classe bourgeoise et de classe ouvrière ou prolétariat, juste au moment où disparaissaient les anciennes catégories de Noblesse, Clergé et Tiers-Etat, c'est précisément le droit inauguré en 89. *Ils n'ont pas vu qu'avant 89 l'ouvrier existait dans la corporation et la maîtrise, comme la femme, l'enfant et le domestique dans la famille ;* qu'alors, en effet, il aurait répugné d'admettre une classe de travailleurs, en face d'une classe d'entrepreneurs ; puisque celle-ci était censée contenir celle-là ; mais que, depuis 89, le faisceau des corporations ayant été brisé, sans que la fortune et les conditions entre ouvriers et maîtres fussent devenues égales, sans que l'on eût rien fait et rien prévu pour la distribution des capitaux, l'organisation de l'industrie et les droits des travailleurs, la distinction s'était établie d'elle-même entre la classe des patrons, détenteurs des instruments de travail, capitalistes et grands propriétaires, et celle des ouvriers, simples salariés.

« Nier aujourd'hui cette distinction des deux classes, ce serait faire plus que nier la scission qui l'amena, et qui ne fut elle-même qu'une grande iniquité ; *ce serait nier l'indépendance industrielle, politique et civile de l'ouvrier*, seule compensation qu'il ait obtenue ; ce serait dire que la liberté et l'égalité de 89 n'ont pas été faites pour lui aussi bien que pour le bourgeois ; nier par conséquent que la classe ouvrière, qui subsiste dans des conditions toutes nouvelles, *en dehors de la solidarité bourgeoise*, soit susceptible d'une conscience et d'une initiative propres ; la déclarer, par nature, *sans capacité politique*. Or, c'est la vérité de cette distinction qu'il importe surtout ici d'affirmer, car c'est elle qui faisait toute la valeur des candidatures ouvrières : hors de là, ces candidatures perdaient leur signification.

« Quoi ! il n'est pas vrai, *en dépit de la Révolution de 89*, ou plutôt précisément *par le fait de cette révolution* (1), que la société française, auparavant composée de trois castes, est restée, depuis la nuit du 4 août, divisée en deux classes, l'une qui

vit exclusivement de son travail..., l'autre qui vit du revenu de ses propriétés, de ses capitaux, de ses dotations, pensions, subventions, actions, traitements, honneurs et bénéfices ? Il n'est pas vrai, à ce point de vue de la répartition des capitaux, des travaux, des privilèges et des produits, qu'il existe, parmi nous, comme autrefois, *mais sur un tout autre pied qu'autrefois,* deux catégories de citoyens, vulgairement nommées *bourgeoisie* et *plèbe, capitalisme* et *salariat ?* Il n'est pas vrai que ces deux catégories d'hommes, *autrefois unies et presque confondues par le lien féodal du patronat,* maintenant *sont profondément séparées* et n'ont d'autre rapport entre elles que celui déterminé par le Chapitre III, Titre VIII, Livre III, Art. 1779 à 1799 du Code civil, relatif au contrat de *louage d'ouvrage et d'industrie ?* Mais toute notre politique, notre économie politique, notre organisation industrielle, notre histoire contemporaine, notre littérature elle-même, reposent sur cette distinction inéluctable, que la mauvaise foi et une sotte hypocrisie peuvent seules nier.

« La division de la société moderne en deux classes, l'une de travailleurs salariés, l'autre de propriétaires-capitalistes-entrepreneurs, étant donc flagrante, une conséquence devait s'ensuivre, laquelle n'a droit de surprendre personne : c'est que l'on s'est demandé si cette distinction était l'effet du hasard ou de la nécessité; si elle était dans les vraies données de la Révolution; si elle pouvait *se légitimer en droit, comme elle se constatait en fait;* en un mot, si par une meilleure application des règles de la justice et de l'économie, on ne pouvait pas faire cesser cette division dangereuse, en ramenant les deux classes nouvelles à une seule, parfaitement de niveau et en équilibre ?

« Cette question, qui n'est pas nouvelle pour les philosophes, devait surgir parmi les classes ouvrières le jour où une révolution politique les mettrait, par le suffrage universel, de niveau avec les classes bourgeoises, où elles apercevraient ainsi le contraste de leur souveraineté politique avec leur état social. Alors, et seulement alors, par la position de cette grande question économique et sociale, les classes ouvrières pouvaient arriver à la conscience d'elles-mêmes ; elles devaient se dire, comme il est dit dans l'Apocalypse, que celui qui a le règne, doit en avoir les avantages, *Dignus est accipere divitiam, et honorem et gloriam;* elles poseraient leur candidature à la députation et leur prétention au gouvernement. Voilà comment la plèbe travailleuse a commencé depuis seize ans de s'élever à la capacité politique; c'est par là que la Démocratie française, au XIXe siècle, se distingue de toutes les démocraties antérieures : le socialisme, comme on l'a appelé, n'est pas autre chose. »

J'ai tenu à donner dans toute sa longueur cette citation de Proudhon (et je ne m'en excuserai pas, les textes de Proudhon étant toujours si beaux et si denses que personne ne peut se plaindre d'être amené à les relire) parce que je ne pense pas qu'il soit possible de présenter une exposition de la théorie de la lutte de classes plus nette, plus catégorique, *plus scientifique;* Marx lui-même, je crois, n'a pas mieux dit. Que suppose, en effet, la lutte de classes ? Elle suppose une parfaite séparation entre la bourgeoisie et le prolétariat, *une absolue insolidarité,* de telle manière que le seul lien qui les réunisse, c'est le contrat de louage d'ouvrage : le prolétaire moderne, sorti de l'atelier, jouissant de droits civils et politiques égaux à ceux de la bourgeoisie, est complètement *libre* — libre de son corps, de son cœur et de son esprit — et capable d'engager une action politique et sociale autonome, pouvant aller jusqu'à l'opposition radicale à l'action politique et sociale de la classe bourgeoise, et jusqu'à la dénonciation absolue du pacte social et national. Avant 89, le prolétariat était contenu dans la bourgeoisie, comme, nous dit Proudhon, la femme, l'enfant et le domestique sont contenus dans la famille; il ne pouvait donc être question de *lutte de classes* proprement dite, pas plus qu'on ne saurait concevoir une lutte de classes entre parents et enfants ; la société, sous l'Ancien Régime, était conçue comme une sorte de grande Famille, où il y avait des aînés, des cadets et des puînés — noblesse, clergé, tiers-état — mais où il n'y avait pas de *classes,* au sens vraiment moderne du mot : il y avait des *castes* ou des *ordres,* ce qui est bien différent. Mais, depuis 89, la situation a radicalement changé : le prolétariat étant sorti du giron de la bourgeoisie, comme les petits de la sarigue sortent de la poche maternelle, et s'étant constitué dans l'indépendance civile et politique, à la distinction des *castes* abolies s'est substituée la distinction des *classes;* et il n'y a plus eu, dès lors, en présence que deux classes, au lieu des *trois ordres* qui cohabitaient naguère au sein de la société, conçue, je le répète, comme une grande famille dont le Roi était le Père, le chef suprême, revêtu d'une autorité aussi incontestée que celle du père dans une famille ordinaire. Et, entre ces deux classes, ce n'est plus un lien hiérarchique qui existe, comme celui qui, dans une famille, peut régler les rapports des aînés, des cadets et des puînés; mais une parfaite *indépendance* réciproque, une absolue *insolidarité,* répétons le mot, pouvant aller jusqu'à la lutte ouverte et la rupture d'un pacte dont le caractère fictif et arbitraire apparaît chaque jour davantage.

Voilà ce qu'implique la théorie de la lutte de classes ; et cela est si vrai que, depuis la guerre, nous voyons la bourgeoisie, au nom du *pacte national* et de l'*union sacrée,* essayer de dénoncer cette théorie comme criminelle, sacrilège, attentatoire aux droits sacrés de la patrie, et, pour tout dire, *d'origine boche;* nous voyons même M. Georges Valois, pour ne nommer que lui, concevoir une espèce de retour à un *régime corporatif,* qui serait en somme la reconstitution d'un ordre quasi féodal,

(1) Mussolini, dans un discours récent, s'est posé comme le champion d'une idéologie nouvelle, qui serait la négation de celle de 89 ; et il assigne à l'Italie le rôle d'ouvrir une ère originale, comme celle que la France ouvrit en proclamant les *Droits de l'Homme.* Le fascisme est, en effet, la négation des principes de 89, mais *une négation réactionnaire;* il a la prétention de reconstituer la nation, comme si elle n'était qu'une famille, dont les diverses classes sociales ne sont que les membres hiérarchisés, comme sous l'Ancien Régime. Le bolchevisme, lui, en est *la négation révolutionnaire;* il ne prétend pas rétrograder par delà les principes de 89, mais, au contraire, pousser au-delà; il est à la fois (ce qu'il ne faut jamais perdre de vue) l'héritier et le contradicteur de la démocratie; et c'est ce qui explique qu'on voit toujours les révolutionnaires, quand les libertés de 89 viennent à être mises sérieusement en jeu et les républicains proprement dits être impuissants à les défendre, se porter à leur secours et se montrer les plus ardents contre la réaction politique. On l'a vu durant l'Affaire Dreyfus; on le reverra chaque fois que la Réaction redressera la tête. La prétendue *ère nouvelle* que Mussolini veut ouvrir, c'est... du *très vieux jeu.* L'Italie a plutôt d'ailleurs du terrain à regagner qu'elle ne peut se targuer de montrer le chemin aux autres.

où la bourgeoisie contiendrait de nouveau le prolétariat, comme la sarigue ses petits et où, par conséquent, il ne pourrait plus être question de *lutte de classes ;* toute la théorie de l'*Action Française* consiste d'ailleurs à *nier* la Révolution de 89, et à nous ramener à cet ordre social hiérarchique, dont le Roi était la clef de voûte et qui supposait des *ordres* ou des *castes,* et non des classes antagonistes ; et il suffit évidemment de la faire voir sous son jour véritable pour en faire éclater le caractère naïvement utopique et antihistorique. Maurras s'acharne à nous démontrer que *dans un bourgeois libéral,* il y a un *anarchiste* qui sommeille et qui, parfois même, s'éveille bel et bien : en effet, la société issue des principes de 89 est bien *la prémisse* de la Révolution prolétarienne, puisque, sans l'égalité civile et politique qu'elle a fondée, il ne pourrait être question de *lutte de classes* et que si l'on veut vraiment réduire cette lutte de classes à une *impossibilité,* il faut ramener la société à ce qu'elle était avant 89 et réopérer la fusion des *classes* dans la hiérarchie des *ordres.* Tous les conservateurs ont toujours cherché à rétablir, sous une forme ou sous une autre, soit qu'ils invoquent la charité chrétienne ou la solidarité laïque et nationale, le lien hiérarchique entre les *classes* modernes, tel qu'il existait entre les *ordres* anciens. L'idée de la lutte de classes, dont ils comprennent très bien qu'elle a une valeur nettement révolutionnaire et scissionniste, les épouvante tellement qu'ils essaient, de toutes manières, de la présenter comme une espèce de *monstre;* et, comme l'idée de patrie a gardé un grand empire sur les âmes, même populaires, c'est à l'aide de cette idée que, depuis la guerre surtout, ils tentent de la ruiner. Avant la guerre, les syndicalistes révolutionnaires, poussant à fond la logique de leurs conceptions, s'étaient déclarés nettement *antipatriotes;* cela fit un scandale énorme; aujourd'hui, ce sont *les Bolcheviks* qui dénoncent la duperie de la « défense nationale » et la bourgeoisie effrayée, avec l'appui de tous les socialistes, chez qui l'idée de patrie est restée plus forte que l'idée de classe, crie *haro* sur ces infâmes Bolcheviks réveillant dans le monde — après une guerre dont le but secret et essentiel était de dissoudre l'idée de la lutte de classes dans l'idée de l'*Union sacrée* — cette diabolique notion avec une virulence et une puissance inouïes et telles que beaucoup de bourgeois ne voient plus de salut que dans une *Contre-Révolution* pure et simple, faisant litière de toutes les conquêtes libérales de 89.

***

Aujourd'hui, les communistes sont mis au ban de la nation et même de l'humanité et ils sont par rapport au *Bloc National* et au *Bloc des Gauches,* dans la même situation que les rédacteurs du *Manifeste des Soixante* par rapport à l'Empire et à l'Opposition démocratique.

« En présence d'un état de choses, écrit Proudhon (*Capacité,* p. 184), où nous détruire, c'est sauver la société et la propriété, où l'ostracisme intellectuel et l'inquisition des idées apparaissent, si la Démocratie n'apprend à s'organiser et à mieux lutter dans les certitudes de l'avenir, que pouvons-nous faire, *si ce n'est d'accepter fièrement notre réprobation, et, puisque le vieux monde nous repousse, de nous en séparer radicalement ?* » « Que ce mot de *séparation,* ami lecteur, continue Proudhon, ne soit pour vous ni un sujet d'alarme ni un prétexte de calomnie. Vous seriez dans une égale erreur si vous alliez conclure de cette *décisive* parole que je n'ai à conseiller au peuple que la révolte ou la résignation. Loin de moi d'abord toute pensée d'antagonisme, tout ferment de haine et de guerre civile. On sait assez que je ne suis pas précisément ce qu'on appelle *un homme d'action.* La séparation que je recommande est la condition même de la vie. *Se distinguer, se définir, c'est être, de même que se confondre et s'absorber, c'est se perdre.* Faire scission, une scission légitime, est le seul moyen que nous ayons d'affirmer notre droit, et, comme parti politique, de nous faire reconnaître. Et l'on verra bientôt que c'est aussi l'arme la plus puissante, comme la plus loyale, qui nous ait été donnée, tant pour la défense que pour l'attaque... En quoi consiste cette scission ? Je m'en vais le dire. La Démocratie ouvrière, en montrant aux élections de 1863-1864 sa résolution de faire valoir son droit politique, a révélé en même temps son idée et ses hautes prétentions. Elle ne vise à rien de moins qu'à opérer, à son bénéfice, une révolution économique et sociale. Mais, pour accomplir une si grande œuvre, il ne suffit pas de manifestations électorales, plus ou moins équivoques, de professions de foi publiées dans les journaux, de conférences plus ou moins suivies données par quelques orateurs, avec la permission de la police; il ne suffit même pas que quelques praticiens, passant de l'apostolat à l'action, appellent autour d'eux, dans des associations de secours mutuels ou de coopération, quelques centaines de zélateurs. L'œuvre réformatrice pourrait s'éterniser sans produire d'autre résultat que de divertir de temps à autre les conservateurs. Il faut agir politiquement et socialement, faire appel, par tous les moyens légaux, à la force collective, *mettre en branle toutes les puissances du pays et de l'Etat...* Une idée malheureuse, selon moi, de l'école phalanstérienne fut d'avoir cru qu'elle entraînerait le monde, s'il lui était permis seulement de planter ses tentes et de construire un premier phalanstère modèle... *En politique et en économie sociale, l'épigénèse, comme disent les physiologistes, est un principe radicalement faux.* Pour changer la constitution d'un peuple, il faut agir à la fois sur l'ensemble et sur chaque partie du corps politique. Quoi ? pour réparer un misérable chemin vicinal, il faut l'initiative d'un préfet, c'est-à-dire de l'autorité centrale, et les prestations de vingt communes; et l'on se figurerait qu'au moyen de quelques souscriptions, de quelques dons volontaires, avec la ferveur si promptement épuisée d'une plèbe aussi mobile qu'impuissante, on enlèvera une nation de trente-sept millions d'âmes ! Pareilles rêveries doivent être renvoyées à l'école de la Fraternité, de l'Etat-Famille, ou de l'Amour libre. Je dis donc que, comme il est des choses, et même de très grandes choses, dont l'exécution, le développement ou le succès peuvent s'effectuer sans autre secours que la parole, telles sont les sciences et les philosophies, telles furent autrefois les religions: *il en est d'autres qui ont besoin de toutes les facultés, de tout le dévouement et de tous les sacrifices d'un peuple :* parmi ces choses figurent au premier rang la Constitution politique et les Réformes sociales... La Démocratie ouvrière tient dans ses mains les éléments de son triomphe. Il s'agit pour elle de conquérir la majorité à son idée; cela fait, de s'imposer au Pouvoir en revendiquant son autorité souveraine. La seule question est de savoir si, pour arriver à son but, *la Démocratie ouvrière suivra la voie ordinaire des élec-*

tions et des débats parlementaires, voie prévue et plus ou moins garantie par la Constitution antérieure, *ou si elle ne ferait pas mieux, pour son idée, pour sa dignité et pour ses intérêts, sans s'écarter toutefois de la légalité, de prendre une autre attitude.* Ici, je soutiens que la formule représentative, telle qu'elle a été conçue et appliquée en France depuis 1789, n'est plus de mise; que la Démocratie ouvrière a d'autres devoirs à remplir que de se donner des avocats et d'organiser, au moyen de ces langues courantes, une critique du Pouvoir compromettante pour elle seule et à tous les points de vue inutile. Rappelons-nous que, depuis 1789, les vieux partis, divisés seulement par leurs préjugés de partis, moins que cela, par leurs couleurs dynastiques, sont à l'état de coalition permanente contre la plèbe, dont ils redoutent l'impatience; que, malgré l'ardeur de leurs polémiques, leur système politique à tous est au fond le même ; que ce système a pour caractère essentiel d'un côté la concentration gouvernementale, toujours et fatalement exprimée par la prérogative d'un chef de l'Etat; d'autre part, l'anarchie économique, qui, sous le nom de liberté, couvre les usurpations, monopoles, parasitismes, agiotages et usures dont subsiste depuis 89 la nouvelle caste; que dans cette combinaison étrange d'autorité monarchique et d'anarchie capitaliste et mercantile, que constitue l'*Ordre bourgeois*, l'opposition au Pouvoir apparaît à son tour comme partie intégrante du système, nullement comme protestation éventuelle; *qu'elle fait antithèse au Gouvernement, mais n'est point l'ennemie du Gouvernement;* à telles enseignes que les vieux partis, légitimiste, orléaniste, bonapartiste, républicain de la forme, se succédant au pouvoir à tour de rôle, peuvent se prêter et se prêtent en effet serment sans engager leur opinion : il suffit, pour l'acquit de leur conscience, qu'ils s'abstiennent de conspirer et restent fidèles à la caste et au système... Aujourd'hui, après la restauration du trône impérial, après la loi qui prescrit le serment aux députés, après le décret du 24 novembre 1860, après la rentrée des anciens partis et la résurrection de l'Opposition constitutionnelle, la position de la Démocratie radicale n'est plus la même. A défaut du Gouvernement qui a gardé le silence, l'Opposition nous l'a fait entendre : vous n'êtes rien ici ; votez avec nous, ou retirez-vous. C'était le cas pour la Démocratie ouvrière de répondre comme les dix tribus de Jeroboam : Eh bien, faites vos affaires, bourgeois; rentrons dans nos tentes, Israël ! Il n'en fut rien. La Démocratie ouvrière, préférant *l'action* au conseil, s'était mise en tête de frapper un coup : au lieu de se séparer avec éclat, elle se refit humble suivante; comme le petit de la sarigue, elle rentra pour ainsi dire dans la matrice qui l'avait portée et vota, par une détestable tactique, pour le compte d'une opposition qui ne voulait ni ne pouvait la reconnaître... »

Et Proudhon termine ce chapitre par cette exhortation magnifique : « Que la classe ouvrière, si elle se prend au sérieux, si elle poursuit autre chose qu'une fantaisie, se le tienne pour dit : il faut avant tout qu'elle sorte de tutelle et que, sans se préoccuper davantage de ministère ni d'opposition, elle agisse désormais et exclusivement par elle-même et pour elle-même. *Etre une puissance ou rien, telle est l'alternative.* En votant pour les candidats du 31 mai 1863, puis pour ceux du 20 mars 1864, la Démocratie socialiste a manqué de résolution et d'intelligence. Elle s'est oubliée, pour qui ? Pour l'ennemi. *Par le Manifeste des Soixante, elle s'était élevée à la hauteur d'un patriciat; par son vote, elle est redescendue au rang des affranchis.* »

***

Personne, je suppose, ne contestera combien ce texte magistral est encore d'une brûlante actualité. La situation est toujours la même ; la démocratie ouvrière a toujours en face d'elle les mêmes vieux partis « à l'état de coalition permanente contre la plèbe »; l'opposition démocratique, c'est ce qu'on appelle aujourd'hui *le Bloc des Gauches*, ceux que Proudhon appelait « les républicains de la forme » et qui, selon lui, font tout aussi bien que les autres « partie intégrante du système », ce système qui est plus que jamais caractérisé par « ce mélange étrange d'autocratie monarchique et d'anarchie économique, qui constitue *l'ordre bourgeois* ». L'analyse et la description de Proudhon sont parfaites ; et nous avons toujours de même nos soi-disant socialistes, réformistes, dissidents, *in omni genere et modo*, les Thomas, Boncour, Renaudel et *tutti quanti*, prêts à voter pour cette « opposition démocratique » et à « s'oublier pour l'ennemi ». La seule différence, c'est que tous ces vieux partis s'unissent aujourd'hui plus particulièrement sur le terrain national ou patriotique, et que la concentration bourgeoise, de la gauche à l'extrême-droite, se fait sous les plis du drapeau tricolore et sous les espèces chauvines. La « grande guerre », en effet, a passé par là...

Il s'agit donc de savoir si cette *scission* que Proudhon recommandait, comme la seule attitude qui convînt désormais « à l'idée, à la dignité, aux intérêts » de la démocratie ouvrière, allait dans son esprit jusqu'à la dénonciation du pacte national lui-même ; si, en d'autres termes, Proudhon fut *un internationaliste* aussi décidé que Marx. On veut faire passer Proudhon pour un *social-patriote*, comme nous disons aujourd'hui : cette prétention est-elle fondée ?

Dans la deuxième édition de ses *Matériaux d'une théorie du prolétariat*, suivie d'exégèses proudhoniennes, Sorel a versé dans le débat des textes qui tranchent définitivement la question et qui montrent, d'une façon décisive, que Proudhon fut *un internationaliste* tout aussi catégorique que Marx lui-même. Nos *chauvins* de tout acabit, ceux de gauche comme ceux de droite, devront en prendre leur parti : il leur est désormais impossible *d'annexer* Proudhon et de le dresser, face à Marx, comme le représentant authentique d'un soi-disant *socialisme français*, qui serait tout différent du *socialisme boche*. Il y a désormais chose jugée; et Proudhon apparaît, tout comme son émule germain en socialisme, le héraut de la Révolution européenne — une Révolution qui, disais-je, ne sera ni russe, ni germanique, ni française, mais vraiment internationale et capable d'édifier *cette Europe une* qui est vraiment *une nécessité vitale*, si la civilisation occidentale ne veut pas sombrer dans un chaos sans nom et être entraînée tout entière dans l'immonde et effroyable décadence bourgeoise.

Relisons encore quelques textes de Proudhon : ils sont extraits de la *Justice* et tirés du « Programme » qu'il a mis en tête de cette œuvre magnifique. Voici (p. 67) ce qu'on peut lire : « Il n'y a plus de principes : l'Europe est descendue dans le chaos du 2 décembre, et nous marchons à travers le vide, *per inania regna*. Ce qu'il y a de triste, c'est qu'on le sait, on le dit partout, et on l'accepte. On en prend son parti comme d'une

chose naturelle, comme d'une phase inévitable : « La France est déchue ; les temps du Bas-Empire sont venus pour elle » : ces propos courent les cafés de Paris. Comme on disait en 93, la France est révolutionnaire; en 1814, la France est libérale; en 1830, la France est conservatrice, en 1848, la France est républicaine; encore un peu et l'on dira avec la même insouciance : la France est pourrie, et l'on constatera sa mort morale. Que Napoléon III fasse maintenant ce qu'il voudra : la papauté touchée, rien ne saurait la rappeler à la vie. La foi des peuples ne la soutient plus. L'arrêt est sans appel : ni restrictions ni amendements n'y feront rien. Le pape peut absoudre l'empereur, l'empereur, confessé, réconcilié, ne sauvera pas le pape. Et comme il n'y a pas de nation en Europe dont on ne puisse constater, pièces en mains, la décadence intellectuelle et morale, la chute de la papauté devient le signal de la débâcle. *Or le temps des races initiatrices est passé.* Le mouvement ne renaîtra en Europe ni de l'Orient ni de l'Occident, ni du Centre ; la régénération ne peut être aujourd'hui ni grecque, ni latine ni germanique. *Elle ne peut venir, comme il y a dix-huit siècles, que d'une propagande cosmopolite,* soutenue par tous les hommes qui, après avoir renoncé aux anciens dieux, protestent, sans distinction de race ni de langue, contre la corruption. Quel sera leur drapeau ? Ils n'en peuvent avoir qu'un : la Révolution, la Philosophie, la Justice. *La Révolution est le nom français de l'Idée nouvelle ; la Philosophie est son nom germanique; que la Justice devienne son nom cosmopolite.* »

Et je lis encore ceci, p. 104 : « J'ignore si cette Révolution, qui a commencé glorieusement par la France, se poursuivra par la France. Soixante ans de folie rétrograde nous ont tant vieillis, nous sommes si bien expurgés de tout ferment libéral, que ce doute sur notre droit à l'hégémonie des nations est permis. Quoi qu'il advienne cependant de notre race fatiguée, la postérité reconnaîtra que le troisième âge de l'humanité a son point de départ dans la Révolution française; que l'intelligence de la nouvelle loi a été donnée à quelques-uns de nous dans sa plénitude; que la pratique ne nous a pas non plus tout à fait manqué, *et que succomber dans cet enfantement sublime n'était pas sans gloire.* A cette heure, la Révolution se définit : elle vit donc. *Le reste ne pense plus.* L'être qui vit et qui pense sera-t-il supprimé par le cadavre ? »

Commentons ces lignes mémorables, écrites vers 1858, à la lumière des derniers événements et de la situation présente du monde. J'imagine que si elles tombaient sous les yeux de M. Léon Daudet, il s'esclafferait et écrirait tranquillement, corrigeant la dernière phrase de Proudhon : « A cette heure, la *Réaction* se définit : elle vit donc. Le reste ne pense plus. L'être qui vit et qui pense sera-t-il supprimé par le cadavre ? » Si Proudhon, en effet, en 1858, doutait déjà que la France pût continuer l'œuvre révolutionnaire par elle commencée, si le doute s'est accentué et s'est changé même en une véritable amertume dans les années suivantes, comme en témoigne sa *Correspondance,* que dirait-il aujourd'hui en présence d'une France prenant résolument la tête de la Contre-Révolution en Europe ? Notre race lui paraîtrait décidément plus que fatiguée — fourbue, et « notre droit à l'hégémonie des nations » plus que douteux — tout à fait périmé. Son patriotisme révolutionnaire, qui était si vif, saignerait; et lui qui croyait que la Révolution française avait vraiment ouvert « le troisième âge du monde », face à nos réactionnaires qui veulent nous ramener un Ancien Régime plus ou moins corrigé et nous faire faire pénitence de toutes les erreurs du « Stupide », quelle apostrophe virulente n'adresserait-il pas à la France apostate ? « J'ignore, écrit-il, si la Révolution, qui a commencé glorieusement par la France, *se poursuivra par la France.* Soixante ans de folie rétrograde nous ont tant vieillis, nous sommes si bien expurgés de tout ferment libéral... » Proudhon écrivait cela sous le second Empire; mais s'il lui était donné de ressusciter sous la France actuelle, celle d'après-guerre, le doute qu'il émettait sur la capacité de la France à poursuivre la Révolution se changerait en certitude, et voyant ce que le chauvinisme, *cette idiotie nationale,* comme il disait, a fait des Français, réduisant nos soi-disant révolutionnaires eux-mêmes au plus lamentable byzantinisme, il saluerait sans doute dans la Russie des Soviets la puissance-tête de file de la Révolution européenne. Il penserait toujours assurément que « la régénération ne peut être ni grecque ni latine ni germanique et ne peut venir, *comme il y a dix-huit siècles,* que d'une propagande cosmopolite », mais dans le mouvement révolutionnaire, qui entraîne le monde moderne et qu'il a considéré lui-même comme une épopée, il y a toujours un peuple *qui donne l'élan;* en 89, ce peuple, ce fut la France, et aujourd'hui, c'est la Russie; nous, Français, comme il l'a écrit quelque part ailleurs, nous ne pensons plus qu'à *ressusciter les morts* et qu'à nous gargariser des gloires de notre passé ; non seulement nous n'avons plus la force de continuer le mouvement, mais nous ne songeons plus qu'à faire machine en arrière, tant notre bourgeoisie réduite à l'état de tourbe indigeste et que la peur seule coagule en classe, est désormais incapable de penser autre chose que le passé et retourne *au vomissement réactionnaire* par l'effet même du vide intellectuel affreux dans lequel elle est tombée... Et ce singulier patriote, comme dit Arthur Desjardins, que fut Proudhon, approbateur de Coligny et qui affirme que « là où est la justice, là est la patrie » se détournerait de nous avec colère et dégoût, pour placer dans les Russes toutes ses espérances révolutionnaires.

***

J'ai dit plus haut à quel point le mythe de la Révolution française était resté puissant et dominateur dans l'esprit et l'âme de Proudhon — si puissant même et si dominateur qu'il en fut empêché de concevoir, avec la même netteté que Marx, le mythe de la Révolution prolétarienne. La Révolution française ne fut pas, pour Proudhon, comme elle le fut pour Marx, une *simple révolution bourgeoise ;* la destruction qu'elle opéra du régime féodal, n'eut pas pour lui, paysan dans l'âme, une valeur en quelque sorte limitée, mais signifia l'ouverture de ce qu'il a appelé *le troisième âge du monde;* la France en fut bien l'organe, mais ce fut, en réalité, une Révolution universelle. « Depuis lors, écrit-il, nous sommes en pleine épopée, tous tant que nous sommes, lettrés et illettrés, ouvriers, paysans, soldats, bourgeois et plèbe, nous faisons de la matière épique. Tout gravite, tout roule sur la Révolution. Et cette Révolution est devenue européenne, elle embrasse la terre dans son étendue, le genre humain dans ses races, la civilisation dans ses principes, la vie universelle dans son action, et toute idée se résout et s'efface dans son idée ». Et il avait défini ainsi

cette Révolution universelle : « Je l'affirme sans hésiter, comme l'Enéide avait évincé l'Iliade, il était nécessaire qu'une autre épopée chassât le cycle virgilien; qu'à l'ordre hiérarchique et sacerdotal, inauguré par les Césars, transformé par l'Eglise, repris par Charlemagne, soutenu par Charles-Quint et Louis XIV, succédât un ordre de liberté, d'égalité, de travail, de science et de paix. Cette nouvelle épopée, nous en connaissons le sujet et l'objet : c'est la Révolution. Qu'est-ce que la Révolution ? La fin de l'âge religieux, aristocratique, monarchique *et bourgeois;* l'équation de l'homme et de l'humanité. C'est le règne de la vertu sans la grâce, la justification sans sacrements, la prépondérance définitive du droit sur l'idéal, la souveraineté du travail comme condition et sujet de l'art. »

Il est bien clair que, pour Proudhon, la Révolution française, loin d'être une simple révolution bourgeoise, fut déjà une révolution socialiste et qu'il la dota de toutes les vertus de la future Révolution prolétarienne. Cela est si vrai que, se rendant compte combien, entre son idée de la Révolution et la réalité, il y avait de distance, il finit par se demander : « Mais... est-ce que la Révolution est faite ? » et qu'il douta que la France, « vieillie par soixante ans de folie rétrograde » et « expurgée de tout ferment libéral », fût capable de mener à bonne fin cette œuvre gigantesque et épique, à la hauteur de laquelle elle ne s'est maintenue que très peu de temps et que ses lettrés, qui pourtant l'avaient engagée, ont trahie honteusement. On pourrait dire que, dans l'esprit de Proudhon, le mythe de la Révolution française, conçue comme une Révolution cosmique, débordant de beaucoup le cadre bourgeois, fut une sorte de nébuleuse, qui ne se mua en le mythe plus précis de la Révolution prolétarienne que lorsqu'il écrivit la *Capacité,* à la fin de sa vie. Mais si le mythe de la Révolution française a dominé si longtemps et si complètement son esprit, ce n'est pas en tant que *mythe national,* c'est en tant que *mythe social ;* Proudhon ne dit pas : *France d'abord,* comme tous nos chauvins plus ou moins intégraux, mais *Révolution d'abord;* et il n'hésite pas une minute à se tourner contre la France, dès qu'il la voit trahir la Révolution et devenir apostate. Et à lui qui approuve Coligny et qui voit dans le Wellington et l'Alexandre de 1814, non *des tyrans* mais des *libérateurs,* l'idée de l'Armée Rouge, venant renverser chez nous la dictature bourgeoise, ne lui paraîtrait sans doute nullement scandaleuse...

Ce n'est pas d'ailleurs sans déchirement intime qu'il voit ainsi la France tomber dans l'apostasie révolutionnaire et « succomber, comme il dit, dans cet enfantement sublime ». Et que la France ne fût plus « la fille aînée de la Révolution », cela lui était sans doute aussi pénible à admettre qu'il le serait à un catholique français de croire qu'elle n'est plus « la Fille aînée de l'Eglise ». Sa *Correspondance* témoigne à cet égard combien il accueillait avec joie le moindre signe de *réveil révolutionnaire* en France, tant il avait de peine, au fond, à se résigner à l'idée cruelle que la France n'était plus à la tête du cycle révolutionnaire et trahissait ce qu'il considérait comme sa mission dans le monde. Son amour de la France était si vif et si profond qu'il n'est personne peut-être qui ait parlé plus magnifiquement de la précellence de la langue française : « Le français, écrit-il, est la forme la plus parfaite qu'ait revêtue le verbe humain. Une articulation nette, ferme, *posée,* débarrassée des aspirations, des sons gutturaux, des sifflements, de tous ces jeux de larynx dont se compose le chœur de l'animalité bêlante, mugissante, grognante, soufflante, hurlante, miaulante et croassante; une prononciation, enfin, comme les anciens la rêvaient pour les dieux, qui parlaient sans grimace, *ore rotundo :* voilà ce qui distingue notre langue parlée. Quant à la grammaire, une correction sévère, la limpidité du diamant; une phrase qui, sans exclure *l'inversion,* va de préférence du sujet à l'objet, du moi au non-moi, image vivante de la souveraineté de l'esprit sur la nature, par suite, de l'indépendance de l'homme vis-à-vis de l'homme. On nous a reproché, comme une infirmité de langage, cette direction habituelle du discours propre à notre nation; il suffit d'en rappeler *la raison métaphysique et la tendance révolutionnaire,* pour mettre l'inculpation à néant. Toute la philosophie allemande, sur ce point, nous justifie. Personne, j'imagine, ne contestera que nos prosateurs soient sans rivaux. Mais on n'accorde pas le même avantage à nos poètes; et, comme il y a toujours en France, en toute chose, *un parti de l'étranger, qui souvent fait loi et régente l'opinion,* plus d'un lecteur me saura gré peut-être de dire pourquoi je préfère le vers français aux vers latins et aux vers grecs. » Suit tout un développement, où la supériorité du vers français est établie d'une manière magistrale et où tous nos grands poètes classiques, Corneille, Racine, Molière, Boileau, sont admirablements caractérisés : Charles Maurras lui-même ne dirait pas si bien, et ce *chauvinisme linguistique* lui ferait sans doute le plus grand plaisir, s'il n'était l'expression non *d'un chauvinisme national* mais d'un *chauvinisme révolutionnaire* — qu'on me passe le terme — qui ne saurait certes lui plaire. Car si le français paraît à Proudhon la forme la plus parfaite du verbe humain, c'est qu'il est *le Verbe de la Révolution elle-même.* « Le même génie, dit-il, qui a fait inventer aux modernes l'algèbre, la géométrie analytique, le calcul différentiel, la théorie de la lumière; qui a produit les chefs-d'œuvre de Mozart, de Weber et de Rossini *et qui constitue l'esprit juridique de la Révolution,* a créé la métrique de Racine et de Corneille... La France, d'abord par la spontanéité de son génie, puis par la grammaire, la dialectique, la philosophie comparée, a deux fois créé sa langue et s'est préparée *pour le grand poème* » — le poème qui, selon Proudhon, doit vaincre l'Enéide, comme l'Enéide a évincé l'Iliade, et qui est « le poème révolutionnaire ». Et l'on sait que si Proudhon s'est montré si sévère pour les *romantiques,* c'est qu'il les considéra, en dernière analyse, comme des *traîtres,* des *contre-révolutionnaires,* qui, faute d'avoir su continuer le grand poème, ne furent que des « littérateurs sans emploi », tous hors de la vraie tradition nationale, qui est la tradition révolutionnaire.

Le *grand idéaliste* qu'était Proudhon n'eût rien compris à cette espèce de *patriotisme territorial,* qui ramène la patrie à n'être plus qu'un *corps sans âme* et qui n'est, au fond, que le signe de cette honteuse prépotence des intérêts matériels, qui a châtré l'âme de nos contemporains de toute énergie vraiment spirituelle, leur fait préférer à toute cause idéale la défense de leur coffre-fort et donne à leur patriotisme lui-même la valeur d'une force avant tout contre-révolutionnaire. « Là où est la justice, là est la patrie », dit-il; « Si ma patrie divorce d'avec la justice, je divorce d'avec ma patrie » — pareil à ces grands chrétiens pour qui

une patrie sans Dieu n'est plus la patrie ou à ces grands royalistes, pour qui la France sans le Roi n'est plus la France, et qui préfèrent l'exil et l'émigration à la désertion de leur idéal.

Sans doute, ce n'est pas sans un profond déchirement que Proudhon, je le répète, acceptait cette séparation de la France et de la Révolution, comme ce n'est pas de gaîté de cœur qu'il finit par préconiser entre la bourgeoisie et le prolétariat la scission radicale qu'il recommande dans la *Capacité*. C'est là pour lui *une nécessité à laquelle la bourgeoisie a acculé le prolétariat*, que celui-ci doit virilement accepter pour sa dignité et son honneur — virilement, mais non joyeusement; et l'on sent très bien que Proudhon, qui, un moment, rêva au contraire d'une collaboration entre la bourgeoisie et le prolétariat, ne subit cette nécessité qu'avec tristesse. « Loin de moi, d'abord, toute pensée d'antagonisme, tout ferment de haine et de guerre civile » — on a pu remarquer, dans le texte que j'ai cité, ces lignes significatives. Mais on peut lire aussi dans sa *Lettre aux ouvriers* (8 mars 1864), ceci qui ne l'est pas moins : « Démocrates, écrit-il, une réaction aveugle a entrepris depuis quinze ans de vous jeter hors le droit, hors le gouvernement, hors la politique. La situation qui vous est faite, ce n'est pas vous qui l'avez créée; elle est le fait de la conspiration des vieux partis... *Ce n'est pas votre faute, si, retranchés de la communion, vous êtes condamnés à user envers eux de représailles.* C'est pourquoi je vous le dis *de toute l'énergie et de toute la tristesse de mon âme : séparez-vous de ce qui s'est le premier séparé;* séparez-vous, comme autrefois le peuple romain se séparait de ses aristocrates. »

De toute la tristesse de mon âme : Proudhon ne conclut à la lutte de classes que, pour ainsi dire, à son corps défendant; il finit par en reconnaître toute la nécessité ; il l'accepte virilement, mais, encore une fois, ce divorce du socialisme et de la démocratie lui est pénible et fait saigner son cœur. Toute autre, évidemment, est l'attitude de Marx qui, lui, parti immédiatement du fait de la lutte de classes au lieu d'y parvenir a dans le ton et l'accent une ardeur belliqueuse, où la joie de s'engager dans une voie nouvelle, au bout de laquelle est la victoire du prolétariat, n'est atténuée par aucune espèce de regret et de mélancolie. Proudhon est encore à cheval, si l'on peut dire, entre l'Ancien et le Nouveau Monde; et son cœur est comme partagé entre le regret mélancolique du Passé et le pressentiment joyeux de l'Avenir : en cela, on pourrait dire qu'il est encore *romantique ;* Marx, lui, est tout entier à l'avenir prolétarien; sa critique corrosive, où l'ironie méphistophélique ajoute encore à l'intrépidité du regard et du scalpel, l'a détaché radicalement du monde bourgeois ; et c'est pourquoi, sans nul doute, il est devenu comme une sorte de *classique* pour le prolétariat révolutionnaire, l'emportant décidément sur son émule gaulois dans la faveur de la classe ouvrière européenne. Mais, dès lors, pourra-t-on me demander, pourquoi *revenir* à Proudhon et tenter de le mettre sur le même rang révolutionnaire que Marx ? Si Proudhon, comme Saint-Simon et Fourier, fut *dépassé* par Marx, pourquoi ne pas s'attacher uniquement et exclusivement à celui-ci, comme au seul théoricien parfaitement conséquent et décidé de la lutte de classes, désormais considérée comme l'alpha et l'oméga du socialisme ?

(*A suivre.*)

EDOUARD BERTH.

LE PREMIER PAS POUR BRISER LE COMITÉ ANGLO-RUSSE

Voici la conclusion du rapport fait par Andreiev, à la séance plénière extraordinaire du Conseil central central des Syndicats russes, le 12 août, sur la réunion tenue à Paris par le Comité anglo-russe le 30 juillet dernier, réunion sur laquelle les ouvriers français n'auront pas été très vite renseignés :

Tous les événements et la tactique ultérieure du Conseil Général, notamment de sa délégation à la dernière Conférence du Comité anglo-russe, confirment brillamment la justesse de notre point de vue. J'estime que nous devrons déclarer dans notre résolution que nous nous plaçons sur le terrain du maintien du Comité anglo-russe, puisque, à notre avis, ce comité est devenu un facteur important dans la lutte pour l'unité du mouvement ouvrier international et que sa liquidation ou son affaiblissement ne peut profiter qu'aux ennemis de classe des ouvriers. D'autre part, nous devons aussi déclarer que l'attitude du Conseil Général et de sa délégation au Comité anglo-russe ne peut pas être considérée autrement qu'un premier grand pas, fait par le Conseil Général, pour briser le Comité anglo-russe. L'attitude du Conseil Général et de sa délégation, en refusant d'examiner la question de l'aide aux mineurs, question d'une importance immense et qui est de la compétence du Comité anglo-russe, ne peut pas être appréciée autrement. C'est pourquoi nous devons déclarer que nous sommes pour le maintien du Comité anglo-russe, d'un Comité anglo-russe qui ne serait pas qu'une enseigne de firme, une fiction, mais vraiment un organisme réel de la lutte contre l'offensive du capital. Les chefs anglais du mouvement syndical, représentés par le Conseil Général et sa délégation, ont fait à la Conférence de Paris le premier grand pas pour briser le Comité anglo-russe.

HENRI GAUCHE

Le 18 juillet dernier est mort à Elancourt le bon camarade Heuri Gauche. Venu de la bourgeoisie, Gauche aurait pu vivre une vie tranquille et exclusivement égoïste. Il en a été tout autrement. Vers 1892, époque tragique de la propagande par le fait, il n'hésita pas à fonder et à soutenir de ses deniers la *Revue Anarchiste* qui eut une douzaine de numéros environ. Poursuivi et traqué, la Belgique puis la Hollande furent pour lui terres d'exil.

Rentré en France en des temps plus calmes, il collabora notamment aux *Temps Nouveaux* où sous la signature de René Chaughi il donna pendant plus de vingt années des articles pleins de mordant et nombreux sont ceux qui furent traduits par la presse anarchiste internationale.

Certains de ses articles réunis en brochure, telle l'*Immoralité du Mariage* eurent des éditions multiples et furent traduits dans plus de dix langues. *La femme esclave*, autre brochure également, et j'en oublie.

Il collabora quelque temps au *Courrier Européen*, et l'héroïque Georges Valois rentra ses foudres lorsqu'il apprit que l'anarchiste Gauche était l'auteur de petits écrits qui lui avaient déplu.

Mais ce que l'on ne saurait trop rappeler, c'est l'inépuisable aide qu'il apporta constamment aux œuvres de propagande — journaux et autres — et toujours avec la plus complète discrétion. Vivant, il aurait absolument interdit qu'on en fît état, et c'est pourquoi il est utile de le rappeler ici. Certains numéros des *Temps Nouveaux*, notamment, ne parurent que grâce à l'aide de Gauche.

Sentant sa fin venir, il est mort courageusement, à cinquante-six ans, en penseur libre et repose dans un petit cimetière de campagne, où la pensée de ceux qui l'ont connu et aimé pourra se reporter dans les moments de défaillance. — P. DELESALLE.

A travers les Livres

Bertram Austin et Francis Lloyd. — *Le secret des hauts salaires.* (Payot édit.)

Quel est le secret de l'Amérique ? Pourquoi son industrie est-elle en train de battre sur le marché du monde l'industrie de la vieille Europe ? Comment se fait-il que tout en payant des salaires plus élevés, elle arrive à produire à meilleur marché? Telle est l'énigme que se pose avec angoisse tout industriel européen qui réfléchit, et principalement l'industriel des pays comme l'Angleterre où la décadence européenne s'accuse avec le plus de netteté.

A cette énigme deux réponses ont été fournies. Les uns, pessimistes, déclarent que si l'Amérique produit à meilleur marché tout en payant des salaires plus élevés, c'est à cause du bon marché extraordinaire de ses matières premières, bon marché qui provient lui-même des avantages naturels qu'ont les Etats-Unis pour la production de ces matières. Un ingénieur français, revenu récemment d'Amérique, M. Bréguet, calcule qu'en moyenne les matières premières ne coûtent en Amérique que les sept dixièmes de ce qu'elles coûtent en France, tandis que la main-d'œuvre coûte, elle, plus de deux fois plus qu'en France (exactement 2,3).

Les autres, les optimistes, prétendent au contraire que l'Amérique ne dispose d'aucun privilège naturel par rapport à l'Europe; sa supériorité, disent-ils, vient uniquement de sa meilleure organisation. Que les industriels français prennent modèle pour l'organisation de leurs usines sur leurs collègues d'Amérique, et tout aussitôt l'Europe se retrouvera l'égale de l'Amérique. C'est à cette seconde école qu'appartiennent les deux Anglais auteurs du livre sur « le secret des hauts salaires » dont on vient de publier la traduction française.

Ce n'est pas cet ouvrage qui renforcera la thèse que défendent ses auteurs. Toute une partie du livre n'est qu'un ramassis de puérilités; quant à l'autre, elle est simplement la réédition d'un sophisme bourgeois séculaire, le plus grossier qui soit.

Les puérilités consistent à nous détailler et à nous présenter comme des inventions américaines des principes que nul patron, pas plus d'Europe que d'Amérique, n'ignore, des principes que tout patron cherche à appliquer le plus complètement possible... depuis qu'il y a des patrons. Toute une série de chapitres sont consacrés à développer chacun de ces grands principes, qui sont, paraît-il, d'invention américaine (!) : l'avancement dans les usines doit se faire au mérite, il faut vendre beaucoup à petit bénéfice (les auteurs ignorent sans doute Boucicaut !), il faut faire la guerre au gaspillage, il faut perfectionner sans cesse la fabrication, il faut réduire les intermédiaires, et autres banalités semblables. Certes ces principes sont peut-être appliqués en Amérique sur une plus large échelle qu'en Europe, mais pourquoi le sont-ils ? quelles sont les raisons d'ordre matériel qui font qu'ils peuvent être plus complètement appliqués en Amérique qu'en Europe, c'est là qu'est le problème; or les auteurs ne s'en sont même pas aperçus.

Mais tout cela n'est que fioritures destinées à cacher le véritable objet du livre qui est d'amener les ouvriers anglais à quitter les trade-unions et à ne pas se conformer aux règlements que celles-ci ont édictés pour limiter la production. La chose est d'ailleurs habilement présentée. On commence par une objurgation ! aux patrons : ne lésinez pas sur les salaires, disent MM. Austin et Lloyd à leurs compatriotes, faites comme les Américains, donnez de gros salaires, ça vous fera des acheteurs, l'élévation du niveau de vie des ouvriers est la condition nécessaire pour que vous puissiez augmenter votre chiffre d'affaires. Conseil vraiment excellent, mais... il y a un mais. Donnez de hauts salaires, disent-ils, mais à la condition que vos ouvriers produisent beaucoup. donnez de hauts salaires, mais à condition qu'il n'y ait plus de limitation à la production de l'ouvrier par les trade-unions et que ceux-ci donnent tout ce qu'ils peuvent.

Nous connaissons l'antienne, elle n'est pas nouvelle, et pas plus que le reste, ce ne sont les Américains qui l'ont inventée. Depuis qu'il y a des patrons et des ouvriers, le patron hurle sans cesse à ses ouvriers : produisez, produisez encore, produisez davantage, doublez votre production, vous y gagnerez, car pour une production double je vous donnerai... dix pour cent de plus de salaires ! Cela d'ailleurs, bien entendu, seulement jusqu'au jour où vous aurez tellement produit et où j'aurai tellement vendu que je ne trouverai plus d'acheteurs, jour où je vous jetterai à la porte, ce qui vous permettra de vous reposer... et de crever de faim.

Ils produisaient, ces premiers ouvriers des premières usines britanniques à l'époque où il n'y avait pas encore de trade-unions, ni leurs sacrés règlements, ces ouvriers qui faisaient des 15 et 16 heures par jour presque sans un moment de repos ! Ils produisent, ces enfants des filatures de Shanghaï qui, encore maintenant, ont des journées interminables et si épuisantes qu'il faut à tout bout de champ le bâton pour les tenir éveillés ! Or, ces gros producteurs, aussi bien ceux de la vieille Angleterre que ceux de la moderne Chine ont tellement produit qu'ils n'ont jamais eu de quoi de vêtir décemment !

Vieille histoire ! messieurs les porte-parole du patronat britannique, et histoire à laquelle la classe ouvrière ne se laisse plus prendre. Le travailleur n'aura intérêt à produire davantage que le jour *où il produira pour lui.* Tant qu'il produira pour le capitaliste, il n'y a que le capitaliste qui a intérêt à ce qu'il produise davantage. *Ca canny*, va lentement, le vieux mot d'ordre des trade-unions britanniques est toujours le seul mot d'ordre qui soit conforme aux intérêts d'une classe ouvrière salariée. La raison des hauts salaires américains doit être cherchée dans une toute autre direction; celle-ci n'est d'ailleurs pas bien difficile à trouver, nous en reparlerons.

R. L.

***

Charles Schmidt : *Les Journées de Juin* 1848. (Collection *Récits d'autrefois*, Hachette, 5 fr.).

Les camarades qui ne connaissent pas le volume de l'*Histoire Socialiste* consacré par Georges Renard à la Révolution de 1848 gagneront à lire ce nouvel historique des Journées de Juin. Cet ouvrage, d'un prix très modique, donne le récit attachant de cette guerre des rues qui mit tragiquement aux prises la bourgeoisie républicaine et le prolétariat parisien, dépouillé de sa victoire de février. A l'aide d'une documentation renouvelée, précisée, ce petit livre fait voir dans le détail heure par heure, quartier par quartier, se dresser les barricades, s'armer les ouvriers, s'enfiévrer les ménagères. Pendant ce temps, les députés poltrons s'agitent et bavardent. Le gouvernement buté n'a trouvé que la comédie des ateliers nationaux pour remédier au chômage. Il n'a pas eu l'intelligence d'accorder des subsides aux industries défaillantes. Fidèle à la tradition ancrée de l'économie libérale, il n'a pas voulu organiser ce *droit au travail* auquel aspiraient, avec bien des illusions, les ouvriers de Paris.

Voilà les ateliers fermés. Le peuple gronde. La panique est dans les rangs bourgeois. Le gouvernement donne pleins pouvoirs à Cavaignac, soudard d'Afrique, sabreur de l'ordre. Cela fait, la garde nationale et la garde mobile, renforts bourgeois de l'armée régulière montent à l'assaut des quartiers populeux de l'Est (Belleville, Saint-Antoine, Panthéon). C'est la bataille pour plusieurs jours, l'horreur de la répression...

Bien loin d'être dissimulée, cette horreur nous apparaît en plein. Son souci d'objectivité n'a pas empêché l'auteur d'accorder sa sympathie aux insurgés, d'accabler les bourgeois pusillanimes et féroces.

N'oublions pas, malgré leurs erreurs, leur manque de programme, les révoltés de juin. Cette guerre improvisée, que ne guidèrent pas les chefs du mouvement ouvrier, fit surgir de beaux dévouements, des initiatives, de l'héroïsme. La Commune reste, à cet égard, par sa grandeur et ses tâtonnements, l'héritière des journées de juin, qu'elle ne doit pas faire oublier. La classe ouvrière organisée a derrière elle une bien émouvante histoire et la bourgeoisie n'a guère changé depuis 1848, sinon qu'elle est devenue plus audacieuse, qu'elle a renforcé ses cadres et rompu avec ses velléités mystiques de 1848. Une étape a été franchie depuis l'artisanat ancien, précurseur de l'industrie concentrée qui crée à son tour le prolétariat moderne.—A. Richard.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

LE CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION DE L'ENSEIGNEMENT

Ce qu'en dit Giauffret, délégué des Alpes-Maritimes

Le Congrès de la Fédération de l'Enseignement (C. G. T. U.) s'est tenu les 6, 7 et 8 août, à Grenoble, devant un grand nombre de délégués.

La *Révolution Prolétarienne* me demande de lui donner pour le 20 août mes impressions sur ce Congrès, et je reçois sa demande le 18 août, à la campagne, alors que je suis dépourvu de toutes notes. Je veux essayer pourtant de rassembler mes souvenirs pour ne pas laisser subsister le trouble parmi nos amis autour de ce Congrès.

Les comptes rendus de l'*Humanité* ont constitué un véritable sabotage; la place a été parcimonieusement mesurée, plus qu'au « Tour de France », a constaté maussadement plus d'un délégué; les titres ont souvent été tendancieux et ont monté « l'incident » en épingle : par exemple « le Congrès félicite les élus du Bloc ouvrier-paysan »; enfin les textes eux-mêmes ont souvent été un invraisemblable cafouillis; les absents ont parlé, les minoritaires ont tenu des discours majoritaires. Le Congrès en a été contrarié au point que le secrétaire fédéral parlait d'envoyer une protestation signée par tout le Bureau fédéral. Je ne sais s'il l'a fait, mais quelques jours après (le 13, je crois) paraissait un compte rendu rectifié de la dernière séance. Je ne pense pas qu'il faille incriminer Raveau, envoyé de l'*Huma* au Congrès, mais bien un maladroit tripatouilleur parisien.

En ce qui concerne l'œuvre positive du Congrès, je ne m'attacherai pas à présenter nos revendications, mais je crois devoir signaler quelques points spéciaux. D'abord l'information d'origine Syndicat national indiquant de grosses pertes aux élections aux Conseils départementaux a paru complètement erronée; nous avons maintenu nos positions et augmenté nos voix; la Fédération voit ses effectifs progresser, insuffisamment toutefois par rapport à la situation nationale. Notre Fédération pénètre parmi les professeurs; une trentaine d'entre eux assistaient au Congrès. La question de la morale s'oriente vers une étude pratique. Le manuel d'histoire va être édité, il s'efforcera de mettre avec le doigté nécessaire l'histoire de notre pays sur les bases économiques essentielles et de déceler la permanence de la lutte des classes. Bien illustré, clairement composé et écrit, il fera honneur aux camarades qui l'ont mené à bien et à notre Fédération.

La lutte des tendances a surgi à plusieurs reprises sur des questions de détail — plus ou moins malheureusement. Mais le grand débat a occupé l'après-midi du 8 août; disons tout de suite qu'il a été d'une dignité parfaite. Le nombre des orateurs avait été limité; les arguments de la minorité furent apportés par Thomas, Josette Cornec et moi-même; Thomas, très documenté, chercha du renfort de poids en citant des textes de Monmousseau et de Bonet. A ce moment Monmousseau fit parvenir au Bureau un papier déclarant qu'il interviendrait *après le vote pour ne pas influencer le débat*... Ce fut Dommanget qui répondit au nom de la majorité. Sa réponse ne manqua pas d'habileté; il plaida le point de vue juridique : rien n'interdit aux membres du Bureau confédéral d'accepter un poste dans un parti politique ou dans les coopératives; il prétendit que la minorité voulait gêner la liberté d'opinion des communistes. Son argumentation de social-démocrate fut très applaudie par les communistes. Il nous reste à souhaiter qu'au jour de la révolution, les partisans de la plus étroite dictature du prolétariat nous laissent aussi cette chère liberté d'opinion.

Quand les orateurs inscrits pour la minorité eurent apporté les arguments que l'on devine, Monmousseau répondit *avant le vote*. Et nous eûmes trop le respect de la liberté de se déjuger pour nous permettre la moindre protestation. Il fonça comme il sied, il répondit abondamment aux critiques que nous n'avions pas apportées, réclama le droit de changer pourvu que ce soit *en avant*... L'instant dramatique de son intervention fut celui où répondant à Thomas qui lui avait reproché l'introduction non autorisée de « dictature du prolétariat » dans le préambule des statuts de la C. G. T. U., il prétendit que cette formule y était depuis Saint-Etienne; pour preuve, il brandit une *Vie syndicale* de... décembre 1925. Thomas le démentit avec véhémence; Monmousseau encaissa, promit de vérifier une fois rentré à Paris et de faire connaître le résultat de ses vérifications...

Sur la direction unique, reprenant l'argument de Dommanget, il réclama son droit, à titre personnel, d'être au Bureau politique du P. C. comme Racamond avait celui d'être dans les coopératives. Il n'avait donc pas à consulter les syndicats pour demander s'ils admettaient la direction unique... La majorité l'approuva fort, sans penser qu'elle autorise pour l'avenir les initiatives les plus dangereuses, à titre personnel.

Après quoi, nous n'eûmes plus — ayant tous parlé avant — qu'à nous taire; même le droit de poser une question à Monmousseau ne nous fut pas accordé. Cornec présenta la motion de la minorité organisée; c'était, rectifié, l'ordre du jour de l'Indre, publié dans la *R. P.* de juillet; par la suite la minorité se rallia à l'ordre du jour Cher-Doubs, reconnaissant le droit aux membres du Bureau confédéral de militer dans les organisations politiques mais regrettant qu'ils eussent usé d'un droit aussi néfaste au syndicalisme... (Je n'ai pas le texte sous les yeux en écrivant.) 49 voix se comptèrent sur ce texte, 116 sur celui de Dommanget, publié par l'*Huma*.

Encore une remarque sur ces questions de tendances. Les représentants de la minorité furent ceux de syndicats puissants, groupant jusqu'à un quart des effectifs syndicables dans le département. Chaque fois que nous fîmes une allusion aux désirs de nos adhérents, à leur volonté, nous sentîmes une sorte d'incrédulité (les masses, c'est *vous* qui les découragez) ou une sorte de mépris (faut-il tellement se préoccuper des suiveurs ? — est-il nécessaire d'être tellement nombreux ?); en présence de cet état d'esprit, que signifient ces étiquettes de syndicalisme de masse dont on parle sans cesse, que Monmousseau lui-même agitait au meeting ? Il faudrait tout de même savoir si l'on

est *pour* ou *contre*, et si l'on est *pour*, adopter les plates-formes qui permettront le rassemblement des forces ouvrières.

Le Congrès avait été précédé de réunions particulières : l'une d'entre elles rassembla les éléments de la *minorité*, l'autre les *membres du P. C.;* cette dernière était annoncée par plusieurs placards : « Les membres du P. C. se réuniront à..., etc. »; si nous savons lire il ne s'agissait donc pas d'une tendance syndicaliste, mais bien d'une tendance politique qui se réunissait en vue de préparer le Congrès. A cette réunion, il fut décidé que le Bureau fédéral serait confié à la région parisienne et le secrétariat fédéral à Dommanget; il semble même qu'avant cette réunion la chose était *déjà décidée* puisque la région parisienne prévenue avait amené de nombreux militants pour pouvoir répartir les fonctions. Déjà décidée, PAR QUI ? C'est une question bien intéressante que nous n'avons pas eu la présence d'esprit de poser.

On aurait pu croire, après le rapport moral, que la majorité voudrait un secrétaire permanent et appointé; la minorité s'apprêtait à combattre cette proposition, mais nul ne la soutint sérieusement et Dommanget déclara très nettement qu'il n'accepterait pas d'être permanent au cours de son mandat. Cette déclaration permit l'unanimité dans le choix du bureau. Minute émouvante. La minorité a fait crédit à la loyauté et à la volonté de labeur de Dommanget pour lui donner la force d'agir, témoignant ainsi que malgré les divergences idéologiques, elle était prête à l'action. — B. GIAUFFRET.

***

Ce qu'en dit Thomas, délégué de l'Indre

A ma connaissance, l'*Humanité* est le seul journal parisien qui n'ait pas gardé le silence sur le Congrès tenu à Grenoble les 6, 7 et 8 août, par la Fédération de l'Enseignement. Raveau, son envoyé spécial, a donné des diverses séances un compte rendu détaillé, mais il l'a fait à la manière des orthodoxes, c'est-à-dire d'une façon très tendancieuse. A l'en croire, la majorité communiste sort renforcée de nos dernières assises fédérales; à plusieurs reprises elle a infligé à la minorité des défaites cuisantes.

Certes, la minorité est restée minorité. Mais elle a fait un si sérieux bond en avant que tous les espoirs lui sont permis. Alors qu'elle n'avait obtenu que vingt-deux voix et demie à Paris, l'an dernier, elle a réuni, sur la motion d'orientation Doubs-Cher qu'elle avait adoptée, quarante-neuf voix contre cent seize voix majoritaires et sept abstentions. Au lieu de deux sièges qu'elle avait au Conseil fédéral, elle en aura désormais trois.

La majorité reste encore puissante, mais elle a reçu un rude coup. Qu'elle remporte encore une ou deux victoires comme celle qui a enthousiasmé Raveau, et la direction de la Fédération lui échappera pour toujours.

***

Qu'est-ce qui divise la Fédération de l'Enseignement en deux fractions dressées résolument l'une contre l'autre ? Est-ce une divergence de vues sur les questions purement fédérales ? Pas le moins du monde. L'action corporative et l'action pédagogique du Bureau fédéral sortant ont été approuvées dans leur ensemble par l'unanimité du Congrès. En cours d'année d'ailleurs, tous les militants, de quelque idéologie qu'ils se réclament, ont apporté à la Fédération leur plus entier appui. Tous se sont trouvés d'accord, en particulier pour combattre l'enseignement chauvin, défendre la liberté d'opinion et lutter pour de meilleurs traitements.

A Grenoble, ce n'est donc pas la gestion du Bureau fédéral qui a été en cause. Les militants de la minorité n'ont fait aucun procès de personnes. Ils se sont tenus sur le terrain des principes et c'est en qualité de syndicalistes révolutionnaires attachant une importance primordiale à l'indépendance absolue du mouvement ouvrier vis-à-vis des partis politiques et des sectes philosophiques qu'ils ont attaqué la majorité confédérale et ont essayé d'en détacher la majorité de la Fédération de l'Enseignement. Ils ont montré, avec textes à l'appui, que les dirigeants de la C. G. T. U. avaient évolué rapidement du syndicalisme révolutionnaire jaloux de son autonomie à un syndicalisme de secte dont les manifestations ont ému jusqu'à des membres du Parti communiste lui-même. Ils ont protesté avec la plus grande énergie contre la direction unique, les Comités d'action permanents, la centralisation excessive que comporte la nouvelle structure de la C. G. T. U. et l'insertion dans les statuts de la formule : dictature du prolétariat, empruntée au Parti communiste. Et, à leurs adversaires de tendances, ils ont dit : « Vous avez jusqu'ici suivi docilement les dirigeants confédéraux; les laisserez-vous, sans rien dire, continuer plus longtemps leur œuvre de division ? Tolérerez-vous que, par leur attitude de partisans, ils rendent de plus en plus impossible la reconstitution de l'unité qu'en paroles ils prétendent vouloir réaliser ? »

La majorité avait son siège fait. Sûre du succès, elle ne fit intervenir qu'un de ses leaders, le camarade Dommanget, et s'en rapporta à l'organe sonore de Monmousseau pour vaincre les dernières hésitations. Malgré la faiblesse des explications du grand homme de la direction unique, elle estima que les membres du Bureau confédéral n'avaient porté aucune atteinte à l'autonomie du syndicalisme en entrant dans le Bureau politique du Parti communiste et leur maintint sa confiance.

***

Une question très nette a été posée à Monmousseau. « Dans le numéro d'octobre-novembre-décembre 1925 de la *Vie syndicale*, ai-je fait remarquer, le Bureau confédéral a publié les statuts « adoptés par le Congrès constitutif de Saint-Etienne (juin 1922) et modifiés par le Congrès de Paris (août 1925) ». En vertu de quelle décision a-t-il inséré dans le préambule : dictature du prolétariat ? »

Moumousseau affirma devant tous les congressistes que cette formule avait été acceptée à Saint-Etienne. Devant le démenti formel que je lui opposai, il s'engagea à faire opérer la rectification nécessaire aussitôt que, de retour à Paris, il aurait compulsé le compte rendu sténographique du Congrès de juin 1922. « Si, involontairement, nous avons commis une forfaiture, ajouta-t-il, nous le proclamerons. »

Monmousseau a pris connaissance des résolutions de Saint-Etienne. Il sait maintenant que le membre de phrase : abolition de l'Etat, proposé par le Bureau provisoire de 1922, n'a pas été remplacé par les mots : dictature du prolétariat. Il sait de même que le Congrès de 1925 n'a modifié les statuts que sur deux points : rééligibilité des fonctionnaires et représentation dans les Congrès.

Pourtant, dans la *Vie Ouvrière* du 13 août, il ne veut pas avouer le coup de force du Bureau confédéral. Il embrouille à plaisir une question très simple. L'adhésion à l'I. S. R. votée à Saint-Etienne et confirmée à Bourges n'a rien à voir avec la rédaction des statuts. Les syndicats n'ont jamais été appelés à se prononcer sur l'introduction dans le préambule des statuts des mots : dictature du prolétariat, ni à Saint-Etienne, ni à Bourges, ni à Paris. Voilà un fait incontestable. Aussi, je pose à nouveau ma question : « En vertu de quel droit les membres du Bureau confédéral se permettent-ils de corriger les textes arrêtés par les Congrès de Saint-Etienne et de Paris ? » Monmousseau doit une réponse précise; nous ne tolérerons pas qu'il se dérobe par des pantalonnades.

***

Que va faire maintenant la minorité de notre Fédération ? Comme ses militants l'ont déclaré en votant pour le nouveau secrétaire fédéral, elle ne s'avoue pas vaincue à jamais. Elle ne renonce à aucune de ses conceptions et est fermement résolue à lutter avec une énergie accrue pour les faire prévaloir. Elle va donc redoubler d'efforts dans sa propagande. Son bulletin, *L'Action syndicaliste*, qui a fait déjà de la bonne besogne, va être diffusé davantage dans les syndicats. Actuellement beaucoup de syndiqués ne sont guère touchés que par l'*Ecole Emancipée* et les bulletins majoritaires. Lorsqu'ils connaîtront mieux nos thèses, ils ne suivront peut-être plus aveuglément les militants qui se sont laissés entraîner dans un courant dangereux pour l'avenir du syndicalisme français. — G. THOMAS.

AU PASSIF DE LA "DIRECTION UNIQUE"

La grève générale déclanchée le 9 août par les unitaires du sous-sol fut-elle vraiment générale, comme l'a prétendu l'*Humanité ?* Ou fut-elle complètement ratée comme l'a dit le *Peuple ?* Ces deux avis participent du bourrage de crânes en honneur dans les deux camps.

Bourrage de crânes, le sous-titre de l'*Humanité* du 10 annonçant 70 % de chômeurs dans le Pas-de-Calais ! D'une imprécision plus modeste, la Fédération unitaire annonce dans un rapport officiel un pourcentage de chômeurs pour ce bassin allant de 10 à 80 % (?) Le pourcentage des autres bassins est ainsi évalué dans le même rapport :

Moselle : 50 à 70 %.
Loire : 95 %.
Gard : 95 %.
Anzin : 33 %.
Nord : 50 % (pour ce dernier bassin, l' « Humanité » avait également annoncé le 10 août, 70 %).

Avec la réalité, ces pourcentages officiels présentent des différences sensibles. Voici ce que nous a écrit un camarade bien renseigné sur les choses du Nord :

« La grève de 24 heures des mineurs n'a donné que ce qu'elle pouvait donner en raison des circonstances qui ont présidé à son avortement.

« Néanmoins, malgré le honteux marché conclu entre les dirigeants réformistes et les délégués patronaux, la grève fut loin d'être un échec en ce qui concerne particulièrement la région de Douai où le pourcentage des chômeurs ne fut pas inférieur à 50 %, pour Anzin 25 % et pour le Pas-de-Calais 12 %. »

Pour la Loire, nous avons reçu les renseignements suivants :

« Il y eut pour Saint-Etienne proprement dit 75 % de chômeurs : en ce qui concerne les centres environnants, le nombre des chômeurs fut loin d'atteindre ce pourcentage : Terrenoire, 85 %; Grand-Croix, 65 %; à la Ricamarie, un tiers de chômeurs ainsi qu'à Villars; dans les autres centres, Firminy, Roche-la-Molière, La Talaudière, Saint-Chamond, le travail fut normal.

« Pour résumer, on peut dire que la grève fut un échec, même pour notre bassin de la Loire, où les mineurs suivent encore assez les mouvements de ce genre et où la grève se déroula sans enthousiasme; heureusement qu'elle fut déclanchée un lundi ! »

Ajoutons, de l'aveu même des dirigeants fédéraux, que l'Allier, le Tarn, la Nièvre, la Saône-et-Loire n'ont pas bougé ou très peu.

***

La Fédération unitaire du sous-sol n'est, du reste, pas aussi contente qu'on pourrait le croire. Confidentiellement, elle incrimine bien du monde. C'est que tout n'a pas marché au mieux dans le plus beau des mouvements. On a constaté une mauvaise liaison des organismes régionaux (C.G.T.U. et P.C.) avec les mineurs. Les Unions locales et les rayons avaient une liaison bien meilleure. Voilà qui confirme notre critique des Unions régionales de la C. G. T. U., véritablement trop loin du lieu du travail. Quant à la région communiste du Nord, elle n'a trouvé rien de mieux que de réunir son Comité la veille du mouvement, immobilisant à Lille des militants ouvriers, qui eussent été d'une grande utilité dans les centres miniers.

De l'avis de la Fédération, les attaques de l'*Humanité* contre Cook étaient « déplacées », l'article du sous-Cachin Péri était décourageant, enfin la rédaction du journal communiste a saboté les articles des dirigeants fédéraux.

Le bureau international de la C. G. T. U. en prend pour son grade pour n'avoir pas obtenu plus tôt des éclaircissements sur l'attitude des dirigeants des mineurs anglais relativement à une grève de solidarité éventuelle. La manœuvre réformiste sur ce point a, paraît-il, très bien réussi.

L'objectif du mouvement était des plus louables, quoiqu'on pouvait se demander si la grève était susceptible d'apporter une aide effective aux mineurs anglais. Mais la préparation fut-elle de nature à déterminer le succès ?

Nous devons enregistrer que la grève ne fut pas décidée par la Fédération unitaire toute seule. Dans son rapport, il est dit : « *Nous sommes restés fidèles aux décisions des Congrès antérieurs lorsque nous avons consulté avant de lancer le mouvement, les organismes centraux des organisations révolutionnaires.* » Quels organismes centraux de quelles organisations révolutionnaires ? Le Bureau de la C.G.T.U., sans doute, et le Bureau politique du Parti communiste également.

Il s'est donc agi d'un mouvement placé sous la « direction unique » des syndicats unitaires et du Parti communiste. Plus loin, la Fédération indique : « Dès le 27, nous nous sommes adressés à la C. G. T. U. et au P. C. afin que ces organisations donnent des instructions à leurs organisations régionales. » Liaison dans la décision du mouvement et aussi liaison dans sa préparation. Cela pouvait-il inspirer confiance à tous les ouvriers mineurs ?

On peut conclure que cette grève du 9 août — qui ne fut ni un échec complet, ni un succès — est à inscrire, après celle du 12 octobre, au passif de la « direction unique ». Faudra-t-il encore beaucoup d'expériences de ce genre pour que les militants commencent à voir clair ? — M. Ch.

GROUPE D'ÉTUDES ET D'ACTION SYNDICALES DES MÉTALLURGISTES DE LA RÉGION PARISIENNE

Le mercredi 29 septembre, Maison des Syndiqués du XIIIe. Causerie par le camarade BRUNET sur les primes à la Production, le sursalaire familial, etc.

Invitation cordiale à tous.

Les Préparatifs de combat des industriels de la Métallurgie parisienne

Le Groupe des Industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la région parisienne (dont la réputation de combativité n'est plus à faire) est en train de prendre les mesures nécessaires pour parer aux difficultés qui s'annoncent avec la crise économique.

Voici un extrait d'une de ses toutes dernières circulaires :

« *Le Comité des Experts n'a pas caché les conséquences inévitables de la stabilisation du franc. Il nous faut éviter que des mesures imprudentes ne viennent aggraver, lorsque les prix intérieurs se rapprochent de l'étiage des prix mondiaux, les problèmes que posera, au point de vue des salaires, la diminution de l'activité industrielle.* »

Conformément à ce que nous a fait voir Louzon dans ses différents articles, les patrons disent clairement que les caractéristiques de la crise seront : augmentation du coût de la vie et chômage.

L'augmentation du coût de la vie incite les ouvriers à faire relever leurs salaires, et pour se prémunir contre ces demandes d'augmentation, le groupe patronal veut renforcer la discipline syndicale de ses membres, en substituant le plus possible ses directives à l'appréciation individuelle.

En ce qui concerne les salaires, le groupe patronal veut éviter à tout prix un relèvement général correspondant à l'augmentation du coût de la vie. En cas de difficultés graves, il est recommandé « de procéder aux augmentations qui sembleraient justifiées, sous forme de *réajustements individuels ou par groupe d'ouvriers en ayant soin d'éviter toute mesure de relèvement général* » (1).

Il est un principe que les patrons ont maintes et maintes fois affirmé, c'est que les salaires n'ont pas à suivre la hausse du coût de la vie, mais qu'ils sont subordonnés à la situation de l'industrie. Ce n'est pas seulement en vertu de ce principe que les industriels de la métallurgie veulent éviter tout relèvement général des salaires, c'est aussi en vertu du vieil adage : diviser pour régner.

D'autres mesures sont encore recommandées par le groupement patronal, dans le même but :

« *Notre Conseil d'administration — ainsi s'exprime la circulaire déjà citée — à l'unanimité, et après une étude très serrée de la question, a tenu à vous conseiller de la façon la plus pressante, de suivre l'initiative heureuse d'un certain nombre de vos confrères, qui ont obtenu, par l'adoption du régime des* primes d'ancienneté, *une plus grande stabilité de leur personnel. Vous trouverez sous ce pli une étude succincte se rapportant à cette question.* »

La question des primes d'ancienneté n'est pas une nouveauté. Nous la trouvons, d'après la lettre de Richemond à Durafour, à l'origine du conflit Renault. A l'usine De Dion, ce système est appliqué; un de nos camarades, un de ces nombreux « syndicalistes amateurs », tenta de poser la question au dernier Congrès de la Métallurgie parisienne : sa voix fut malheureusement noyée dans le flot des discours des « professionnels ».

(1) Souligné dans le texte.

Ce qui est nouveau et important, c'est l'intention d'étendre, de généraliser ce système. L'enquête à laquelle le groupe patronal s'est livré porte déjà sur un groupe d'usines employant 65.000 ouvriers.

La prime d'ancienneté est payée soit au moyen de primes horaires, de primes mensuelles, ou encore du pourcentage d'augmentation. Les primes horaires sont généralement accordées après six mois de présence : elles vont de 0 fr. 10 à 0 fr. 50, mais ce dernier taux ne peut être atteint qu'après dix ans de présence.

Un correctif existe pour certaines catégories instables : dans certains cas la prime peut commencer à jouer dès trois mois de présence.

Les primes mensuelles jouent, elles aussi, à partir de six mois de présence : elles débutent à 20 francs et montent à 100 francs après dix ans. Le pourcentage d'augmentation donne, lui, 2 % après six mois, et atteint 10 % au bout de dix ans.

L'enquête révèle que des primes de régularité, de valeur professionnelle s'ajoutent aux primes d'ancienneté, et se combinent quelquefois avec elles.

Bien entendu, toutes ces primes sont distinctes des allocations familiales, des primes au rendement, à la production, ces dernières n'étant que des variétés du travail aux pièces. Si les primes au rendement, à la production ont pour but d'avilir les salaires, les primes dites d'allocations familiales et les primes d'ancienneté ont pour raison d'être la nécessité pour les industriels de diviser leur personnel, d'étouffer tout essai de résistance d'ensemble.

Les allocations familiales divisent les ouvriers en deux catégories. Elles permettent au patronat d'imposer aux ouvriers chargés de famille de véritables « amendes pour faits de grève ». A l'usine Renault le chômage du 1er Mai en entraîne la suppression pour un mois.

Nous retrouvons ces dispositions draconiennes dans la circulaire du groupement patronal, où sous la rubrique : grève, il est dit : « La grève fait perdre tout droit à l'ancienneté. »

Un autre but est poursuivi par les industriels. Au seuil de la crise de chômage, il est de toute nécessité pour eux de garder à l'usine, par le jeu de ces primes, un noyau d'ouvriers, capable de maintenir une certaine production, noyau privilégié, peu soucieux de lutter en commun avec les chômeurs.

***

Tels sont les préparatifs de combat des industriels de la métallurgie parisienne. Ils revêtent un net caractère de classe, prévoyant les grands combats de classes que la crise provoquera.

Que font, en face de cela, les syndicats ouvriers, confédéré, unitaire et autonome ? Le Syndicat unitaire vient de décider un nouveau Congrès d'usines. Souhaitons qu'il ne reprenne pas que le nom d'une tactique qui, sans le sabotage qu'elle a subi, aurait permis, pendant la période favorable, de conquérir de sérieux avantages.

La période dans laquelle nous entrons sera dure. Le chômage favorisera les industriels. Les ouvriers métallurgistes de la région parisienne doivent au plus vite réaliser l'union de leurs forces pour la lutte qui s'annonce. Notre Groupe d'études et d'action syndicales y travaillera de toutes ses forces, et par-dessus l'intérêt général, l'intérêt de parti, l'intérêt de secte, il placera l'intérêt de classe, seul susceptible d'unir le prolétariat.

V. Delagarde.

NOTES ÉCONOMIQUES

Du défaitisme au chauvinisme.

De l'annulation des dettes de guerre à l'annulation des dettes " interalliées ".

A l'époque, déjà lointaine, où le Parti communiste russe, alors en pleine vigueur révolutionnaire réalisait le tour de force d'imposer au Parti français une attitude quelque peu révolutionnaire, le Parti communiste français avait pris comme mot d'ordre : annulation des dettes de guerre. Et certes, ce mot d'ordre, dans la bouche d'hommes appartenant à un peuple « vainqueur », avait une signification révolutionnaire. Si pour les Allemands, qui avaient *à payer*, ce n'était pas un mot d'ordre révolutionnaire, — pour les Français, qui avaient *à recevoir*, c'en était un. Il attestait la séparation complète d'intérêts qui existe entre la classe ouvrière et sa bourgeoisie nationale, l'insolidarité absolue des deux classes.

Mais c'était là sans doute mot d'ordre de « droite », car, depuis lors, on l'a remisé au magasin des accessoires et on y a substitué un mot d'ordre emprunté aux chauvins et aux nationalistes français : Annulation des dettes *interalliées*. Annulation des dettes interalliées, c'est-à-dire annulation non plus des dettes dues à la France, mais des dettes dues *par* la France. Dans son grand manifeste-affiche de fin juillet (voir l'*Humanité*, 26 juillet, 6e page) le Comité central du Parti communiste a renié les principes les plus élémentaires de l'internationalisme, en réclamant en toutes lettres l' « annulation des dettes interalliées », sans dire un seul mot de l'annulation de la dette imposée à l'Allemagne, ensuite du traité de Versailles, par le plan Dawes.

Et il ne saurait s'agir là d'un oubli. L'*Humanité* n'a pas en effet cessé depuis lors, un seul jour, sa campagne en faveur de l'annulation des dettes *interalliées*, en même temps qu'elle continuait à faire rigoureusement le silence sur l'annulation de la dette allemande. Cachin s'est une fois de plus déshonoré en faisant le compte des journées de travail que représentent les annuités réclamées par les Anglo-Saxons (*Humanité* du 18 août, article de tête) sans mettre en regard le nombre des journées de travail que les travailleurs allemands doivent faire pour satisfaire aux paiements que réclame la France. Or ce dernier nombre, disons-le et crions-le bien haut, puisque, étroitement unis dans un silence complice, bourgeois et communo-patriotes français ont soin de le taire, est *de beaucoup supérieur au premier*, La France doit recevoir de l'Allemagne *à peu près le double* de ce que les conventions Bérenger-Caillaux imposent comme versement total de la France à l'Angleterre et à l'Amérique (tout compris, dette politique et dette commerciale, dette aux Etats comme dette à la Banque d'Angleterre, etc...). Ainsi, par exemple, au cours des quatre prochaines années, la France aurait, d'après ces accords, à verser 98 millions de dollars en 1927, 117 millions en 1928, 155 en 1919, 114 en 1930, alors que la France doit recevoir de l'Allemagne chaque année 280 millions de dollars au minimum ! On comprend dès lors pourquoi Cachin, l'*Humanité*, le Comité central du P. C., prennent tellement soin de ne plus parler de l'annulation des dettes de guerre, dettes des vaincus et dettes entre alliés : cette annulation porterait préjudice à leurs nouveaux alliés, les bourgeois nationalistes, qui ont plus à recevoir des Allemands qu'à verser aux Anglo-Saxons.

Oui, Cachin, les paiements réclamés au capitalisme français par le capitalisme anglo-saxon représentent peut-être, en effet, 320.000 journées de travail par an, mais alors les paiements que le capitalisme français réclame à l'Allemagne représentent, eux, 500.000 journées de travail, au moins. Si vous réclamez la suppression des premiers en faisant le silence sur les seconds, si vous hurlez contre l'éventualité de tels paiements, alors que vous laissez dans l'ombre les 100.000 tonnes de charbon par exemple que l'Allemagne livre *gratuitement*, dès maintenant, chaque semaine, à la France,— faites donc un jour le compte du nombre de journées de travail que cela, à soi seul, représente, — vous vous ravalez au rang des « patriotes » les plus vils, ceux qui veulent toujours prendre et ne jamais payer.

Le devoir internationaliste, il faut que ce soit un bourgeois qui vous le montre. « Que la France fasse un bloc de ce qu'elle a à payer et de ce qu'elle a à recevoir », a dit le sénateur Borah en réponse à Clemenceau. Parole fort juste, seule acceptable pour ceux qui n'aveugle pas la passion patriotique. Les dettes interalliées et les dettes de guerre forment un bloc. On ne peut les séparer les unes des autres que par un acte d'arbitraire. Si nous réclamons l'annulation des dettes de la France envers les Anglo-Saxons il nous faut réclamer également, et bien plus fort, l'annulation des dettes de l'Allemagne envers la France. De véritables internationalistes doivent répondre aux bourgeois français : vous ne voulez pas payer aux Anglais et aux Américains ce que vous vous êtes engagés librement à leur payer, eh bien ! nous acceptons de vous soutenir en cette occasion, mais à une condition, à une condition expresse, c'est que vous cessiez de réclamer aux Allemands ce que vous leur avez imposé par la force de s'engager à payer ; si vous n'acceptez pas cette condition, alors nous vous obligerons à payer les Anglo-Saxons jusqu'au dernier sou ! Toute autre politique n'est qu'une politique de patriotes.

L'*Humanité* prétend qu'avec sa nouvelle « formule » elle « mord » sur de nouvelles couches de travailleurs. C'est possible, car elle reprend une tradition, hélas ! bien française, mais qu'on croyait définitivement disparue, celle de Rochefort : tout le révolutionnarisme consiste à engueuler les dirigeants... parce qu'ils ne sont pas assez patriotes. Ce n'était vraiment pas la peine d'avoir combattu les mangeurs de « Boches », pour faire maintenant chorus avec les mangeurs, d'Anglo-Saxons.

Nouvel exemple d'incompatibilité entre la domination de l'Église et le développement du capitalisme.

La lutte engagée au Mexique contre l'Eglise prend tout son intérêt lorsqu'on la rapproche de ce que signalent toutes les correspondances qui viennent de là-bas : l'énorme développement qui y a été pris durant ces tout derniers temps par le capitalisme industriel indigène. La simultanéité des deux faits montre une fois de plus que la lutte du capitalisme à ses débuts contre la domination de l'Eglise n'est pas un phénomène particulier à l'Europe ou aux anciens temps, mais un phénomène absolument général, indépendant des pays et des époques. Le capitalisme ne peut en effet, se développer qu'à la condition d'être maître du pouvoir et pour cela il lui faut renverser la puissance qui avant lui, exerce le pouvoir : l'Eglise. Avant l'avènement de la bourgeoisie c'est l'Eglise qui règle les rapports sociaux, et qui les règle sur une base éminemment conservatrice, limitant le plus possible l'activité et les droits des individus. Le capitalisme, lui, qui est tout au contraire l'individualisme déchaîné, qui entend que l'individu soit lâché dans la vie avec le minimum de contrainte, à la fois sans frein et sans protection, avec comme unique mot d'ordre : enrichis-toi, la victoire au plus fort — a besoin de régler les rapports sociaux d'une tout autre manière. D'où, dans nos pays, la grande lutte de la Réforme au XVIe siècle, qui suivit immédiatement les premières découvertes qui allaient donner naissance à l'industrie et au capitalisme modernes, et qui renverse en Occident — et pas seulement dens les pays officiellement gagnés au protestantisme — la domination jusqu'alors incontestée de l'Eglise catholique. Puis ce seront des luttes plus restreintes, que chaque pays aura successivement à conduire pour débusquer l'Eglise des positions dominantes qu'elle y a encore, chaque fois que la bourgeoisie de ce pays accomplira un nouveau pas sur la voie de l'industrialisation et du capitalisme : les luttes de la Révolution française contre le clergé, la réunion de Rome à la Couronne d'Italie, le kulturkampf allemand, etc.

Tant qu'il n'y eut au Mexique qu'un capitalisme

surajouté, un capitalisme purement étranger, formé presque exclusivement par les possesseurs, plus féodaux que capitalistes et étrangers pour la plupart, de ces immenses domaines agricoles de cent mille hectares et plus qui étaient alors la règle, et par les Sociétés de mines, toutes étrangères, la domination de l'Eglise sur le pays ne gênait pas le capitalisme qui, en tant qu'étranger, n'y était point soumis; au contraire, par les entraves qu'elle apportait à la constitution d'un capitalisme indigène, elle préservait le capitalisme étranger d'un concurrent. Mais aujourd'hui qu'une série de révolutions nationales ont au Mexique créé des conditions qui permettent à une bourgeoisie indigène, commerçante, industrielle, paysanne, de naître et se développer, elle ne peut pas s'accommoder d'être soumise à l'Eglise, d'où le mouvement actuel. Comme dans les anciens mouvements similaires d'Europe, ce mouvement anticlérical, bien que bourgeois par son origine et par son but, est soutenu par la classe ouvrière, qui ne peut en effet se développer qu'à la condition que le capitalisme lui-même se développe.

De même également qu'en Europe, quand l'Eglise au Mexique aura été vaincue par la bourgeoisie, elle ne disparaîtra sans doute pas, mais elle se mettra au service de son vainqueur. Elle pourra alors sembler aussi florissante qu'auparavant; cependant sa condition sera profondément modifiée : de maîtresse, elle sera devenue servante, elle ne sera plus, comme ici, que la domestique du Capital.

Le dernier quart d'heure.

Les mineurs britanniques ont faim, les mineurs britanniques sont réduits, eux, leurs femmes et leurs enfants, à la détresse, mais de l'autre côté de la barricade aussi on est sérieusement touché. Qui tiendra le dernier quart d'heure ?

Voici la situation chez l'ennemi :

Sur 147 hauts fourneaux, qui étaient à feu en Grande-Bretagne, à la veille de la grève, il n'y en avait plus que 23 en marche à la fin de mai, 11 à la fin de juin, 8 à la fin de juillet. La production de fonte a été en juillet de 17.900 tonnes au lieu de 539.000 en avril; celle d'acier de 32.000 tonnes au lieu de 661.000.

Les recettes des chemins de fer furent entre le 24 juillet et le 4 août de 66 0 /0 inférieures à ce qu'elles avaient été l'an dernier durant le même temps;

Les importations de juillet furent de 1 million 1 /2 de livres supérieures à celles de juillet 1925, tandis que les exportations étaient au contraire inférieures de 9 millions 1 /2 de livres.

L'arrêt de l'industrie britannique eût été encore plus complet s'il n'y avait eu des arrivages de charbon de l'étranger dont le montant, hélas ! *augmente chaque mois :* la France qui n'avait envoyé en Angleterre que 19.500 tonnes en juin en a expédié 53.000 en juillet; la Belgique qui en avait expédié 6.695 tonnes en mai en a envoyé 85.560 tonnes en juin, la Pologne en a expédié 416.000 tonnes de plus en juillet qu'en juin (1).

La dureté du coup qui est porté à l'industrie britannique par la grève des mineurs explique que dès le début de la grève, Lloyd George, l'homme des industriels, ait pressé le Gouvernement d'intervenir, mais le Gouvernement n'était guère pressé, lui, car il est avant tout le Gouvernement des banquiers, le représentant de la haute banque londonienne dont les affaires éminemment internationales ne souffrent guère de la grève. Depuis longtemps même elles n'avaient été aussi brillantes : il a été émis plus de titres en juillet dernier sur le marché anglais qu'il n'en avait jamais été émis en juillet, depuis 1920 : 26 millions et demi de livres, 6 millions de plus qu'en juillet 1925. Mais un pays ne vit pas de finances. Les commissions sur placement de titres ne suffisent pas pour vivre : il faut produire; et la Grande-Bretagne ne produit plus. D'ailleurs la finance elle-même semble commencer à être touchée : la livre sterling dont la parité avec le dollar est nécessaire au bon fonctionnement de la banque londonienne a baissé en effet à New-York dans les derniers jours de juillet.

(1) Pour les deux principaux fournisseurs, l'Allemagne et les États-Unis, je ne possède pas les chiffres.

Si les mineurs britanniques reçoivent enfin une aide sérieuse de l'extérieur, ce ne peut être qu'eux qui tiendront le dernier quart d'heure.

CHRONIQUE DES MONOPOLES

Le monopole dans le Lancashire.

Le textile, première des grandes industries capitalistes, qui a connu les plus beaux jours de sa puissance à l'époque de la libre concurrence, est naturellement l'industrie où le régime du monopole est le plus en retard. Ce dernier vient cependant d'y accomplir le mois dernier un pas décisif. Le grand centre du textile mondial, le cœur de l'industrie textile, la filature de coton du Lancashire (région de Manchester) vient de se constituer en cartel

Depuis longtemps les filateurs du Lancashire avaient formé une association qui décidait le nombre d'heures pendant lesquelles les usines devaient travailler chaque semaine; les quantités produites se trouvaient ainsi indirectement réglées. Mais à cela se bornaient les pouvoirs de l'Association, où chacun des fabricants restait libre de sa vente et de ses prix. Cette situation a pris fin : désormais l'association fixera les prix, et les adhérents devront obligatoirement vendre à ces prix Fixation donc des quantités produites, et fixation des prix : c'est un cartel complet. Le monopole s'installe par là dans la forteresse de la libre concurrence.

A industrie moderne, régime moderne.

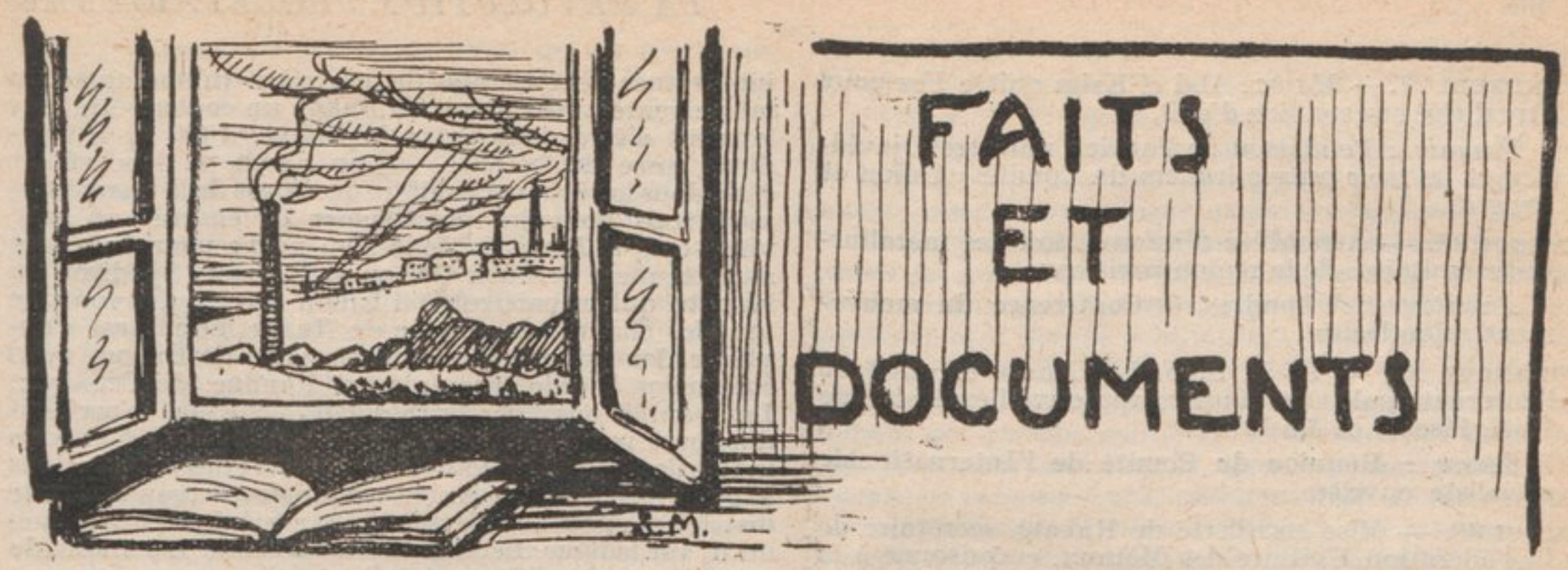
A propos du textile, il est bon de remarquer que si jusqu'en ces derniers temps le monopole y était rare, il faut faire exception pour les branches textiles de création récente qui furent au contraire dès leur naissance fortement centralisées. Ainsi la soie artificielle (1), dont toutes les grandes usines de France, d'Angleterre, de Belgique, de Suisse, d'Amérique, du Japon, etc., toutes, quel que soit le procédé de fabrication qu'elles emploient, et quelque nom qu'elles portent (Dupont, Viscose, Bemberg en Amérique, Courtaulds, British Celanese en Angleterre, Asahi au Japon, Viscose suisse, Tubize belge, Soie de Calais, Soieries de Strasbourg, Vis-cose en France, etc.) appartiennent à un même groupe qui est sous la dépendance du trust allemand des matières colorantes. Un seul producteur important, la Snia Viscosa, société italienne, était jusqu'en ces derniers temps en dehors du groupe, mais il est question qu'elle y adhère. Cette trustification est d'autant plus remarquable qu'il s'agit d'une industrie encore relativement peu fixée au point de vue technique, où de nouveaux procédés de fabrication (célanèse) ont été encore inventés ces tout derniers temps, et sont encore à prévoir, ce qui semblerait exclure la possibilité du monopole. Mais c'est une industrie moderne, et la loi moderne est la loi de monopole.

A noter que si, ainsi qu'il est probable, le trust américain du pétrole, la Standard Oil, est parvenu au cours de cet été à s'emparer par des manœuvres de Bourse de la majorité des actions du trust allemand des matières colorantes, il se sera par cela même emparé de l'industrie de la soie artificielle, le seul domaine où le capital européen était parvenu à s'installer en Amérique.

Un cartel du ciment.

Ne vous étonnez pas si les prix de la construction montent, même après que le franc sera stabilisé : les producteurs français de ciment, ciment proprement dit et ciment de laitier, viennent de se constituer en cartel. Rien que pour les producteurs de ciment proprement dit les participants représentent une production annuelle de 2.200.000 tonnes. — R. Louzon.

(1) On pourrait objecter que l'industrie de la soie artificielle est en réalité une industrie chimique et non une industrie textile. C'est vrai à certains points de vue, mais pas à celui qui nous occupe, le mode de travail aussi bien que les conditions commerciales y étant analogues à celles des textiles naturels, et non à celles des produits chimiques.



LES FAITS DU MOIS

DIMANCHE 1er AOUT. — Bagarres à Limoges au cours d'une manifestation des lock-outés de la Céramique.

Belgique : Le gouvernement décide la consolidation forcée de la dette flottante.

Espagne :Attentat manqué contre Primo de Rivera.

LUNDI 2. — La Fédération Unitaire du Sous-Sol propose le front unique à la Fédération Confédérée, pour la grève du 9 août.

MARDI 3. — Le Sénat vote les 11 milliards d'impôts de Poincaré

Mexique : Le président Calles rejette la proposition d'une trêve religieuse.

MERCREDI 4. — *Hongrie :* Condamnation de Rakosi à huit ans et demi de travaux forcés.

JEUDI 5. — A Dunkerque, manifestation des femmes des dockers lock-outés

— A Grenoble, Congrès des groupes féminins et de jeunes de l'Enseignement.

— Signature de l'accord commercial franco-allemand.

VENDREDI 6. — A Grenoble, Congrès de la Fédération de l'Enseignement.

— Le matelot Lepvrier, du *Mulhouse*, est condamné à deux ans de prison pour rébellion au large du Riff.

SAMEDI 7. — A Dunkerque, les gendarmes chargent les femmes des dockers.

— La Chambre décide la réunion de l'Assemblée Nationale à Versailles.

DIMANCHE 8. Arrighi, un des emprisonnés de Barberousse (Alger) est élu pour la seconde fois conseiller général d'Aulnay-sous-Bois.

— Lettre de Clemenceau au président Coolidge, contre l'accord Mellon-Bérenger.

Allemagne. : Le Comité Central du Parti Communiste approuve, moins deux voix, le Comité Central du Parti Communiste russe.

LUNDI 9. — Grève générale des mineurs unitaires par solidarité avec les mineurs anglais.

MARDI 10. — Assemblée nationale à Versailles; Doriot est expulsé militairement.

Angleterre : Le referendum des mineurs aboutit au rejet des propositions des évêques.

MERCREDI 11. — Fin du lock-out de la Céramique à Limoges.

— Le Conseil supérieur des Chemins de fer décide une majoration de 30 0/0 des tarifs à partir du 16 août.

JEUDI 12. — A Paris, réunion des patrons métallurgistes français et allemands, en vue de la formation d'un cartel.

VENDREDI 13. — Poincaré reçoit une délégation de la C. G. T.

— Rabrindranath Tagore dément les propos favorables au fascisme que la presse — *Humanité* comprise — lui avait prêtés.

DIMANCHE 15. — A Saint-Denis, 5e Congrès des Jeunesses communistes.

— A Paris, Congrès de la Fédération confédérée des Employés.

U. R. S. S. — Mikoian remplace Kamenev au Commissariat du Commerce.

LUNDI 16. — *Angleterre :* Réunion de la Conférence des mineurs.

MARDI 17. — *Angleterre :* La Conférence des mineurs autorise le Comité exécutif à engager de nouvelles négociations.

JEUDI 19. — Grève des ouvriers parisiens de la confection pour dames.

Angleterre : Echec des négociations entre les mineurs et les propriétaires.

Allemagne : Le Comité Central du Parti communiste prononce l'exclusion de Ruth Fischer et de Maslow.

VENDREDI 20. — Le Conseil des Ministres publie son « programme d'économies » et annonce « des mesures contre la cherté de la vie ».

SAMEDI 21. — *U. R. S. S.* — On annonce que le Comité Central du Parti Communiste a décidé l'exclusion d'Ossovsky.

DIMANCHE 22. — Comité fédéral des Ports et Docks unitaires. Comité général de la XXe Union régionale de la C. G. T. U.

Grèce : Le général Condyllis renverse Pangalos.

LUNDI 23. — *Allemagne :* Réunion du Comité Anglo-Russe à Berlin.

MARDI 24. — *Angleterre :* Charges policières contre les femmes des mineurs dans le Nottinghamshire et le Derbyshire.

U. R. S. S. — Le chef des forces navales est relevé de ses fonctions.

MERCREDI 25. — Manifestation des métallurgistes lock-outés de Château-Regnault.

— Les dockers de Dunkerque repoussent les propositions patronales relatives aux salaires.

— La C. E. de la C. G. T. U. décide une « journée nationale » pour l'augmentation des salaires et l'institution de l'échelle mobile.

JEUDI 26. — *Angleterre :* Entrevue sans résultat entre les leaders de la Fédération des mineurs et Churchill.

VENDREDI 27. — *Maroc :* Abd el Krim quitte Fez pour être dirigé sur son lieu d'exil.

Turquie : Pendaison de l'ancien ministre Djavid-bey et de trois autres leaders du Comité « Union et Progrès ».

SAMEDI 28. — Assemblée d'information des métallurgistes unitaires de la région parisienne.

Angleterre : A Londres, 3e Conférence du mouvement minoritaire.

DIMANCHE 29. — *U. R. S. S.* Le Comité exécutif de l'Internationale Communiste approuve l'exclusion de Ruth Fischer et Maslow.

Suisse : Réunion du Comité de l'Internationale socialiste ouvrière.

LUNDI 30. — Mise en liberté de Rabaté, secrétaire de la Fédération Unitaire des Métaux, emprisonné à la Santé, et de Paolo da Silva, militant portugais, emprisonné au Havre.

— A Limoges, congrès fédéral des coiffeurs unitaires.

— Publication du décret accordant l'aumône de 12 0/0 aux fonctionnaires.

MARDI 31. — Entrevues Mellon-Poincaré-Briand.

L'invasion américaine.

Sous le titre « L'Invasion de la finance américaine en Europe » le Statist, *l'un des grands journaux financiers anglais, a publié le 7 août un article qui résume bien les position dominantes conquises par l'Amérique en Europe. En voici le passage principal :*

On peut considérer comme établi que plus de 1 milliard de dollars ont été envoyés en Europe au cours des deux dernières années pour y être investis. Et aucun signe de diminution n 'apparaît dans ce flot de dollars quoiqu'il y ait un certain changement dans sa direction. Rien qu'en trois jours, au mois de juin, 90 millions de dollars furent employés en des souscriptions d'emprunts, et cela en même temps qu'avait lieu un immense raid de l'Amérique sur les Bourses allemandes au cours duquel le trust réputé le plus riche des États-Unis (1) déversait en Allemagne des sommes considérables, d'un montant «sensationnel» afin d'acheter, à n'importe quel prix, tout ce qu'il était possible d'acheter des actions d'une certaine société (2), dans l'intention de réaliser un « corner ». (3).

Plus importante que la question de connaître le montant du capital américain actuellement investi en Europe est celle de savoir quel est le but poursuivi par les Américains. Ce but, à peine dissimulé, est d'acquérir la possession de toutes les richesses du Continent en matières première minérales. Jusqu'à aujourd'hui les succès ont été stupéfiants. Les Américains ont obtenu la possession complète des plus grandes mines de manganèse et de zinc (4), réalisant, grâce à leur production en masse par de nouvelles méthodes, le monopole de chacun de ces minerais. Le capital américain figure si largement, sous une forme ou sous une autre, dans le nouveau trust allemand de l'acier (5), que, d'après l'avis général, il en possède ferme les trois quarts, — peut-être plus. Par d'audacieuses et tout à fait inattendues manœuvres de Bourse, la puissante *Standard Oil* a acquis, suppose-t-on, la majorité des actions de l'I. G. Farbenindustrie A. G. (le trust allemand nouvellement créé des matières colorantes) Sur ce dernier point on n'a pas de preuve certaine, mais de très sérieuses présomptions. A peine avait-on eu le temps d'apprécier à son importance cet ensemble de nouvelles qu'une autre du même genre apparaissait : à Bakou un contrat était sur le point d'être signé entre la *Standard Oil* et le Syndicat russe du Naphte, — un agent de Rockefeller était dans la région pétrolifère des bords de la Caspienne, avec tous pouvoirs pour signer ce contrat et avec vingt-cinq millions de dollars en poche pour faire face aux premiers besoins. Or on sait que le Syndicat du Naphte qui appartient à l'Union Soviétique contrôle tous les champs de pétrole de Russie. Le contrat s'applique donc non seulement à la zone de Bakou, mais également à celle, presqu'aussi étendue, de Grozny... Les ambitions de la *Standard Oil* ne s'arrêtent d'ailleurs pas là. Dans son « raid du pétrole » à travers la Russie elle va plus loin : elle a ouvert des négociations avec le Syndicat du Naphte pour des travaux dans le district de Mourmansk, territoire situé dans l'extrême-nord, sur la ligne Leningrad-Moursmank. L'étendue de cette zone pétrolifère est telle qu'elle couvre une sur face de plus de 1.500 milles (1).

Tels sont les derniers cas d' « invasion américaine » pour obtenir le contrôle du plus possible de produits minéraux. Pour le manganèse et le zinc on peut dire que les Américains en ont dès maintenant le monopole avec Kattovitz en Silésie polonaise, et Tchiatoury au Caucase. A Bakou ils ont obtenu une assez forte proportion de terrains pétrolifères d'Europe, et avec l'adoption d'une machinerie et de méthodes dernier style ils peuvent en augmenter fortement la production. La même observation s'applique à leurs autres propriétés. Ainsi, pour les mines de zinc achetées par le groupe Harriman à Kattovitz, l'acheteur s'est engagé à dépenser dix millions de dollars pour équiper les mines selon, dit le contrat, « les dernières et les plus modernes méthodes américaines » Des clauses du même ordre existent en ce qui regarde les exploitations de manganèse de Tchiatoury : trois millions de dollars doivent être employés, d'après le contrat, à « américaniser les installations », en outre un chemin de fer doit être construit jusqu'à Poti, des « élévateurs » américains érigés le long des quais à Poti, et ce port agrandi et modernisé. Il y a donc à remarquer que non seulement les Américains investissent du capital en Europe, mais qu'ils tendent également à augmenter largement la production européenne, et par là, à ce que nous supposons, à créer un plus large marché.

Ajoutons aux renseignements du Statist *qu'un « raid » analogue à celui réalisé par la* Standard Oil *sur les actions du trust allemand des matières colorantes semble avoir été tenté sur celles des grandes Sociétés françaises productrices de métaux bruts. En effet, deux des plus importantes d'entre elles, Penarroya (plomb) et Péchiney (aluminium) annonçaient brusquement, en juillet dernier, la création immédiate d'actions spéciales donnant à leurs propriétaires un droit de vote considérable qui doit leur assurer la majorité dans les Assemblées générales ; ces actions sont réservées à des Français, choisis par le Conseil d'Administration, et « de toute confiance ».*

***

Une leçon de la grève anglaise.

Tirant les leçons de la grève générale en Angleterre (Conférence faite à Moscou le 8 juin) *Boukharine a exprimé un point de vue qui mérite d'être noté. Voici le passage de sa Conférence :*

Pourquoi donc, en Angleterre, s'est-il organisé des comités d'action et non des soviets ? Pourquoi n'y eut-il pas de mot d'ordre : « Tous les pouvoirs aux Soviets » ? Parce que la classe ouvrière en Angleterre — ce qui la distingue des autres pays — marche par une autre route. En raison de toute son histoire, de l'importance énorme

---

(1) Il s'agit de la *Standard Oil*, le trust américain du pétrole. (N. D. L. R.).

(2) Il s'agit du trust allemand des matières colorantes l'ancienne *Bad sche Anilin* et les entreprises similaires avec lesquelles elle s'est récemment fondue. (N. D. L. R.)

(3) Terme d'argot de Bourse qui désigne un mode particulier de spéculation. (N. D. L. R.).

(4) Voir la *Révolution Prolétarienne* de juin dernier. (N. D. L. R.).

(5) Il s'agit du trust Thyssen, Stinnes, Phœnix etc.... Voir la *Révolution Prolétarienne* de février 1926. (N.D.L.R.)

(1) Nous croyons — et nous espérons — que le *Statist* se trompe quand il considère comme chose faite la livraison à la *Standard Oil* des exploitations de Bakou et de Grozny, richesse fondamentale de l'Union Soviétique. Un contrat de concession pour la région de Mourmansk, où le pétrole n'est pas encore exploité et est encore à peine reconnu, est plus vraisemblable. (N. D. L. R.).

de ses organisations professionnelles, de ses traditions historiques, le prolétariat anglais a approché la question du pouvoir, *non en dehors des syndicats, mais par les syndicats*. Il me semble que ce fait est caractéristique au plus haut degré. Vladimir Illicht réclamait de nous une analyse des traits spécifiques, des traits particuliers de chaque période de chaque pays, et non une répétition, à l'emporte-pièce, de ce qui peut servir pour tous les temps et pour toutes les situations. Si nous posons la question de ces traits spécifiques, particuliers du mouvement ouvrier anglais, nous sommes obligés de tirer la conclusion qui est une des plus grandes leçons de la grève générale anglaise, notamment que la classe ouvrière anglaise s'approche de la question du Pouvoir par ses syndicats.

Il va de soi que cela ne veut nullement dire que si, par exemple, actuellement, le mouvement ouvrier anglais s'arrêtait et que, dans dix ans, il soit à nouveau régénéré, qu'il referait tout le chemin parcouru, je ne le pense pas et je ne veux pas le dire, mais à un degré de développement déterminé, en présence de conditions données, en présence de traditions et de formes d'organisation bien déterminées, le mouvement ouvrier en Angleterre aborde la question du Pouvoir non en dehors de ses organisations fondamentales, mais par elles.

⁂

La fusion des réseaux P.-O. et Midi.

Sans bruit, deux Compagnies de chemins de fer s'apprêtent à opérer leur fusion. C'est un événement de quelque importance et l'on ne s'explique guère le silence fait autour. Voudrait-on mijoter tranquillement, à l'abri de toute indiscrétion du Parlement et de l'Etat, quelque nouvelle « convention scélérate » ?

Sur ce projet de fusion, le *Peuple* du 21 juillet a publié, sous la signature « Le Militant » un article qui reproduit des renseignements intéressants fournis par un journal de province non désigné. Nous reproduisons à notre tour ces renseignements, en faisant remarquer toutefois que le « petit consortium des chemins de fer » dont il est parlé est en réalité l'organisation importante, aussi mystérieuse que redoutable, du patronat des chemins de fer. Le fait que M. Peschaud, son secrétaire, lui consacrerait désormais tous ses efforts signifie que le rôle du Comité de Ceinture des chemins de fer va grandir ; les barons du rail sont en train de réaliser une organistaion qui sera l'équivalent du Comité des Forges.

Les maîtres du rail
Le P. O et le Midi fondus
dans un P.O.P.
(Paris-Orléans-Pyrénées)

Les nouvelles qui sont démenties ne sont pas pour cela des fausses nouvelles, et certaines personnalités de l'administration ou de la direction des réseaux du Midi et de l'Orléans ont beau, à l'heure actuelle, démentir la nouvelle de la fusion des deux réseaux, elle n'en est pas moins sinon officielle, du moins exacte. Entendons-nous quand nous disons la nouvelle est exacte, cela n'est pas absolument la vérité, il faut dire simplement que le projet est exact. Parce qu'il n'y a pas que le Midi et l'Orléans qui ont voix au chapitre, il y a aussi l'Etat français.

La réalisation de l'électrification est due surtout à M. Paul, directeur du Midi Ingénieur énergique, sympathique, mais positif et sec, genre américain, extra dry, il est l'animateur de cette tentative de fusion.

Dans la nouvelle combinaison, M. Vergé, qui, de l'avis même de ses collègues, n'est plus du tout en état de présider le réseau — faut-il qu'il soit fatigué pour que les autres vieillards qui l'entourent le trouvent trop vieux ? — disparaîtrait, entraînant à sa suite M. Mange, l'actuel directeur, et M. Peschaud, qui cesserait d'être secrétaire général du P. O. et ne laisserait ainsi que des regrets dans toute la presse. En ce qui concerne M. Mange, si l'on veut bien se le rappeler, nous avons annoncé il y a quelques mois son désir d'entrer dans l'industrie privée pour gagner davantage. C'est son droit et c'est légitime ; et cela fait aussi l'affaire du public, parce que pour remplacer un directeur comme M. Mange, on n'a qu'un embarras : celui du choix.

Quant à M. Peschaud, il partirait sans partir et resterait secrétaire du petit consortium des chemins de fer, ce petit syndicat dont nous avons parlé souvent et auquel chaque réseau verse chaque année un million : on n'a d'ailleurs jamais su pourquoi. Mais comme M. Peschaud est un homme honnête, il doit y avoir un emploi de cet argent, qu'il ne serait peut-être pas inutile qu'un parlementaire cherche à connaître. Nous sommes à une époque où l'on cherche à faire des courants d'opinion soit pour des augmentations de tarifs, soit pour subventionner des groupes politiques au moment des élections, soit pour toute autre chose. Quand on ne connaît pas l'usage de certains fonds, on est en droit de faire toutes les suppositions, et, comme l'argent des réseaux c'est l'argent de tous les contribuables, il serait utile de savoir ce que l'on fait de « notre » argent, à quoi et à qui il sert.

Avec ces trois personnages, d'autres moins importants disparaîtraient également et une refonte complète serait faite dans le personnel des deux réseaux. En ce moment — ce qui est dans la tradition — c'est le Midi qui bouge. C'est le Midi qui s'étale et fait une conquête au nord, le Midi veut prendre tout le P.O. et nous aurions le réseau P.O.P. (Paris-Orléans-Pyrénées).

Mais quand on fait un nettoyage, il faut le faire entièrement ; quand on répare quelque chose, il faut le réparer complètement, quand on ravale une maison on ne se contente pas de peinture.

Ce qu'on veut nous proposer pour le P.O. et le Midi n'est qu'une demi-mesure, quelque chose comme la façon d'entretenir les voies, les rails et le matériel sur l'Orléans. M. Vergé est très vieux, c'est entendu, mais, dans ce gâchis ferroviaire, il y a certainement d'autres fonctionnaires périmés et dont certains même sont presque entièrement oblitérés. Les deux plus fatigués, assure-t-on, — presque aussi fatigués que les wagons de troisième — sont M. Roume et M. Charles Laurent. Or, on n'entend pas parler cependant de leur départ. Si l'on veut changer, il faut changer tout ou rien ; c'est la réfection complète qu'il faut, et non pas mettre sur un mal qui est très grand un emplâtre ou un cataplasme. Des emplâtres, nous en avons assez vu.

Oui, mais pendant que ces messieurs discutent ainsi entre eux, que fait M. Daniel-Vincent, ministre des travaux publics ? Est-il comme l'étaient certains de ses prédécesseurs et plus particulièrement M. de Monzie, l'ami, le protecteur des administrateurs ? Se plie-t-il simplement à leurs désirs et à leurs combinaisons, sans se souvenir qu'il a de son côté les intérêts de l'Etat à défendre ? C'est peu probable, pour qui le connaît.

La situation telle que doit certainement la comprendre le ministre des Travaux publics est la suivante : Il y a entre l'Etat, le réseau P.O. et le réseau du Midi des conventions. Ces conventions existent tant que l'on se trouve en face du réseau de l'Orléans, et tant que l'on se trouve en face du réseau du Midi ; à partir du moment où ces deux réseaux disparaissent, que ce soit pour en constituer un seul ou pour toute autre transformation, les conventions disparaissent et deviennent caduques. A partir de ce moment, il faut en signer d'autres. La seule autre combinaison possible, nous l'avons déjà dit maintes fois, est le rachat.

⁂

La grève anglaise vue par un réformiste.

Notre camarade Potsgate nous écrit au sujet des lettres de A. Fleuriet, que nous avons reproduites le mois dernier :

Les sottises barbouillées par A. Fleuriet ne valent pas l'honneur d'une place dans votre revue. M. Fleuriet travaille au *Times* qui est le journal le plus patriarcal d'Angleterre et dont les directeurs ont

toujours montré un intérêt « paternel » à leur personnel et essayé de tuer chez lui l'esprit syndical. Une jeune typographe qui récemment obtenait là une place se vit poser la question : « Vivez-vous maritalement avec votre mari ? » Parce qu'elle refusa de répondre à cette enquête elle perdit sa place deux jours après. Le père protège ses enfants contre les contacts impurs ! Dans ce personnel la partie la plus complètement bourgeoise ce sont les compositeurs. Aucun d'eux ne reçoit moins de 8 livres (1.200 fr.) *par semaine*, la plupart reçoivent davantage. Le secrétaire général Naylor s'opposait énergiquement à la grève générale et fit son possible pour empêcher les compositeurs d'y prendre part.

Dans l'entourage de M. Fleuriet, peut-être la grève générale était-elle « impopulaire » : pas ailleurs.

Les foules irritées le jeudi et le vendredi aux abords de Natsopa, demandant avec colère pourquoi diable le Conseil général décrétait la grève, se consolaient plus tard en se rappelant les uns aux autres avec quelle fermeté chaque maison était sortie.

On pourrait multiplier les exemples : en voici un. Les jeunes gens et les hommes employés par une fabrique de glaces (1) (Eldorado) à parcourir Londres en tricycle en vendant des glaces aux passants firent grève puis passèrent trois jours à chercher une union qui pût les accueillir : le troisième jour, les travailleurs des transports les reçurent. Le camarade organisateur leur dit : « Il n'y aura pas d'indemnité de grève », et les hommes répondirent : « Nous n'y comptions pas, nous voulions seulement avoir une carte et prendre part à la lutte. »

Quant à l'article du *Daily Mail* que M. Fleuriet juge si inoffensif c'était tout simplement un appel à tous pour faire tout le possible pour écraser le « Trade-Union-Congress ». Nul doute que M. Fleuriet n'ait été trop heureux qu'il en soit ainsi.

⁂

Contre une troisième C. G. T.

Besnard, sous la direction de l'Internationale anarcho-syndicaliste de Berlin, a entrepris de former en France, une troisième C. G. T. Cela ne va pas tout seul, et dans son propre milieu, Besnard se heurte à de grandes résistances. Témoin l'article de Le Pen, publié dand le *Semeur* du 18 août sous le titre : « Une troisième C. G. T. ! Est-elle nécessaire ? » :

Pour ma part — répond Le Pen — j'en doute. Et sa nécessité à mes yeux ne s'est jamais moins fait sentir qu'en ce moment. Nul ne croira que j'ai pu être influencé par le chantage d'un quelconque Teulade qui agit professionnellement et est le dernier qualifié pour traiter de la division ouvrière et de ses conséquences. Ce qui m'émeut, c'est la création d'une 3e C. G. T. à l'heure du péril fasciste où aucun comité antifasciste (à Paris du moins) n'a encore été constitué, où la situation financière économique et sociale revêt un caractère de gravité exceptionnelle. Il m'apparaît que le fractionnement définitif du mouvement ouvrier est une lourde faute, qu'on fait trop bon marché de la sécurité et de l'intérêt ouvriers. Car aucun souci de cet ordre n'a, paraît-il, guidé les partisans d'une 3e C.G.T. Pour certains il fallait à tout prix une 3e C. G. T. qui eût un caractère particulier d'esprit anarchique. Pourquoi le nier ? D'ailleurs, depuis sa création l'A. I. T n'a cessé d'inciter les militants français à se diriger dans cette voie.

Plus loin, Le Pen précise son point de vue :

Peut-être en principe ou théoriquement semble-t-il qu'on ait raison, mais en fait on a tort surtout de ne juger que d'après soi-même et d'oublier que la formule fondamentale du syndicalisme est l'union. La création d'une 3e C. G. T. m'apparaît comme une hérésie syndicale parce que le syndicalisme doit être accessible aux exploités révolutionnaires de toute tendance, le fractionnement des forces va à l'encontre des moyens et des buts du syndicalisme. Le rappel de la charte d'Amiens suffit à convaincre les plus irréductibles.

Enfin, après avoir dit qu'il lui paraissait préférable d'adhérer à la vieille C. G. T., Le Pen exprime des inquiétudes :

Ce qui m'inquiète le plus dans l'expérience de création d'une 3e C. G. T. qui va être tentée (car la création d'un comité d'émigration n'est en réalité qu'un prétexte) c'est qu'on ne se soit pas contenté de faire cette expérience sur l'U. F. S. A. Les risques eussent été légers mais y entraîner la vieille fédération du Bâtiment me semble gros de conséquences.

Je ne sais si ceux qui ont obstinément refusé d'adhérer à l'U. F. S. A. parce que, disaient-ils, celle-ci était l'embryon d'une 3e C. G. T., changeant d'avis, reconnaissent aujourd'hui son utilité.

On a pu faire une consultation unilatérale et rapide des syndicats pour les inciter à adopter le point de vue du Bureau et du Comité national. Les syndicats se rappelleront sans doute qu'au dernier Congrès fédéral la décision du maintien de la position d'autonomie ne fut admise qu'à une voix seulement de majorité contre celle de rentrer à la vieille C. G. T., que dans cette minime majorité les treize voix du club partisan de l'autonomie réduisaient en principe singulièrement cette majorité. Pour ma part je n'ai pas voulu chicaner sur la valeur de celle-ci. Je me suis loyalement incliné. Mais si, aujourd'hui, on ne semble pas tenir compte de cette décision, je ne me crois plus tenu à aucune réserve et reprends ma complète liberté d'action. J'espère pouvoir faire entendre ma voix. Je ne cesserai de dire que division n'est pas synonyme d'unité, de mettre en garde ceux que la colère ou l'illusion aveuglent.

Je crois que la création d'une 3e C. G. T. est une erreur égale à celle d'espérer que les syndicats qui se sont réfugiés dans l'autonomie corporative par égoïsme en sortiront par idéal.

La 3e C. G. T. créée, il n'y a pas de raison de douter qu'un jour, au sein de cette C. G. T., se formera une dissidence qui envisagerait, elle aussi, la création d'une 4e C. G. T. Non, en vérité, après mûre réflexion, je doute de l'utilité d'une 3e C. G. T. D'autres besognes plus utiles, plus intéressantes me semblent autrement urgentes.

La création d'une 3e C. G. T. tient plus d'une préférence particulière que de l'intérêt ouvrier.

ENTRE NOUS

Ce mois de septembre doit être plus spécialement employé à dresser des listes de « possibles », dont nous avons besoin pour notre lancement 1'octobre. N'attendez pas le 30, pour envoyer la dizaine de noms bien choisis dans votre corporation ou dans votre région. Pensez aussi à la souscription-propagande.

⁂

Nos camarades devront profiter de l'occasion pour nous donner leur avis sur une modification envisagée à la parution de la revue. Ne pourrions-nous pas paraître tous les quinze jours sur seize pages? Ne serait-il pas heureux d'augmenter la fréquence de notre contact avec le lecteur ? Côté budget, ce mode de parution ne surchargerait pas trop les dépenses, mais, côté présentation, la couverture sur papier spécial devrait être supprimée. La parution deviendrait plus régulière, presque à jours fixes. Prenez la plume pour nous écrire ce que vous en pensez.

(1) Glaces à déguster.

PETITE BIBLIOTHÈQUE
DE
L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE

BROCHURES DÉJA PARUES :

I. **Résolutions et statuts adoptés au Premier Congrès des Syndicats révolutionnaires** (Moscou, 3-19 juillet 1921). ..... 2 »
II. **Programme d'action de l'Internationale syndicale rouge** (A. Losovsky)..... 2 50
III. **Les Syndicats russes et la Nouvelle Politique** (A. Losovsky)..... 0 50
IV. **Les Syndicats et la Révolution** (A. Losovsky) 0 50
V. **Thèses et Résolutions adoptées au IIe Congrès de l'Internationale rouge** (Moscou, novembre 1922) 1 25
VI. **Vers le Front unique international** (Edo Fimmen), introduction de Pierre Monatte)..... 0 50
VII. **Pour le Front unique des Transports** (Pierre Sémard)..... 0 50
VIII. **L'Internationale Syndicale Rouge et l'Unité syndicale** (A. Herclet)..... 0 75
IX. **Rapports entre l'I. S. R. et l'I. C.** (Préface de Dudilieux) 1 50
X. **Les Anarchistes et le Mouvement syndical** (Andrès Nin)..... 0 50
XI. **Le Grand Stratège de la Guerre de Classe** (A. Losovsky)..... 1 »
XII. **L'Activité de l'I. S. R.** (Rapport pour le IIIe Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge), préface de A. Losovsky. 7 50
XIII. **L'Anarcho-Syndicalisme en Espagne** (J. Maurin)..... 0 75
XIV. **Résolutions adoptées au IIIe Congrès de l'I. S. R.** 3 50
XV. **L'Unité du mouvement syndical mondial** (rapports et discours prononcés au VIe Congrès des Syndicats ouvriers de l'U. R. S. S.), préface de A. Losovsky..... 2 50
XVI. **L'organisation et la situation des employés en Russie** (D. Antochkine)... 1 »
XVII. **Les problèmes du mouvement travailliste** (P. Braun), préface de A. J. Cook..... 0 75
XVIII. **Le mouvement national et la classe ouvrière en Chine** (L. Heller)..... 1 »
XIX. **La conférence syndicale anglo-soviétique** (A. Losovsky)..... 2 50
XX. **Le mouvement syndical international avant, pendant et après la guerre** (A. Losovsky) ..... 10 »
XXI. **Les syndicats et la situation de la classe ouvrière dans l'U. R. S. S.** (A. Alouf), préface de A. Losovsky 3 50

EN VENTE
à la LIBRAIRIE DU TRAVAIL
96, quai de Jemmapes - PARIS-Xe
Chèque postal : 43-08 — Téléph. : Combat 08-02

L'ÉCONOMIE CAPITALISTE
(PRINCIPES D'ÉCONOMIE POLITIQUE)
par Robert LOUZON
Un volume : 6 fr.

ÉDITIONS DE LA JEUNESSE
Brochures mensuelles pour les enfants

Abonnement : un an (10 numéros)..... 6 »
— Extérieur..... 8 »

Editions de "L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE"
SAUMUR (M.-&-L.) - Chèq. post. : 81-26 Nantes

Histoire de Pierre Lapin, par B. POTTER. » 85
Contes flamands, traduits par M. VAN DE MOORTEL et illustrés par ses élèves... » 75
Comment le capitaine eut peur, par Claude TILLIER..... » 75
Le village disparu, par GERSTAECKER.... » 75
Tony l'assisté, par Célestin FREINET..... 1 50
Tom le Ramoneur, par Ch. KINGSLEY.... 2 50
Nouvelles d'Italie, par Italo TOSCANI.... 2 50
L'Enfance de Minet, par C. FREINET..... » 75
La jeunesse de Jean-Jacques, récit tiré des *Confessions*, de J.-J. ROUSSEAU..... 3 »
Souvenirs d'enfance des grands écrivains, trois brochures à 0 fr. 75 l'une, les trois ensemble..... 2 »
L'Histoire de Michel au temps de la Révolution, par ERCKMANN-CHATRIAN, trois brochures, ensemble..... 4 »
Eugène Varlin, par Maurice DOMMANGET. 1 »
Le Moineau, par H. Z. MULHEM..... 1 »

En vente à la LIBRAIRIE DU TRAVAIL

Alfred COSTES, éditeur, 8, rue Monsieur-le-Prince
PARIS (VIe)

Œuvres Complètes de KARL MARX
Traduites par J. MOLITOR
Agrégé de l'Université, Inspecteur d'Académie

VIENT de PARAITRE :

Le Capital
LIVRE II
(Complet)
LE PROCÈS DE CIRCULATION DU CAPITAL, 4 *vol.* Chaque volume.... 10 fr.

EN VENTE :

Le Capital
LIVRE I
(Complet)
I. **Le PROCÈS de la PRODUCTION du CAPITAL**, précédé d'une introduction à l'ensemble du marxisme, par KARL KAUTSKY, 4 *vol.* Chaque volume.. 10 fr.

Histoire des Doctrines Économiques
I. **DEPUIS les ORIGINES de la THÉORIE de la PLUS-VALUE jusqu'à ADAM SMITH**, 2 *vol.* Chaque volume..... 10 fr.
II. **RICARDO**..... 3 *vol.* Chaque volume..... 10 fr.
III. — **DE RICARDO A L'ÉCONOMIE VULGAIRE**, 3 *vol.* Chaque volume.. 10 fr.

Téléphone
COMBAT 08-02
R. C. 251-310

Chèque Postal
Marcel HASFELD
N° 43-08

LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 96, QUAI DE JEMMAPES, PARIS (10e)

DEUX OUVRAGES DE TROTSKY

Europe et Amérique

Prix : 6 francs.

Où l'Angleterre ?

Prix : 8 fr. 50

Éditions de la librairie de "l'Humanité". — En vente à la LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 96, quai Jemmapes

UNE CARTE MURALE DE L'U. R. S. S.

La *Librairie du Travail* vient d'éditer une grande carte murale en couleurs de la Russie soviétique (U. R. S. S.).

Cette carte, d'un format 100 × 130, comprend, *à une même échelle*, l'ensemble de toutes les Républiques soviétiques d'Europe et d'Asie. L'emploi d'une seule échelle a pour but de corriger les erreurs qu'engendre la fâcheuse habitude de toujours représenter à des échelles différentes l'Europe et l'Asie.

C'est une carte POLITIQUE et une carte ÉCONOMIQUE.

Un *bref commentaire* en bas de carte fournit les indications complémentaires nécessaires à une pleine compréhension de la Constitution et de l'Economie de l'U. R. S. S.

Tout le travail a été mis au point avec la collaboration de *Pierre Pascal*. Celui-ci, ancien membre de la mission militaire française en Russie durant la guerre, participe depuis les premiers jours de la Révolution à l'édification du régime soviétique. Il est sans aucun doute le Français qui connait le mieux la Russie nouvelle. Son nom est garant du souci d'exactitude apporté à l'établissement de ce travail.

CONDITIONS DE VENTE

Une carte, prix franco	10 francs.
Six cartes —	50 —
Treize cartes —	100 —

Nous conseillons vivement le groupage des commandes par localité afin d'atténuer les frais de port. Cette économie dans les frais d'expédition, nous permet de réduire le prix à partir de 6 exemplaires et de 13 et assure, en outre, l'envoi des cartes roulées et non pliées.

Pour éviter des frais inutiles et simplifier notre travail, utiliser le **Chèque postal n° 43-08 Paris-X**

Le Gérant : V. GODONNÈCHE. Imp. Nouvelle (assoc. ouv.), 11, rue Cadet. — 1550-9-26.